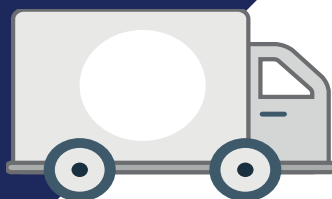


# LIVRET DE SINISTRALITÉ

## 2016 - Île-de-France



Accidents du Travail

Accidents de Trajet

Maladies Professionnelles



# Sommaire

<b>INTRODUCTION</b>	<b>4</b>
Champs d'activités couverts par les statistiques AT/MP	4
Dénombrement des sinistres	4
Dénombrement des effectifs	5
Définition des indicateurs	5
Nomenclatures	6
Source des données	7
<b>ACCIDENTS DU TRAVAIL</b>	<b>8</b>
Généralités	8
Évolution de certains indicateurs sur 10 ans	10
Focus sur les décès	11
Répartition de la sinistralité en fonction des tranches d'effectifs	13
Sinistralité sectorielle	15
Circonstances des accidents	22
État du codage	22
Répartition des AT en fonction de la déviation	23
Activité physique spécifique (ce que faisait la victime juste avant l'accident)	24
Déviations (ce qui a dysfonctionné)	25
Agent matériel de la déviation (ce qui a fait que ça a dysfonctionné)	27
Modalité de la blessure ou contact (le type de blessure occasionnée)	28
Focus sur les trois premières déviations	29
Analyse par grandes catégories de risques	32
Sinistralité régionale	33
Évolution des indicateurs de sinistralité par secteur d'activité	34
<b>ACCIDENTS DE TRAJET</b>	<b>41</b>
Généralités	41
Évolution de certains indicateurs sur 10 ans	43
Analyse par grandes catégories de risque	43
Activité physique spécifique (activité exercée par la victime juste avant l'accident)	45
Déviations (ce qui a dysfonctionné)	45
Agent matériel de la déviation (ce qui a fait que ça a dysfonctionné)	47
Modalité de la blessure ou contact (le type de blessure occasionnée)	48
Évolution des indicateurs de sinistralité 2015 par secteur d'activité	49
Focus sur le lieu de l'accident	50
<b>MALADIES PROFESSIONNELLES</b>	<b>51</b>
Généralités	51
Évolution de certains indicateurs sur 10 ans	52
Détail par tableau de Maladies Professionnelles	53
Sinistralité sectorielle	58
Évolution des indicateurs de sinistralité 2016 par secteur d'activité	60
Focus sur les troubles musculo-squelettiques (TMS)	61
Focus sur les cancers d'origine professionnelle	68

## **DONNÉES FINANCIÈRES**

# Introduction

Le présent livret de sinistralité offre une synthèse descriptive des principales informations disponibles sur la sinistralité régionale AT/MP (accidents du travail et maladies professionnelles) du régime général de la Sécurité Sociale pour l'ensemble des secteurs d'activité, en Île-de-France et pour l'année 2016.

Les sinistres dont il est tenu compte dans ces statistiques sont les sinistres AT/MP — accidents du travail, du trajet ou maladies professionnelles — ayant entraîné un arrêt de travail d'au moins 24 heures, une incapacité permanente ou/et un décès au sens des articles L411-1, L411-2 et L461-1 du Code de la Sécurité Sociale.

## ■ CHAMPS D'ACTIVITÉS COUVERTS PAR LES STATISTIQUES AT/MP

Les statistiques AT/MP couvrent le champ des sinistres du seul régime général. Elles n'incluent donc pas les sinistres concernant les personnes relevant du régime agricole, du régime social des indépendants ou de la fonction publique territoriale, hospitalière ou d'État.

Les statistiques AT/MP du régime général sont généralement présentées à travers les neuf grandes branches d'activités, ou CTN (comités techniques nationaux), tels que définis par l'arrêté du 22 décembre 2000. La déclinaison régionale de ces Comités Techniques se traduit de la manière suivante :

- CTR1** : Industries de la métallurgie (CTN A).
- CTR2** : Industries du bâtiment et des travaux publics (BTP) (CTN B).
- CTR3** : Industries des transports, de l'eau, du gaz, de l'électricité, du livre et de la communication (CTN C).
- CTR4** : Industries de la chimie, du caoutchouc, de la plasturgie (CTN E).  
Industries du bois, de l'ameublement, du papier-carton, du textile, du vêtement, des cuirs et des peaux et des pierres et terres à feu (CTN F).
- CTR5** : Industries et commerces de l'alimentation (CTN D).  
Commerce non alimentaire (CTN G).
- CTR6** : Activités de services I (banques, assurances, administrations...) (CTN H).  
Activités de services II (travail temporaire, action sociale, santé, nettoyage...) (CTN I).

À ces principaux secteurs d'activités, viennent s'ajouter les catégories professionnelles des sièges sociaux et bureaux des secteurs d'activité présentés plus haut, ainsi que d'autres catégories professionnelles particulières, comme par exemple, les personnes occupées exclusivement au service de particuliers, les vendeurs à domicile...(CTN Z).

Il est à noter que les statistiques des Comités Techniques Régionaux (CTR) présentées dans ce document n'incluent pas les statistiques des bureaux et sièges sociaux.

## ■ DÉNOMBREMENT DES SINISTRES

Les rubriques « Accidents du Travail en premier règlement », « Accidents de Trajet en premier règlement » et « Maladies Professionnelles en premier règlement » recensent les sinistres ayant entraîné l'imputation au compte employeur d'un premier règlement :

- d'Indemnités Journalières (IJ), correspondant à un arrêt de travail d'au moins 24 heures, en sus du jour au cours duquel l'accident est survenu,
- d'Indemnités en Capital (IC) ou d'un capital représentatif de rente, correspondant à la réparation d'une Incapacité Permanente (IP),
- ou d'un capital représentatif de décès, consécutif à un accident mortel.

Les Accidents du Travail et les Maladies Professionnelles ne sont donc comptabilisés au sein de ses rubriques «en premier règlement» que l'année correspondant à ce premier règlement et pas les années suivantes :

Les journées d'incapacités temporaires, les incapacités permanentes et les décès font l'objet de dénombrements complémentaires :

- les journées indemnisées sont dénombrées au sein de la rubrique «Journées d'IT», quelle que soit l'année de premier règlement du sinistre, sachant que les jours d'indemnités journalières sont comptabilisés en cohérence avec les règles de réparation, c'est-à-dire en jours calendaires à partir du lendemain de l'accident,
- les nouvelles IP sont recensées au sein de la rubrique «Nouvelles incapacités permanentes» l'année d'imputation de l'indemnité en capital (pour les taux d'IP inférieurs à 10%) ou l'année d'imputation du capital représentatif de rente (pour les taux d'IP supérieurs ou égaux à 10%) ,
- les décès sont comptabilisés au sein de la rubrique «Décès» l'année d'imputation du capital représentatif de décès. Les cas pris en compte sont uniquement ceux pour lesquels le décès est intervenu avant consolidation, c'est-à-dire avant fixation d'un taux d'incapacité permanente.

## ■ DÉNOMBREMENT DES EFFECTIFS

Les sections d'établissement prises en compte sont les sections d'établissement actives de l'année N, rattachées à l'un des 9 CTN, hors bureaux et sièges sociaux.

Le nombre de salariés est déterminé en conformité avec l'arrêté du 17 octobre 1995 dans le but de statuer sur le mode de tarification des entreprises. Cet effectif est égal à la moyenne du nombre de salariés présents à la date du dernier jour de chaque trimestre de l'année considérée.

Les salariés à temps complet présents à la fin de chaque trimestre sont comptés pour un, ceux travaillant à temps partiel sont comptés au prorata du rapport entre la durée inscrite dans leur contrat de travail et la durée légale de travail au cours du trimestre civil considéré ou, si elle est inférieure à la durée légale, la durée normale de travail accomplie dans l'établissement au cours dudit trimestre.

Pour les salariés en intérim, le mode de calcul diffère par le fait que l'effectif est égal à la moyenne du nombre de salariés présents à la date du dernier jour de chaque mois de l'année considérée, et non plus du trimestre.

## ■ DÉFINITION DES INDICATEURS

Les données relatives aux sinistres et aux effectifs permettent de calculer les indicateurs suivants :

- l'indice de fréquence des AT est le nombre d'accidents en premier règlement pour 1 000 salariés,
- le taux de fréquence des AT est le nombre d'accidents en premier règlement par million d'heures de travail,
- le taux de gravité des incapacités temporaires est le nombre de journées d'incapacité temporaire pour 1 000 heures de travail,
- l'indice de gravité des incapacités permanentes est le total des taux d'IP par million d'heures de travail, total qui inclut les décès comme incapacités permanentes de 100 %,
- le taux moyen d'une IP est la somme des taux d'IP rapportée à la somme des nouvelles IP et décès, avec prise en compte des décès selon les mêmes modalités que pour l'indice de gravité.

Ces définitions qui rapportent des dénombrements liés aux sinistres à la population au travail n'ont de sens statistique que pour les accidents du travail ou les accidents de trajet d'une année donnée. Ils ne peuvent pas s'appliquer en l'état aux maladies d'origine professionnelle prises dans

leur ensemble, non seulement parce que certaines maladies sont en nombres statistiquement non significatifs, mais aussi parce que les expositions en cause peuvent être intervenues dans un passé lointain non daté précisément. Une exception pourrait être faite pour les TMS, à la fois parce qu'ils sont nombreux, et parce que leur délai de prise en charge reste limité dans le temps. Mais ceci resterait néanmoins une approximation dans la mesure où une part non négligeable des expositions remonte à l'année précédente.

## NOMENCLATURES

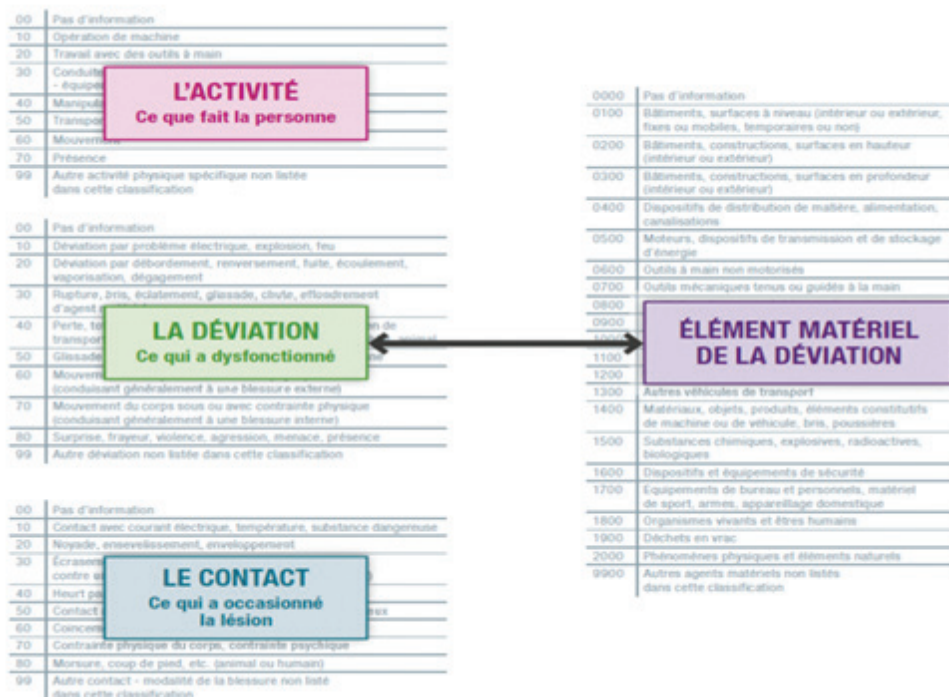
Depuis 2013, certaines des nomenclatures utilisées dans ce livret et dans les autres publications statistiques de la Direction Régionale des Risques Professionnelles ont changé par rapport aux années précédentes. Elles sont désormais alignées sur la méthodologie SEAT III d'EUROSTAT qui s'impose aux états membres de l'Union européenne, conformément au règlement UE 349/2011 du 11 avril 2011.

En ce qui concerne les secteurs d'activité, la nomenclature utilisée est la NAF (Nomenclature d'Activités Française) maintenue par l'INSEE. Ainsi, les statistiques n'utilisent plus depuis 2013 le code risque attribué par la caisse régionale à la SE (section d'établissement), sauf pour identifier le CTR dont elle relève. Et dans ce CTR particulier, les effectifs et les sinistres de la SE seront comptabilisés sous le code NAF que l'INSEE a attribué à l'établissement dans lequel est logée la SE.

En ce qui concerne les circonstances des accidents, quatre informations viennent se substituer à l'élément matériel qui était utilisé auparavant. Il s'agit de :

- ➔ l'activité physique spécifique (ce que faisait la personne au moment de l'accident),
- ➔ la déviation (ce qui a dysfonctionné, par exemple une chute),
- ➔ son agent matériel (l'objet en cause, par exemple une échelle),
- ➔ les modalités du contact (la manière dont la victime a été blessée, par exemple un écrasement, un heurt, une coupure...).

Figure 1 - Schéma de description des circonstances des accidents



## ■ SOURCE DES DONNÉES

Les statistiques présentées dans ce document sont établies à partir des bases de données annuelles régionales et nationales :

- issues de SNTRP (Système National de Tarification des Risques Professionnels),
- mises à jour au 1<sup>er</sup> semestre de l'année N +1 (la base de l'année 2015 mise à jour au 1<sup>er</sup> semestre 2016).



### NOTA

Entre 2014 et 2015, des codes risque changent du CTN : seules les CTN B et E ne sont pas impactés. Les données 2013 à 2015 tiennent compte des transferts de codes risque entre CTN, permettant ainsi de les comparer.

# Accidents du travail\*

## ■ GÉNÉRALITÉS

En progression permanente depuis 2013, le nombre de salariés en Île-de-France atteint, en 2016, le niveau le plus haut des 5 dernières années et enregistre la plus forte augmentation (+2,1 %) par rapport à l'année précédente. Le nombre d'heures travaillées et sections d'établissement augmentent dans les mêmes proportions que l'effectif francilien par rapport à l'année précédente. Notons que l'Île-de-France concentre toujours plus d'un quart de l'effectif salarié national.

Dans le prolongement des années précédentes, l'année 2016 présente en fonction de l'indicateur étudié des variations plus ou moins contrastées sur la période 2012-2016. Ainsi :

- après deux années consécutives de hausse, l'année 2016 voit son nombre d'accidents du travail en premier règlement, amorcer une légère baisse avec 635 accidents de moins par rapport à l'année 2015. Cette évolution du nombre d'accident couplée à celle des effectifs salariés et des heures travaillées, se traduit par une diminution des indicateurs de fréquence des accidents (indice et taux de fréquence). Ainsi, avec 23 accidents pour 1 000 salariés en Île-de-France, l'indice de fréquence 2016 atteint son niveau le plus bas des 5 dernières années. Notons également que la part des accidents du travail de 4 jours d'arrêt ou plus, globalement stable sur les 3 dernières années, constitue environ 90 % des accidents du travail.
- le nombre de journées d'arrêt de travail contraste significativement avec l'évolution des chiffres relatifs aux accidents du travail en premier règlement ou d'au moins 4 jours d'arrêt. En dépassant la barre des 8 millions de journées, le nombre de journées indemnisées en 2016 atteint un niveau record depuis 2012. L'augmentation significative du nombre de journées d'interruptions temporaires de travail associée à l'évolution du nombre d'heures travaillées ou au nombre d'accidents avec arrêt, se traduit par une hausse du taux de gravité, ainsi que de la durée moyenne d'arrêt d'un accident de travail, avec 74 jours d'arrêt en moyenne par accident en 2016.
- l'année 2016 confirme la tendance à la baisse des IPP enregistrée les cinq années précédentes, à l'exception de la variation erratique de l'année 2015 (+4,2 % par rapport à l'année précédente). Avec 5 538 nouvelles IP, l'année 2016 franchit le plancher symbolique de 6 000 IPP. Bien que les incapacités permanentes soient la conséquence des sinistres de l'année ou des années antérieures, nous remarquons que les effets de la baisse des incapacités permanentes conjuguées à la hausse, dans une moindre mesure des effectifs, se traduisent par une diminution générale de l'ensemble des indicateurs, fréquence ou gravité des incapacités partielles permanentes. Enfin, la variation (-9,6%) des accidents mortels observée en 2016, résulte en grande partie d'une année 2015 marquée par les conséquences des attentats.

### ***Des accidents moins nombreux, moins fréquents, mais plus graves***

En synthèse, l'année 2016 est marquée par la spécificité de l'évolution du nombre de journées indemnisées au regard de la tendance engagée ou confirmée des autres indicateurs de sinistralité AT. Ce contraste est à mettre en perspective avec la pyramide des âges des entreprises des différents secteurs, susceptibles d'expliquer l'augmentation de la durée moyenne d'un arrêt consécutif à un accident du travail.



**Tableau 1a - Principaux indicateurs de sinistralité des accidents du travail d'Île-de-France sur la période 2012/2016** (en italique taux d'évolution annuel)

Données statistiques tous CTR - AT	Données Île-de-France					Données France	Poids IDF/ France 2016
	2012	2013	2014	2015	2016	France 2016	
Nombre de salariés	4 626 725	4 542 208	4 576 186	4 638 760	4 736 835	18 529 736	25 %
	<i>1,4 %</i>	<i>- 1,8 %</i>	<i>0,7 %</i>	<i>1,4 %</i>	<i>2,1 %</i>	<i>0,4 %</i>	
Nombre de Section établissement (SE)	496 396	486 386	483 514	490 320	503 753	2 253 352	22 %
	<i>1,5 %</i>	<i>- 2,0 %</i>	<i>- 0,6 %</i>	<i>1,4 %</i>	<i>2,7 %</i>	<i>- 0,6 %</i>	
Nombre d'heures travaillées	6 575 345 881	6 580 223 082	6 575 704 619	6 680 241 783	6 809 390 636	27 634 357 420	24 %
	<i>- 1,4 %</i>	<i>0,1 %</i>	<i>- 0,1 %</i>	<i>1,6 %</i>	<i>1,9 %</i>	<i>1,1 %</i>	
Nombre d'AT en premier versement	111 564	107 036	108 926	109 650	109 015	626 227	18 %
	<i>- 2,3 %</i>	<i>- 4,1 %</i>	<i>1,8 %</i>	<i>0,7 %</i>	<i>- 0,6 %</i>	<i>1,1 %</i>	
Dont AT avec 4 jours d'arrêt ou plus sur l'année	/	98 226	100 138	101 011	100 248		18 %
			<i>1,9 %</i>	<i>0,9 %</i>	<i>- 0,8 %</i>	<i>- 100,0 %</i>	
Nombre Journées d'IT	7 145 830	7 139 435	7 516 240	7 661 165	8 016 342	10 609 078	19 %
	<i>- 0,1 %</i>	<i>- 0,1 %</i>	<i>5,3 %</i>	<i>1,9 %</i>	<i>4,6 %</i>	<i>2,5 %</i>	
Nombre Nouvelles IP	7 308	6 891	6 115	6 370	5 538	34 202	18 %
	<i>- 9,5 %</i>	<i>- 5,7 %</i>	<i>- 11,3 %</i>	<i>4,2 %</i>	<i>- 13,1 %</i>	<i>- 5,1 %</i>	
dont IP avec taux < 10 %	4 977	4 782	4 307	4 409	4 017		18 %
	<i>- 8,6 %</i>	<i>- 3,9 %</i>	<i>- 9,9 %</i>	<i>2,4 %</i>	<i>- 8,9 %</i>	<i>- 1,6 %</i>	
dont IP avec taux >= 10 %	2 331	2 109	1 808	1 961	1 521		18 %
	<i>- 11,4 %</i>	<i>- 9,5 %</i>	<i>- 14,3 %</i>	<i>8,5 %</i>	<i>- 22,4 %</i>	<i>- 4,0 %</i>	
Nombre de décès	70	85	71	104	94	514	19 %
	<i>- 16,7 %</i>	<i>21,4 %</i>	<i>- 16,5 %</i>	<i>46,5 %</i>	<i>- 9,6 %</i>	<i>- 5,7 %</i>	
Somme des taux IP	70 934	69 496	60 560	67 111	56 871	351 392	18 %
	<i>- 13,1 %</i>	<i>- 2,0 %</i>	<i>- 12,9 %</i>	<i>10,8 %</i>	<i>- 15,3 %</i>	<i>- 4,8 %</i>	

**Tableau 1b - Principaux indicateurs de sinistralité des accidents du travail d'Île-de-France sur la période 2012/2016** (en italique taux d'évolution annuel)

Données statistiques tous CTR - AT	Données Île-de-France					Données France
	2012	2013	2014	2015	2016	France 2016
Incapacité Temporaire (IT)						Incapacité Temporaire (IT)
IF	24,1	23,6	23,8	23,6	23,0	33,8
	<i>- 3,6 %</i>	<i>- 2,3 %</i>	<i>1,0 %</i>	<i>- 0,7 %</i>	<i>- 2,6 %</i>	<i>- 0,2 %</i>
TF	17,1	16,3	16,6	16,4	16,0	22,7
	<i>- 0,9 %</i>	<i>- 4,1 %</i>	<i>1,8 %</i>	<i>- 0,9 %</i>	<i>- 2,5 %</i>	<i>- 0,8 %</i>
TG	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,5
	<i>1,3 %</i>	<i>- 0,2 %</i>	<i>5,4 %</i>	<i>0,3 %</i>	<i>2,7 %</i>	<i>1,4 %</i>
Nombre moyen d'IJ	64	67	69	70	74	65
	<i>2,2 %</i>	<i>4,1 %</i>	<i>3,5 %</i>	<i>1,3 %</i>	<i>5,2 %</i>	<i>2,2 %</i>

**Tableau 1c - Principaux indicateurs de sinistralité des accidents du travail d'Île-de-France sur la période 2012/2016** (en italique taux d'évolution annuel)

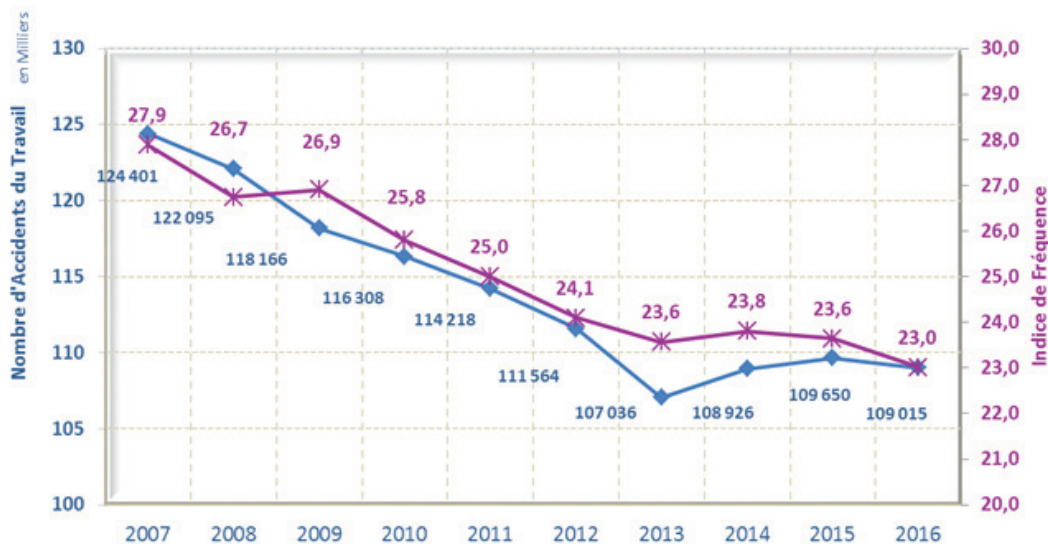
Données statistiques tous CTR - AT	Données Île-de-France					Données France
	2012	2013	2014	2015	2016	France 2016
Incapacité Permanente (IP)						Incapacité Permanente (IP)
IF	1	1	1	1	1	1
	<i>- 10,7 %</i>	<i>- 4,0 %</i>	<i>- 11,9 %</i>	<i>2,8 %</i>	<i>- 14,9 %</i>	<i>- 5,5 %</i>
IG	10	10	9	10	8	12
	<i>- 11,8 %</i>	<i>- 2,1 %</i>	<i>- 12,8 %</i>	<i>9,1 %</i>	<i>- 16,9 %</i>	<i>- 5,9 %</i>
Moyenne des taux IP	10	10	10	11	10	10
	<i>- 4,0 %</i>	<i>3,9 %</i>	<i>- 1,8 %</i>	<i>6,4 %</i>	<i>- 2,5 %</i>	<i>0,3 %</i>

## ■ ÉVOLUTION DE CERTAINS INDICATEURS SUR 10 ANS

Le bilan sur les dix dernières années des évolutions annuelles des accidents du travail et de certains indicateurs associés permettent d'apporter une visibilité complémentaire sur les grandes tendances de la sinistralité régionale.

Ainsi, sur la figure 2, l'année 2016 vient confirmer la tendance globale des dix dernières années, malgré le palier existant entre 2013 et 2015, avec un indice de fréquence jamais atteint sur la période décennale.

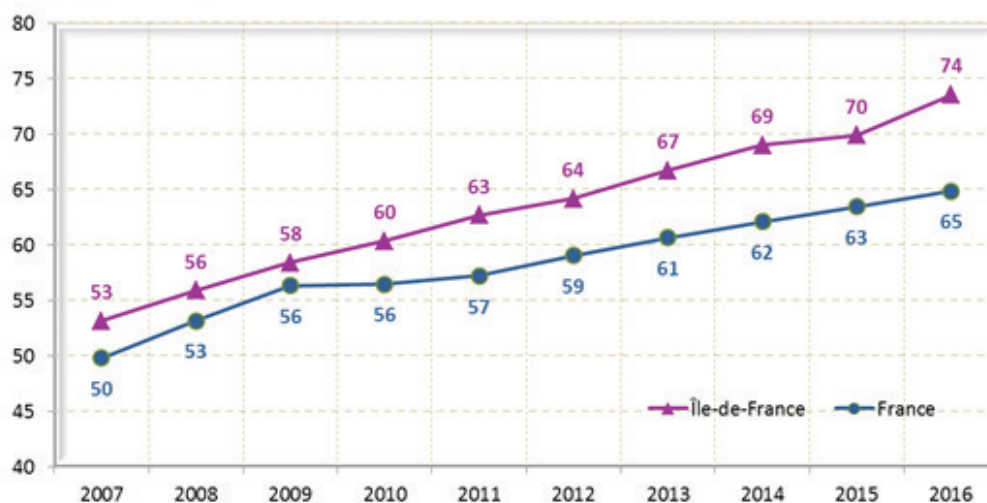
Figure 2 - Évolution du nombre et de la fréquence des accidents du travail d'Île-de-France sur la période 2007-2016



Données régionales AT-MP issues des bases annuelles SNTRP sur les 9 comités techniques nationaux, non compris : bureaux, sièges sociaux et autres catégories professionnelles particulières.

Les deux figures ci-après (3 et 4) permettent d'aborder la sinistralité régionale des accidents du travail sous l'angle de la gravité.

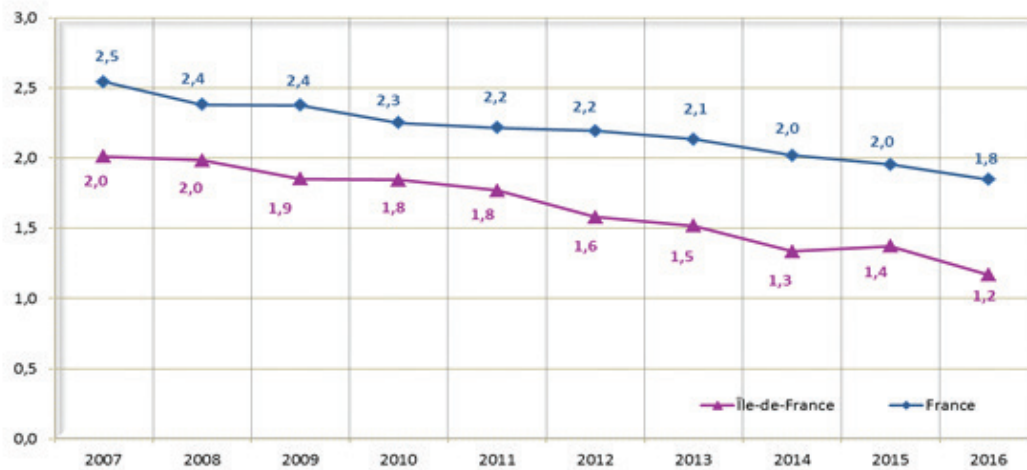
Figure 3 - Évolution du nombre moyen des IJ des accidents du travail d'Île-de-France sur la période 2007-2016 - Comparaison IDF et France



À l’instar de la France, en Île-de-France, le nombre moyen de jours d’arrêt par accident de travail continue d’augmenter depuis 2007. Cependant, cette tendance repose sur une évolution significativement plus importante du nombre de journées indemnisées en rapport au nombre d’accidents du travail, pouvant s’expliquer par le vieillissement de la population salarié.

L’évolution de l’indice de fréquence des incapacités permanentes est quant à elle marquée par une diminution quasiment constante depuis 2007.

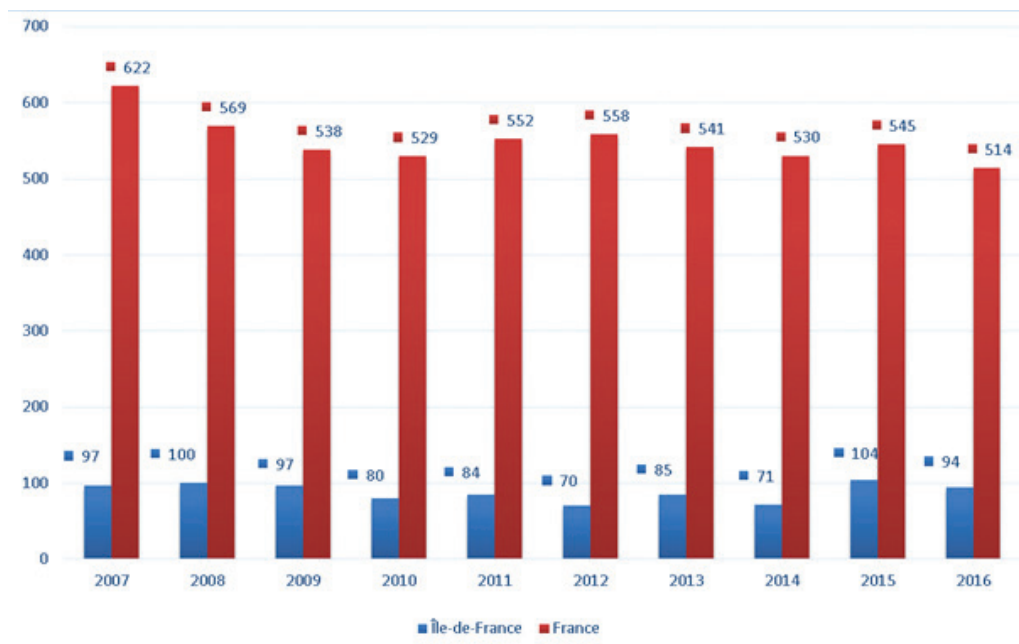
Figure 4 - Évolution de l’indice de fréquence des incapacités permanentes pour les accidents du travail sur la période 2007-2016 - Comparaison Île-de-France et France



## ■ FOCUS SUR LES DÉCÈS

Bien que le nombre de décès soit un indicateur statistiquement moins significatif, nous constatons que l’évolution du nombre des accidents mortels en Île-de-France est certes annuellement erratique, mais en moyenne constant sur une période de 10 ans. Le nombre de décès en France suit la même tendance malgré des variations moins importantes.

Figure 5 - Évolution du nombre de décès liés aux accidents du travail sur la période 2006-2015



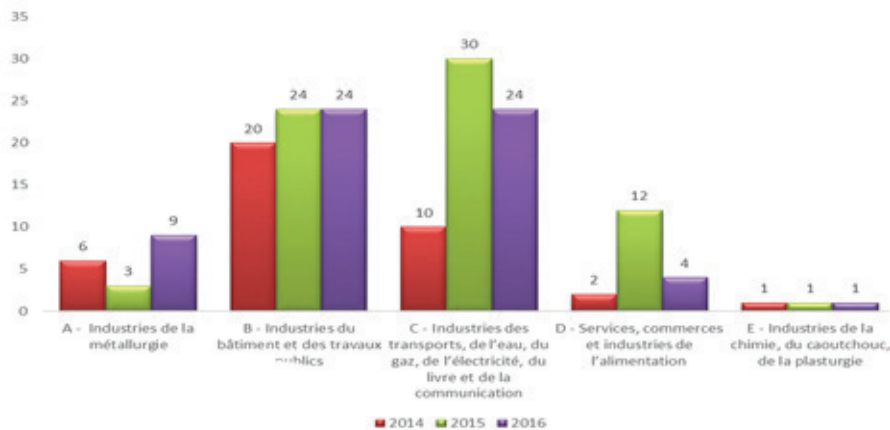
Le tableau 2 ci-après permet de mettre en évidence la répartition des accidents mortels survenus sur la période 2013-2016. Nous pouvons constater que :

- les activités des CTN B et C regroupent 50 % du nombre total de décès en Île-de-France pour les années 2015 et 2016,
- les CTN A et G enregistrent les plus fortes augmentations du nombre de décès sur l'année 2016,
- aucun décès en 2016 dans le CTN F, pour la première fois depuis 2013, quel que soit le CTN considéré.

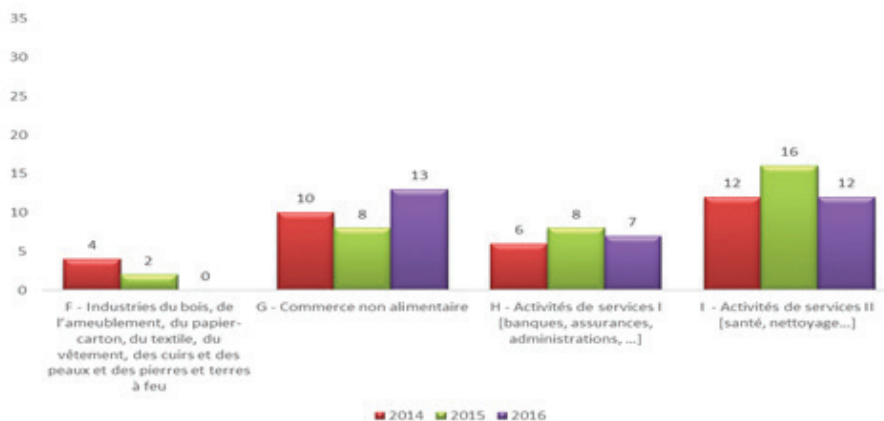
**Tableau 2 - Répartition du nombre de décès par CTN sur la période triennale 2013-2016**  
(en italique taux d'évolution annuel)

CTN	2013	2014	2015	2016
<b>A</b> - Industries de la métallurgie	11	6	3	9
<b>B</b> - Industries du bâtiment et des travaux publics	16	20	24	24
<b>C</b> - Industries des transports, de l'eau, du gaz, de l'électricité, du livre et de la communication	13	10	30	24
<b>D</b> - Services, commerces et industries de l'alimentation	4	2	12	4
<b>E</b> - Industries de la chimie, du caoutchouc, de la plasturgie	0	1	1	1
<b>F</b> - Industries du bois, de l'ameublement, du papier-carton, du textile, du vêtement, des cuirs et des peaux et des pierres et terres à feu	1	4	2	0
<b>G</b> - Commerce non alimentaire	10	10	8	13
<b>H</b> - Activités de services I (banques, assurances, administrations,...)	11	6	8	7
<b>I</b> - Activités de services II (santé, nettoyage...)	4	12	16	12
<b>Nombre de décès Ile de France</b>	70	71	104	94

**Figure 6a - Évolution des décès en Île-de-France entre 2014 et 2016 par CTN (CTN A à E)**



**Figure 6b - Évolution des décès en Île-de-France entre 2014 et 2016 par CTN (CTN F à I)**



## ■ RÉPARTITION DE LA SINISTRALITÉ EN FONCTION DES TRANCHES D'EFFECTIFS

Le tableau 3 et les figures associées 7 et 8 permettent de mettre en perspective la relation entre sinistralité et taille d'établissement.

Le tableau 3 montre que bien que concentrant 81 % des établissements, la tranche d'établissement dont l'effectif est compris entre 1 et 19 représente 29 % du nombre de salariés et 25 % du nombre d'accidents du travail en premier règlement ; alors que la tranche 50 à 199 totalise environ 28 % du nombre d'accidents du travail pour 21 % des salariés d'Île-de-France. Notons que près de 5 % des accidents touchent 9 % des salariés travaillant dans les entreprises de plus de 1 500 salariés (0,03 % des SE).

La figure 7 met en évidence le poids des tranches cumulées.

Par ailleurs, nous observons, d'après la figure 8, que près d'un tiers des nouvelles IP surviennent dans les établissements franciliens dont l'effectif est compris entre 1 et 19 salariés, et un quart dans les établissements comprenant entre 50 et 199 salariés.

La majorité des décès (hors maladies professionnelles) survenus au cours de l'année 2016, soit 80 % des accidents du travail mortels, ont eu lieu dans des établissements de moins de 300 salariés.

**Tableau 3a - Répartition des principaux indicateurs de sinistralité par tranche d'effectif en 2016**

Tranche d'effectif	Nombre de Section d'Établissement (SE)		Nombre de salariés		Nombre d'AT en premier versement		Nombre de Journées Indemnifiées		Nouvelles IP		Nombre de décès		Somme taux IP	
1 à 19	407 688	81 %	1 384 480	29 %	27 736	25 %	2 112 996	26 %	1 662	30 %	34	36 %	17 844	31 %
20 à 49	20 454	4 %	624 673	13 %	19 671	18 %	1 360 494	17 %	840	15 %	19	20 %	8 704	15 %
50 à 199	10 824	2 %	1 006 617	21 %	30 770	28 %	2 155 332	27 %	1 369	25 %	19	20 %	13 537	24 %
200 à 299	1 303	0 %	315 782	7 %	7 329	7 %	526 071	7 %	339	6 %	4	4 %	2 942	5 %
300 à 1499	1 745	0 %	979 631	21 %	17 632	16 %	1 272 060	16 %	842	15 %	9	10 %	7 849	14 %
1500 et plus	144	0 %	425 652	9 %	5 423	5 %	351 680	4 %	220	4 %	8	9 %	2 472	4 %
Indéfini ou non précisé	61 955	12 %	0	0 %	427	0 %	237 709	3 %	266	5 %	1	1 %	3 523	6 %
<b>Total Ile-de-France</b>	<b>503 753</b>	<b>100 %</b>	<b>4 736 835</b>	<b>100 %</b>	<b>109 015</b>	<b>100 %</b>	<b>8 016 342</b>	<b>100 %</b>	<b>5 538</b>	<b>100 %</b>	<b>94</b>	<b>100 %</b>	<b>56 871</b>	<b>100 %</b>

**Figure 7 - Répartition du nombre de sections d'établissements, du nombre de salariés et du nombre d'Accidents du travail par tranche d'effectif en 2016**

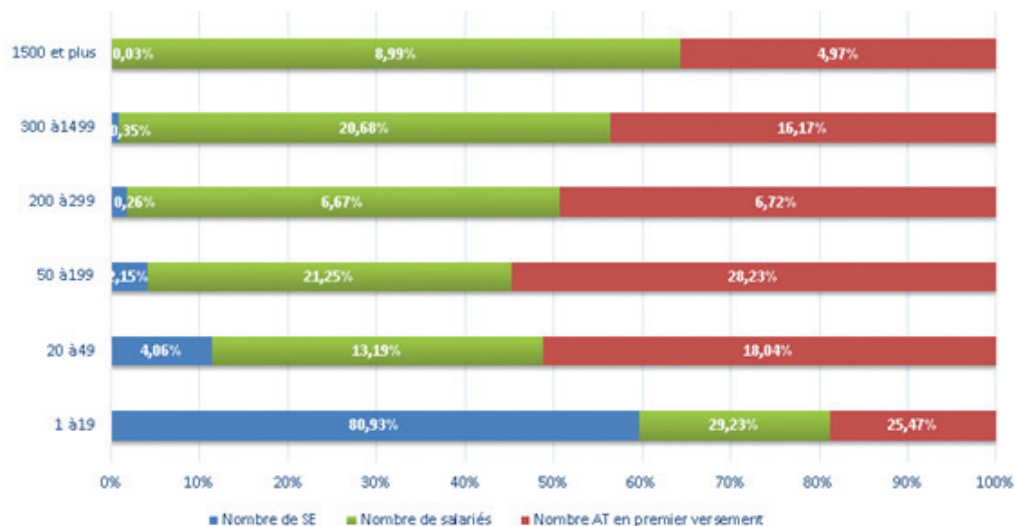
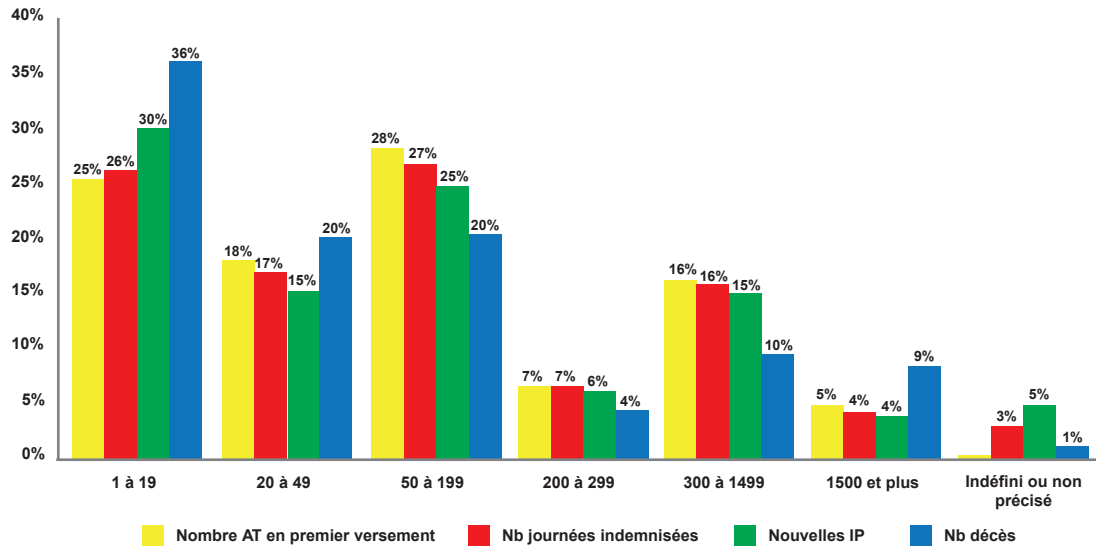


Figure 8 - Répartition des principaux indicateurs de prévention par tranche d'effectif en 2016

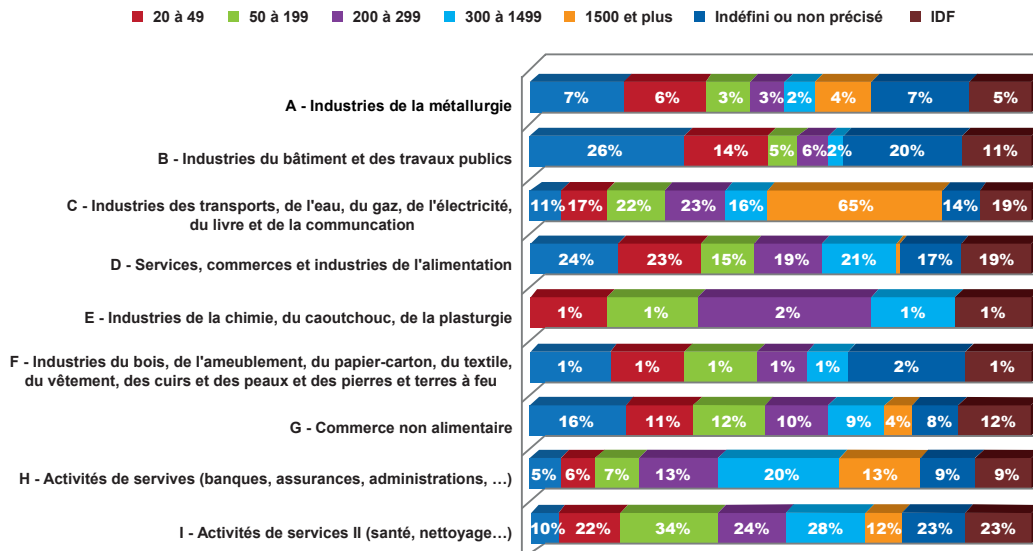
Tableau 3b - Répartition des accidents du travail par CTN et par tranche d'effectif en 2016  
(en italique part de chaque CTN dans la tranche d'effectif concerné)

CTN	A	B	C	D	E	F	G	H	I	IDF
1 à 19	1 913	7 173	3 039	6 719	97	395	4 387	1 328	2 712	27 763
	<i>7 %</i>	<i>26 %</i>	<i>11 %</i>	<i>24 %</i>	<i>0 %</i>	<i>1 %</i>	<i>16 %</i>	<i>5 %</i>	<i>10 %</i>	<i>100 %</i>
20 à 49	1 156	2 722	3 363	4 544	140	261	2 136	1 109	4 240	19 671
	<i>6 %</i>	<i>14 %</i>	<i>17 %</i>	<i>23 %</i>	<i>1 %</i>	<i>1 %</i>	<i>11 %</i>	<i>6 %</i>	<i>11 %</i>	<i>100 %</i>
50 à 199	1 022	1 560	6 736	4 572	259	390	3 634	2 153	10 444	30 770
	<i>3 %</i>	<i>5 %</i>	<i>22 %</i>	<i>15 %</i>	<i>1 %</i>	<i>1 %</i>	<i>12 %</i>	<i>7 %</i>	<i>34 %</i>	<i>100 %</i>
200 à 299	184	404	1 661	1 401	118	64	765	937	1 795	7 329
	<i>3 %</i>	<i>6 %</i>	<i>23 %</i>	<i>19 %</i>	<i>2 %</i>	<i>1 %</i>	<i>10 %</i>	<i>13 %</i>	<i>24 %</i>	<i>100 %</i>
300 à 1499	381	425	2 836	3 649	140	131	1 663	3 478	4 929	17 632
	<i>2 %</i>	<i>2 %</i>	<i>16 %</i>	<i>21 %</i>	<i>1 %</i>	<i>1 %</i>	<i>9 %</i>	<i>20 %</i>	<i>28 %</i>	<i>100 %</i>
1500 et plus	230	22	3 526	38	10	0	228	712	657	5 423
	<i>4 %</i>	<i>0 %</i>	<i>65 %</i>	<i>1 %</i>	<i>0 %</i>	<i>0 %</i>	<i>4 %</i>	<i>13 %</i>	<i>12 %</i>	<i>100 %</i>
Indéfini ou non précisé	31	86	58	74	2	9	33	37	97	427
	<i>7 %</i>	<i>20 %</i>	<i>14 %</i>	<i>17 %</i>	<i>0 %</i>	<i>2 %</i>	<i>8 %</i>	<i>9 %</i>	<i>23 %</i>	<i>100 %</i>
Total Île-de-France	4 917	12 392	21 219	20 997	766	1 250	12 846	9 754	24 874	109 015
	<i>5 %</i>	<i>11 %</i>	<i>19 %</i>	<i>19 %</i>	<i>1 %</i>	<i>1 %</i>	<i>12 %</i>	<i>9 %</i>	<i>23 %</i>	<i>100 %</i>

L'étude du tableau 3b et figure 9 associée met en évidence la particularité de certaines tranches d'effectifs en matière de sinistralité dans différents secteurs d'activités, telle que :

- dans la tranche 1-19 salariés, regroupant 81 % des établissements franciliens, les CTN B et D concentre 50 % des accidents en premier versement,
- le CTN I est particulièrement représenté dans la tranche 50 à 199 salariés avec 34 % des accidents en premier versement,
- les accidents survenant dans les grandes entreprises (tranche d'effectif égal ou supérieur à 1 500 salariés) sont majoritairement dans le CTN C (65 %).

Figure 9 - Répartition des accidents du travail en premier versement par CTN et par tranche d'effectif en 2016



## ■ SINISTRALITE SECTORIELLE

Les tableaux détaillent les effectifs et les accidents de travail en premier règlement, ainsi que l'indice de fréquence en résultant, en fonction des codes NAF selon différents tris.

Les tableaux 4 et 5 ci-après présentent des données des sinistralités AT (données sinistres et indices) en fonction des codes sections NAF et des codes NAF niveau 2.

Ils permettent une analyse complémentaire entre une vision globale de la sinistralité au niveau d'un secteur d'activité et une vision plus détaillée, basée sur les codes NAF.

Dès lors, l'analyse du tableau 4 permettant d'approcher la sinistralité AT à travers les principaux secteurs d'activité de la nomenclature des activités françaises, fait apparaître que :

- les 5 premiers secteurs d'activité, bien que regroupant moins de 30 % des établissements franciliens, et moins de 25 % de l'effectif salarié régional concentrent 50 % des accidents du travail franciliens,
- à l'instar des activités du CTN C, le secteur du Transport et de l'Entreposage présente non seulement l'indice de fréquence le plus élevé, mais également le taux de gravité le plus important,
- les secteurs de la Construction et celui du Commerce, Réparation d'automobiles et de motocycles, ont les activités qui ont généré le plus de nouvelles IP en 2016. C'est également sous la section G que nous retrouvons le plus de salariés et de journées indemnisées pour l'année,
- à l'exception du nombre de salariés, les activités de la santé humaine et sociales et celles du transport et de l'entreposage affichent pour l'année 2016 des indicateurs très proches en matière de nombre de section d'établissements, nombre d'accidents ou encore nombre de journées indemnisées,
- les 9 premières sections NAF du tableau 4 présentent des indices de fréquence supérieurs à l'indice de fréquence régional. Parmi ces 9 sections, notons que les données concernant les sections E et A sont statistiquement moins significatives compte tenu du nombre de salariés concernés au regard des 7 autres sections NAF.

Enfin, nous constatons que les 5 premières sections NAF, section E exclue, représentant les secteurs du *Transport et de l'Entreposage, de la Construction, de la Santé et de l'action sociale, de l'Hébergement et restauration, et de la Réparation de véhicules* concentrent 65 % des accidents du travail en premier règlement pour seulement 38 % des salariés.

**Tableau 4a - Répartition des données principales des accidents du travail par section NAF**  
**Classement réalisé par Indice de fréquence décroissant**  
(en italique taux d'évolution annuel entre 2015 et 2016)

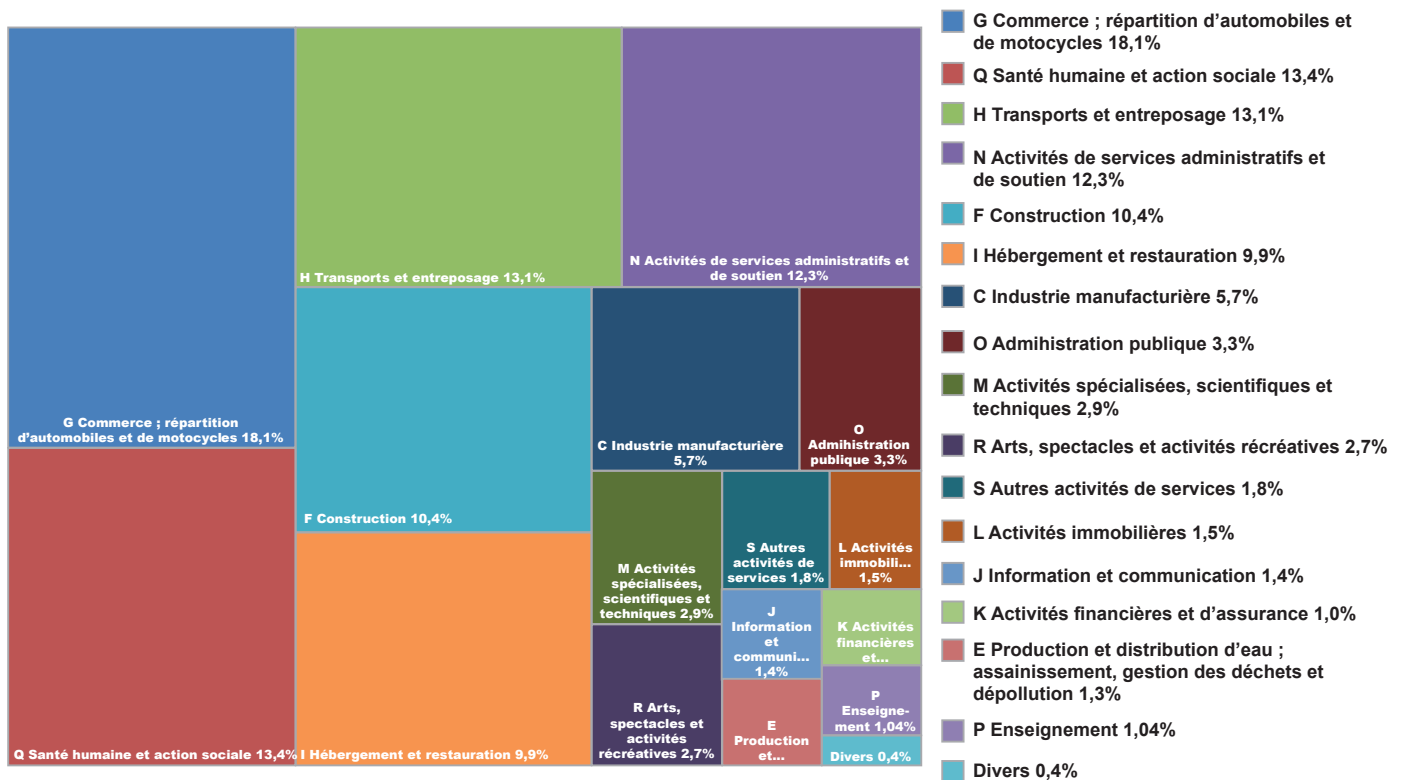
Code section NAF	Libellé section NAF	Nombre de Sections d'établissement (SE)	Nombre de salariés	AT en premier versement IJ	AT en premier versement IJ avec au moins 4 IJ	Nombre de journées indemnisées	Nouvelles IP	Nombre de décès
H	Transports et entreposage	20 513	245 027	14 227	13 281	1 158 686	620	10
		<i>14,3 %</i>	<i>2,0 %</i>	<i>- 0,3 %</i>	<i>- 0,5 %</i>	<i>6,0 %</i>	<i>- 14,7 %</i>	<i>- 9,1 %</i>
E	Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	1 155	28 190	1 423	1 333	119 492	85	2
		<i>3,6 %</i>	<i>0,8 %</i>	<i>4,5 %</i>	<i>5,0 %</i>	<i>1,3 %</i>	<i>- 16,7 %</i>	<i>0,0 %</i>
F	Construction	52 615	259 794	11 366	10 615	984 192	907	22
		<i>2,0 %</i>	<i>4,0 %</i>	<i>- 5,1 %</i>	<i>- 5,1 %</i>	<i>- 0,7 %</i>	<i>- 15,9 %</i>	<i>10,0 %</i>
Q	Santé humaine et action sociale	21 501	351 027	14 611	13 503	1 000 265	524	4
		<i>2,5 %</i>	<i>0,6 %</i>	<i>2,5 %</i>	<i>2,3 %</i>	<i>8,3 %</i>	<i>- 16,4 %</i>	<i>- 33,3 %</i>
I	Hébergement et restauration	44 356	281 121	10 789	9 955	688 156	405	2
		<i>3,3 %</i>	<i>2,9 %</i>	<i>- 0,6 %</i>	<i>- 1,2 %</i>	<i>8,8 %</i>	<i>- 5,4 %</i>	<i>- 71,4 %</i>
A	Agriculture, sylviculture et pêche	124	725	2	2	328	2	0
		<i>2,5 %</i>	<i>114,5 %</i>	<i>- 81,8 %</i>	<i>- 77,8 %</i>	<i>- 68,5 %</i>	<i>0,0 %</i>	<i>0,0 %</i>
G	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	92 120	664 677	19 712	18 154	1 374 719	878	14
		<i>1,6 %</i>	<i>1,6 %</i>	<i>0,2 %</i>	<i>0,3 %</i>	<i>5,6 %</i>	<i>- 14,7 %</i>	<i>40,0 %</i>
N	Activités de services administratifs et de soutien	60 140	528 647	13 376	12 337	1 180 964	820	15
		<i>0,4 %</i>	<i>2,8 %</i>	<i>0,3 %</i>	<i>- 0,3 %</i>	<i>4,2 %</i>	<i>- 9,3 %</i>	<i>25,0 %</i>
R	Arts, spectacles et activités récréatives	17 674	115 322	2 910	2 643	143 803	89	4
		<i>0,4 %</i>	<i>- 0,9 %</i>	<i>4,9 %</i>	<i>4,8 %</i>	<i>0,4 %</i>	<i>- 15,2 %</i>	<i>0,0 %</i>
L	Activités immobilières	16 962	78 744	1 617	1 482	131 313	97	1
		<i>0,9 %</i>	<i>1,2 %</i>	<i>- 3,6 %</i>	<i>- 4,9 %</i>	<i>5,8 %</i>	<i>- 25,4 %</i>	<i>0,0 %</i>
B	Industries extractives	111	1 723	32	29	1 397	1	0
		<i>- 3,5 %</i>	<i>- 2,4 %</i>	<i>- 3,0 %</i>	<i>- 9,4 %</i>	<i>- 23,7 %</i>	<i>- 83,3 %</i>	<i>0,0 %</i>
C	Industrie manufacturière	18 917	343 146	6 202	5 633	432 459	399	0
		<i>- 0,3 %</i>	<i>- 0,8 %</i>	<i>- 3,9 %</i>	<i>- 4,5 %</i>	<i>2,3 %</i>	<i>- 13,1 %</i>	<i>28,6 %</i>
S	Autres activités de services	31 245	126 723	1 996	1 825	140 462	109	0
		<i>1,6 %</i>	<i>- 0,5 %</i>	<i>- 6,7 %</i>	<i>- 7,1 %</i>	<i>2,2 %</i>	<i>5,8 %</i>	<i>- 100,0 %</i>
O	Administration publique	3 664	287 382	3 546	3 117	167 547	148	0
		<i>- 1,7 %</i>	<i>4,1 %</i>	<i>0,1 %</i>	<i>0,1 %</i>	<i>4,9 %</i>	<i>1,4 %</i>	<i>- 100,0 %</i>
D	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	593	10 032	85	75	5 222	2	0
		<i>1,9 %</i>	<i>- 0,9 %</i>	<i>0,0 %</i>	<i>4,2 %</i>	<i>- 4,2 %</i>	<i>- 60,0 %</i>	<i>0,0 %</i>
P	Enseignement	11 103	147 711	1 098	984	61 286	61	0
		<i>3,0 %</i>	<i>1,1 %</i>	<i>- 1,4 %</i>	<i>- 1,2 %</i>	<i>4,3 %</i>	<i>- 6,2 %</i>	<i>0,0 %</i>
U	Activités extraterritoriales	350	4 966	26	23	2 373	3	0
		<i>2,6 %</i>	<i>2,3 %</i>	<i>- 25,7 %</i>	<i>- 30,3 %</i>	<i>- 7,9 %</i>	<i>- 40,0 %</i>	<i>0,0 %</i>
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	55 368	531 524	3 136	2 775	213 285	193	5
		<i>4,8 %</i>	<i>3,9 %</i>	<i>0,5 %</i>	<i>0,6 %</i>	<i>2,8 %</i>	<i>- 21,2 %</i>	<i>- 16,7 %</i>
K	Activités financières et d'assurance	20 681	316 850	1 109	1 109	85 674	78	3
		<i>3,6 %</i>	<i>2,2 %</i>	<i>- 6,3 %</i>	<i>- 6,8 %</i>	<i>5,9 %</i>	<i>- 4,9 %</i>	<i>50,0 %</i>
J	Information et communication	34 559	413 504	1 475	1 277	92 190	115	3
		<i>5,8 %</i>	<i>2,9 %</i>	<i>- 0,3 %</i>	<i>- 1,1 %</i>	<i>2,5 %</i>	<i>- 1,7 %</i>	<i>- 83,3 %</i>
X	Code NAF inconnu ou non renseigné	2	0	98	96	32 529	2	0
		<i>- 90,5 %</i>	<i>- 100,0 %</i>	<i>11,4 %</i>	<i>11,6 %</i>	<i>- 0,8 %</i>	<i>- 66,7 %</i>	<i>0,0 %</i>
<b>Total Île-de-France</b>		503 753	4 736 835	109 015	100 248	8 016 342	5 538	94
		<i>2,7 %</i>	<i>2,1 %</i>	<i>- 0,6 %</i>	<i>- 0,8 %</i>	<i>4,6 %</i>	<i>- 13,1 %</i>	<i>- 9,6 %</i>



**Tableau 4b - Répartition des données principales des accidents du travail par section NAF**  
(en italique taux d'évolution annuel entre 2015 et 2016)

Code section NAF	Libellé section NAF	IF	TF	IG	TG
H	Transports et entreposage	58,1	36,5	16,8	3,0
		<i>- 2,2 %</i>	<i>- 1,5 %</i>	<i>- 9,8 %</i>	<i>4,7 %</i>
E	Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	50,5	32,9	25,3	2,8
		<i>3,7 %</i>	<i>3,0 %</i>	<i>0,2 %</i>	<i>- 0,2 %</i>
F	Construction	43,8	29,3	28,5	2,5
		<i>- 8,7 %</i>	<i>- 8,0 %</i>	<i>- 11,4 %</i>	<i>- 3,7 %</i>
Q	Santé humaine et action sociale	41,6	27,9	8,9	1,9
		<i>1,9 %</i>	<i>3,4 %</i>	<i>- 19,1 %</i>	<i>9,2 %</i>
I	Hébergement et restauration	38,4	24,3	7,8	1,5
		<i>- 3,4 %</i>	<i>- 2,7 %</i>	<i>- 20,6 %</i>	<i>6,4 %</i>
A	Agriculture, sylviculture et pêche	2,8	1,8	28,3	0,3
		<i>- 91,5 %</i>	<i>- 91,3 %</i>	<i>0,0 %</i>	<i>- 85,0 %</i>
G	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	29,7	19,7	8,4	1,4
		<i>- 1,4 %</i>	<i>- 0,5 %</i>	<i>- 14,8 %</i>	<i>4,9 %</i>
N	Activités de services administratifs et de soutien	25,3	17,9	11,1	1,6
		<i>- 2,5 %</i>	<i>- 4,0 %</i>	<i>- 16,3 %</i>	<i>- 0,3 %</i>
R	Arts, spectacles et activités récréatives	25,2	22,0	8,2	1,1
		<i>5,9 %</i>	<i>2,5 %</i>	<i>32,3 %</i>	<i>- 1,9 %</i>
L	Activités immobilières	20,5	14,2	8,0	1,2
		<i>- 4,7 %</i>	<i>- 2,7 %</i>	<i>- 25,3 %</i>	<i>6,8 %</i>
B	Industries extractives	18,6	13,5	2,5	0,6
		<i>- 0,6 %</i>	<i>6,8 %</i>	<i>- 90,1 %</i>	<i>- 16,0 %</i>
C	Industrie manufacturière	18,1	12,5	8,4	0,9
		<i>- 3,2 %</i>	<i>- 1,7 %</i>	<i>- 16,8 %</i>	<i>4,7 %</i>
S	Autres activités de services	15,8	10,8	4,8	0,8
		<i>- 6,2 %</i>	<i>- 7,5 %</i>	<i>- 30,6 %</i>	<i>1,3 %</i>
O	Administration publique	12,3	9,6	3,5	0,5
		<i>- 3,9 %</i>	<i>- 5,9 %</i>	<i>3,4 %</i>	<i>- 1,4 %</i>
D	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	8,5	5,3	0,7	0,3
		<i>0,9 %</i>	<i>- 2,6 %</i>	<i>- 73,2 %</i>	<i>- 6,7 %</i>
P	Enseignement	7,4	6,9	3,1	0,4
		<i>- 2,5 %</i>	<i>- 5,2 %</i>	<i>- 13,1 %</i>	<i>0,3 %</i>
U	Activités extraterritoriales	5,2	2,9	1,4	0,3
		<i>- 27,4 %</i>	<i>- 33,0 %</i>	<i>- 69,1 %</i>	<i>- 16,9 %</i>
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	5,9	4,0	2,6	0,3
		<i>- 3,2 %</i>	<i>- 2,8 %</i>	<i>- 38,0 %</i>	<i>- 0,6 %</i>
K	Activités financières et d'assurance	4,1	3,0	2,4	0,2
		<i>- 8,3 %</i>	<i>- 6,7 %</i>	<i>13,4 %</i>	<i>5,4 %</i>
J	Information et communication	3,6	2,6	2,5	0,2
		<i>- 3,2 %</i>	<i>- 3,3 %</i>	<i>- 52,0 %</i>	<i>- 0,5 %</i>
X	Code NAF inconnu ou non renseigné	NC	NC	NC	NC
		/	/	/	/
<b>Total Île-de-France</b>		23,0	16,0	8,4	1,2
		<i>- 2,6 %</i>	<i>- 2,5 %</i>	<i>- 16,9 %</i>	<i>2,7 %</i>

Figure 10 - Répartition des accidents du travail en premier versement par section NAF



Les figures et tableaux suivants, à travers le croisement du CTR et du code NAF au niveau 2 (regroupements sur les 2 premiers caractères de la NAF), proposent une maille intermédiaire entre le CTR et ce qui est appelé dans ce document le « code NAF », et qui représente le niveau le plus fin de la nomenclature, c'est-à-dire sur 5 caractères, ayant vocation à rendre plus lisible la sinistralité et son évolution dans les grands domaines d'activité d'Île-de-France.

Dès lors, nous pouvons constater que les 20 premiers regroupements de niveau 2, bien que pesant près de 60 % de la sinistralité francilienne, concernent moins de 30 % de la population salariée en Île-de-France.

Par ailleurs, avec des indices de fréquence jusqu'à 3 fois supérieurs à l'indice de fréquence régional, les activités liées à « l'Hébergement médico-social et social » et à la « Collecte, traitement et élimination des déchets, récupération » apparaissent comme particulièrement impactées par les accidents du travail au niveau de la région.

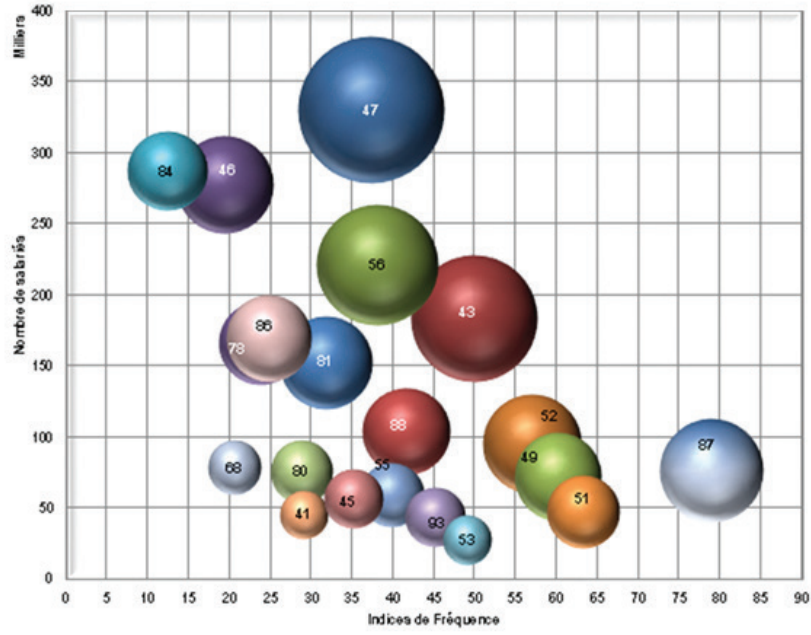
Un accident du travail sur dix survient dans les métiers associés au « Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles ».

Ce classement traduit non seulement la « sur-représentativité » de certains secteurs d'activité, mais également du lien étroit entre la sinistralité de ces secteurs et l'action de Direction Régionale des Risques professionnels. Effectivement, l'essentiel des secteurs d'activité identifiés dans ces tableaux sont couverts, pendant la période du CPG, par un programme national de prévention (garage, transport, restauration, construction) ou par un programme régional (traitement des déchets, établissements sanitaires et sociaux, logistique et messagerie, activités aéroportuaires...).

**Tableau 5 - 20 codes NAF (niveau 2) présentant les indices de fréquence les plus élevés**  
Répartition réalisée pour les codes NAF (niveau 2) regroupant plus de 1 000 salariés

Naf Niveau 2	Libellé code NAF niveau 2	Section d'Établissement		Salariés		AT en premier versement		IF
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	
87	Hébergement médico-social et social	2 290	0,45 %	77 059	1,63 %	6 081	5,58 %	78,9
16	Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles ; fabrication d'articles en vannerie et sparterie	236	0,05 %	1 318	0,03 %	95	0,09 %	72,1
38	Collecte, traitement et élimination des déchets, récupération	717	0,14 %	16 581	0,35 %	1 096	1,01 %	66,1
51	Transports aériens	260	0,05 %	47 643	1,01 %	3 015	2,77 %	63,3
52	Entreposage et services auxiliaires des transports	3 082	0,61 %	72 431	1,53 %	4 357	4,00 %	60,2
31	Fabrication de meubles	512	0,10 %	2 704	0,06 %	159	0,15 %	58,8
49	Transports terrestres et transport par conduites	16 054	3,19 %	95 828	2,02 %	5 462	5,01 %	57,0
43	Travaux de construction spécialisés	41 996	8,34 %	183 921	3,88 %	9 167	8,41 %	49,8
39	Dépollution et autres services de gestion des déchets	111	0,02 %	2 102	0,04 %	104	0,10 %	49,5
53	Activités de poste et de courrier	947	0,19 %	27 815	0,59 %	1 364	1,25 %	49,0
93	Activités sportives, récréatives et de loisirs	8 044	1,60 %	44 319	0,94 %	1 999	1,83 %	45,1
88	Action sociale sans hébergement	5 887	1,17 %	104 182	2,20 %	4 331	3,97 %	41,6
25	Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	1 642	0,33 %	20 016	0,42 %	820	0,75 %	41,0
55	Hébergement	4 620	0,92 %	59 706	1,26 %	2 373	2,18 %	39,7
77	Activités de location et location-bail	2 631	0,52 %	28 169	0,59 %	1 093	1,00 %	38,8
56	Restauration	39 736	7,89 %	221 415	4,67 %	8 416	7,72 %	38,0
47	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	56 323	11,18 %	330 384	6,97 %	12 328	11,31 %	37,3
37	Collecte et traitement des eaux usées	167	0,03 %	2 943	0,06 %	104	0,10 %	35,3
17	Industrie du papier et du carton	199	0,04 %	3 833	0,08 %	135	0,12 %	35,2
45	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	8 990	1,78 %	56 795	1,20 %	1 992	1,83 %	35,1
Autres codes NAFniveau 2		309 309	61,40 %	3 337 671	70,46 %	44 524	40,84 %	/
<b>Total Île-de-France</b>		503 753	100,00 %	4 736 835	100,00 %	109 015	100,00 %	23,0

Figure 11 - Illustration des principaux regroupements du code NAF de niveau 2 sur la base du tableau 5



Le tableau suivant apporte une visibilité plus détaillée des activités dans chaque grand secteur, et illustre les codes NAF dont relèvent les entreprises présentant le plus grand nombre d'accidents avec arrêt pour 1 000 salariés.

**Tableau 6 - Codes NAF présentant les indices de fréquence les plus élevés dans chaque CTN, parmi ceux ayant au moins 500 salariés pour l'année 2016**

CTN	Code NAF 5	Libellé NAF 5	Nombre de Section d'Établissement	Nombre de salariés	AT en premier versement	IF	IF du CTN
A - Industries de la métallurgie	5221Z	Services auxiliaires des transports terrestres	70	696	63	90,5	19,7
	4520B	Entretien et réparation d'autres véhicules automobiles	128	772	69	89,4	
	2512Z	Fabrication de portes et fenêtres en métal	59	594	49	82,5	
	2920Z	Fabrication de carrosseries et remorques	75	980	80	81,6	
	2511Z	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures	129	1 277	97	76,0	
B - Industries du bâtiment et des travaux publics	4391A	Travaux de charpente	241	1 179	138	117,0	40,2
	4391B	Travaux de couverture par éléments	1 220	4 764	440	92,4	
	4322A	Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux	3 998	13 979	1 102	78,8	
	4399E	Location avec opérateur de matériel de construction	84	725	50	69,0	
	4332A	Travaux de menuiserie bois et PVC	2 671	8 168	544	66,6	
C - Industries des transports, de l'eau, du gaz, de l'électricité, du livre et de la communication	5121Z	Transports aériens de fret	22	3 124	587	187,9	30,8
	8129B	Autres activités de nettoyage n.c.a.	26	2 341	256	109,4	
	4941C	Location de camions avec chauffeur	134	3 195	334	104,5	
	5224B	Manutention non portuaire	69	2 072	202	97,5	
	4942Z	Services de déménagement	448	3 471	300	86,4	
D - Services, commerces et industries de l'alimentation	1011Z	Transformation et conservation de la viande de boucherie	38	1 434	165	115,1	41,8
	5210B	Entreposage et stockage non frigorifique	25	912	86	94,3	
	4639A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits surgelés	92	1 988	183	92,1	
	5210A	Entreposage et stockage frigorifique	47	2 181	194	89,0	
	4799B	Vente par automates et autres commerces de détail hors magasin, éventaires ou marchés n.c.a.	297	2 785	197	70,7	
E - Industries de la chimie, du caoutchouc, de la plasturgie	2222Z	Fabrication d'emballages en matières plastiques	33	778	42	54,0	16,1
	2229B	Fabrication de produits de consommation courante en matières plastiques	31	681	31	45,5	
	2219Z	Fabrication d'autres articles en caoutchouc	38	1 300	57	43,8	
	2229A	Fabrication de pièces techniques à base de matières plastiques	63	1 262	42	33,3	
	2030Z	Fabrication de peintures, vernis, encres et mastics	39	961	28	29,1	
F - Industries du bois, de l'ameublement, du papier-carton, du textile, du vêtement, des cuirs et des peaux et des pierres et terres à feu	3109B	Fabrication d'autres meubles et industries connexes de l'ameublement	230	699	62	88,7	30,6
	2361Z	Fabrication d'éléments en béton pour la construction	35	725	55	75,9	
	4673A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction	155	1 228	79	64,3	
	9601A	Blanchisserie-teinturerie de gros	62	1 198	55	45,9	
	7729Z	Location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques	39	4 063	185	45,5	
G - Commerce non alimentaire	4752B	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces (400 m <sup>2</sup> et plus)	237	10 647	833	78,2	18,8
	7729Z	Location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques	302	4 326	279	64,5	
	4711D	Supermarchés	71	3 859	245	63,5	
	4719B	Autres commerces de détail en magasin non spécialisé	537	3 913	236	60,3	
	4711E	Magasins multi-commerces	30	1 672	96	57,4	
H - Activités de services I [banques, assurances, administrations, ...]	8710A	Hébergement médicalisé pour personnes âgées	132	3 147	119	37,8	6,5
	6820A	Location de logements	73	3 342	111	33,2	
	8790A	Hébergement social pour enfants en difficultés	24	618	19	30,7	
	8219Z	Photocopie, préparation de documents et autres activités spécialisées de soutien de bureau	167	1 961	58	29,6	
	8810B	Accueil ou accompagnement sans hébergement d'adultes handicapés ou de personnes âgées	6	1 077	31	28,8	
I - Activités de services II [santé, nettoyage...]	5223Z	Services auxiliaires des transports aériens	7	678	83	122,4	34,9
	8710C	Hébergement médicalisé pour adultes handicapés et autre hébergement médicalisé	128	6 954	831	119,5	
	8690D	Activités des infirmiers et des sages-femmes	321	1 950	218	111,8	
	8710A	Hébergement médicalisé pour personnes âgées	516	25 300	2 667	105,4	
	8129B	Autres activités de nettoyage n.c.a.	91	2 224	228	102,5	

Rappelons que les établissements comptabilisés pour chaque codes NAF résulte d'un croisement entre le code NAF et le numéro de risque indispensable au classement dans un CTN d'un établissement affecté d'un code NAF.

## ■ CIRCONSTANCES DES ACCIDENTS

Comme évoqué en préambule, au cours des dernières années, plusieurs règlements ont fait évoluer l'organisation des statistiques européennes relatives aux accidents du travail. Une de leurs conséquences a été de substituer aux éléments matériels classiquement utilisés jusqu'en 2012 la description des circonstances de l'accident selon quatre variables :

- l'activité physique spécifique (ce que faisait la personne au moment de l'accident),
- la déviation (ce qui a dysfonctionné, par exemple une chute),
- et son agent matériel (l'objet en cause, par exemple une échelle),
- ainsi que les modalités du contact (la manière dont la victime a été blessée, par exemple un écrasement, un heurt, une coupure...).

## ■ ÉTAT DU CODAGE

Pour ce qui concerne le régime général de la Sécurité Sociale, la mise en place de ce nouveau système s'est faite à partir des sinistres survenus en 2013, les sinistres survenus les années antérieures étaient toujours codés selon l'ancienne nomenclature des éléments matériels. Les deux nomenclatures coexistent donc encore dans les systèmes d'information. De plus, la montée en charge de cette nouvelle codification, ajoutée au fait qu'elle ne s'applique qu'aux sinistres ayant occasionné au moins quatre jours d'arrêt, fait que l'on ne disposait pas pour l'année 2013 d'une information exploitable pour à peu près 24 % des accidents du travail.

Pour l'année 2016, les effets de la mise en place au cours de l'année 2013 sont toujours perceptibles mais dans une mesure moindre puisque moins de 14% des sinistres ne disposent pas d'une information exploitable. Cependant, il convient de préciser que tous les sinistres ayant été identifiés comme codifiables sont en principe codés, aux règles de gestions près qui affectent les statistiques, et en particulier :

- dans les faits, seuls sont codés les sinistres pour lesquels on a connaissance de quatre jours d'arrêt prescrits dans un délai maximum de deux jours après leur reconnaissance. Or il se peut qu'un sinistre engendre quatre jours d'arrêt au-delà de ce délai,
- dans les statistiques sur les circonstances des accidents présentées ici, sont comptabilisés les sinistres qui ont occasionné le remboursement d'au moins quatre jours d'arrêt sur l'année,
- le décalage qu'il peut y avoir entre jours prescrits (la règle de gestion permettant d'identifier les sinistres à coder) et jours effectivement pris (la règle de gestion sur laquelle sont basées les publications statistiques), ainsi que la différence de recul sur lequel on observe les conséquences de ces sinistres selon ces deux règles de gestion, fait que nous ne sommes pas exactement sur les mêmes champs et qu'il reste un seuil a priori d'à peu près 6 % de sinistres en premier règlement avec au moins quatre jours d'arrêt dans l'année, qui sont non codés dans nos statistiques.

En 2015, 82 % des sinistres survenus dans l'année, ayant fait l'objet d'un premier règlement en 2015 et ayant occasionné au moins quatre jours d'arrêt dans l'année, ont été codés (éventuellement codés « pas d'information ») ; en 2016, ils sont 86% à avoir été codés (voir tableau 7).

Enfin, en ce qui concerne les autres indicateurs, les circonstances des accidents du travail sont codées en 2016 pour :

- 74 % (versus 64 % en 2015) des IP, les IP étant pour la plupart la conséquence de sinistres survenus les années précédentes,
- 83 % (versus 81 % en 2015) des décès,
- 80 % (versus 78 % en 2015) des jours d'arrêt.

## ■ RÉPARTITION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL EN FONCTION DE LA DÉVIATION

**Tableau 7 - Répartition des sinistres accidents du travail de l'année 2016 en fonction des grandes catégories de la déviation**

Déviation	Nombre AT en premier versement		Nombre AT en premier versement avec au moins 4 LJ		Nombre de journées indemnisées		Nouvelles IP				Nombre de décès	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Dont IP avec taux >= 10 %	Dont IC avec taux < 10 %	Total		Nombre	%
							Nombre	Nombre	Nombre	%		
Mouvement du corps sans contrainte physique (conduisant généralement à une blessure externe) - Non précisé	19 480	21,8 %	18 814	21,7 %	1 184 989	18,5 %	572	154	726	17,6 %	0	0,0 %
Mouvement du corps sous ou avec contrainte physique (conduisant généralement à une blessure interne) - Non précisé	18 053	20,2 %	17 508	20,2 %	1 312 663	20,5 %	551	177	728	17,6 %	1	1,3 %
Glissade ou trébuchement avec chute, chute de personne Non précisé	17 224	19,2 %	16 673	19,3 %	1 481 347	23,1 %	702	268	970	23,5 %	7	9,0 %
Perte, totale ou partielle, de contrôle de machine, moyen de transport - équipement de manutention, outil à main, objet, animal - Non précisé	14 728	16,4 %	14 212	16,4 %	906 718	14,1 %	533	180	713	17,2 %	17	21,8 %
Pas d'information	10 959	12,2 %	10 591	12,2 %	848 834	13,2 %	434	136	570	13,8 %	18	23,1 %
Rupture, bris, éclatement, glissade, chute, effondrement d'Agent matériel - Non précisé	3 666	4,1 %	3 525	4,1 %	279 795	4,4 %	140	61	201	4,9 %	2	2,6 %
Surprise, frayeur, violence, agression, menace, présence - Non précisé	3 452	3,9 %	3 329	3,8 %	293 437	4,6 %	109	62	171	4,1 %	9	11,5 %
Autre déviation non listée dans cette classification	1 329	1,5 %	1 252	1,4 %	76 450	1,2 %	19	10	29	0,7 %	20	25,6 %
Déviation par débordement, renversement, fuite, écoulement, vaporisation, dégagement - Non précisé	476	0,5 %	441	0,5 %	14 679	0,2 %	5	3	8	0,2 %	0	0,0 %
Déviation par problème électrique, explosion, feu - Non précisé	182	0,2 %	169	0,2 %	12 775	0,2 %	13	7	20	0,5 %	4	5,1 %
<b>AT codés</b>	<b>89 549</b>	<b>100,0 %</b>	<b>86 514</b>	<b>100,0 %</b>	<b>6 411 687</b>	<b>100,0 %</b>	<b>3 078</b>	<b>1 058</b>	<b>4 136</b>	<b>100,0 %</b>	<b>78</b>	<b>100,0 %</b>
<b>AT codés</b>	89 549	82,1 %	86 514	86,3 %	6 411 687	80,0 %	3 078	1 058	4 136	74,7 %	78	83,0 %
<b>AT non codés*</b>	19 466	17,9 %	13 734	13,7 %	1 604 655	20,0 %	939	463	1 402	25,3 %	16	17,0 %
<b>Total Île-de-France</b>	<b>109 015</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100 248</b>	<b>100,0 %</b>	<b>8 016 342</b>	<b>100,0 %</b>	<b>4 017</b>	<b>1 521</b>	<b>5 538</b>	<b>100,0 %</b>	<b>94</b>	<b>100,0 %</b>

\*Y compris les AT ayant moins de 4 jours d'arrêt.

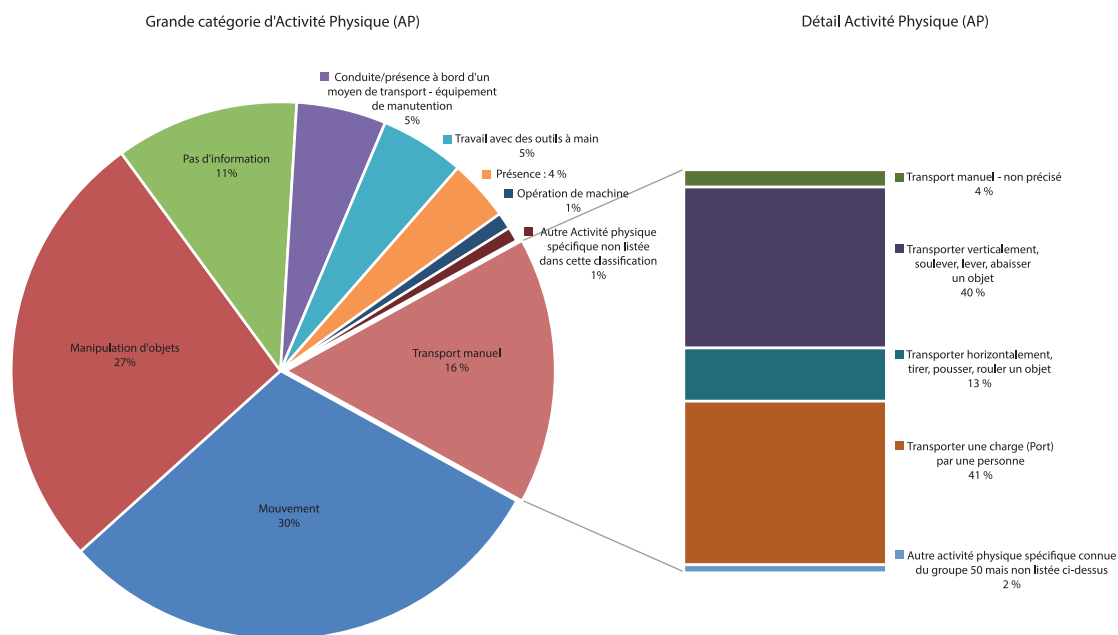
## ■ ACTIVITÉ PHYSIQUE SPÉCIFIQUE (CE QUE FAISAIT LA VICTIME JUSTE AVANT L'ACCIDENT)

La nouvelle nomenclature permet donc de connaître ce que faisait la victime lorsque l'accident est survenu. Pour les activités principales :

- dans 30 % des accidents, la victime était en mouvement, le plus souvent en train de marcher, courir, monter, descendre, etc.,
- dans 27 % des cas, elle manipulait des objets, et cela consistait dans presque la moitié des cas à prendre en main, agripper, saisir, tenir à la main, poser l'objet sur un plan horizontal,
- dans 16 % des cas, elle était en train de transporter manuellement quelque chose. Il s'agissait dans la majorité des cas (40%) de transporter verticalement un objet, c'est-à-dire de le soulever, le lever, l'abaisser, etc., mais aussi pour 41 % de ces cas de transporter une charge,
- enfin dans 5 % des accidents, elle travaillait avec des outils à main, majoritairement des outils à main manuels c'est-à-dire non motorisés.

Dans près d'un accident sur 2, le salarié était en mouvement ou réalisait des manutentions manuelles.

Figure 12 - Répartition des AT en premier versement avec au moins 4 IJ en 2016 par Activité Physique (AP)



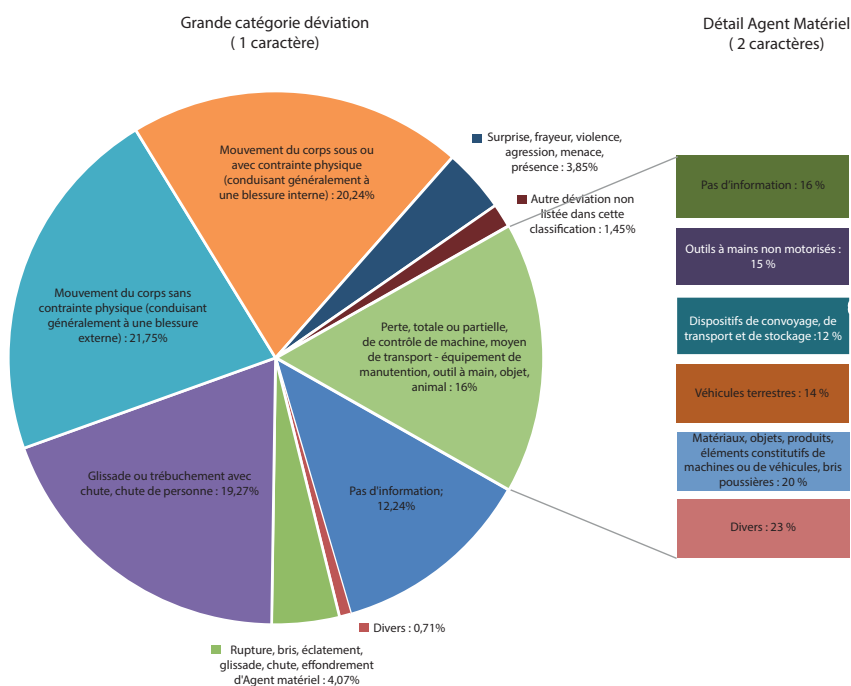


## ■ DÉVIATION (CE QUI A DYSFONCTIONNÉ)

Ce qui a dysfonctionné et causé l'accident (la déviation) alors que la victime exerçait l'une de ces activités est :

- dans plus de 40 % des cas, un mouvement du corps, avec ou sans contrainte physique, c'est-à-dire en soulevant, en portant, en se levant (21 % des accidents liés à un mouvement du corps sous ou avec contrainte physique), les mouvements sans contrainte physique (21 %) étant principalement des mouvements non coordonnés, des gestes intempestifs ou inopportuns,
- dans 16 % des cas la victime a perdu le contrôle de quelque chose : un objet (porté, déplacé, manipulé, etc.) un outil à main (motorisé ou non) ainsi que la matière travaillée par l'outil dans 35 % des cas, et pour un quart des cas d'un véhicule terrestre (14 %) ou un équipement de manutention (motorisé ou non);
- et dans un peu moins de 20 % des cas, la victime a glissé, trébuché ou chuté, avec un peu plus d'accidents de plain-pied (56 %) que de chutes de hauteur (41 %).

Figure 13a - Répartition des AT en premier versement avec au moins 4 IJ en 2016 par Déviation et par Agent Matériel (AM sur 2 caractères)



Les figures 13b et 13c apportent un éclairage complémentaire en présentant une répartition fine des agents matériels de déviation associés à la déviation « Perte, totale ou partielle, de contrôle de machine, moyen de transport - équipement de manutention, outil à main, objet, animal ». Ainsi, il apparaît que les véhicules terrestres concernés sont principalement des voitures (40%) et que les matériaux, objet... dont le salarié « a perdu le contrôle » sont principalement des charges manutentionnées.

Figure 13b - Répartition de la déviation «Perte, totale ou partielle, de contrôle de machine, moyen de transport - équipement de manutention, outil à main, objet, animal» et par Agent Matériel sur 4 caractères pour les 14 % des véhicules terrestres

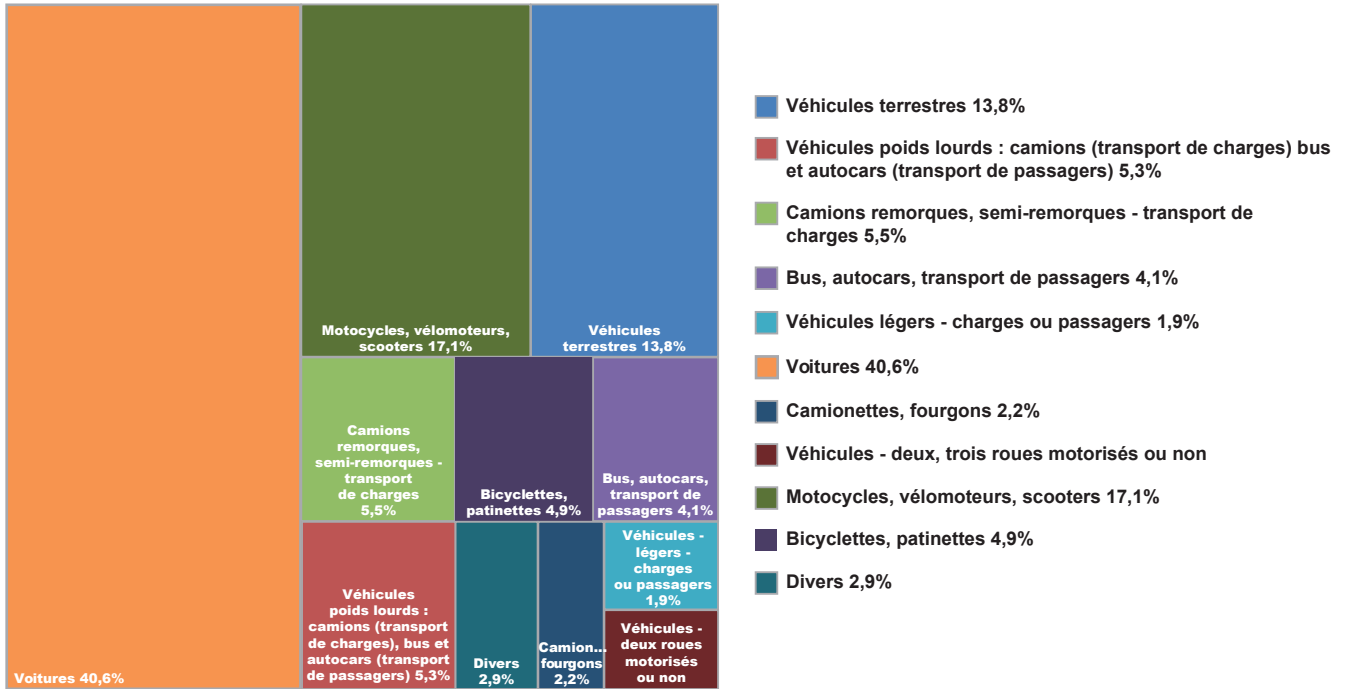
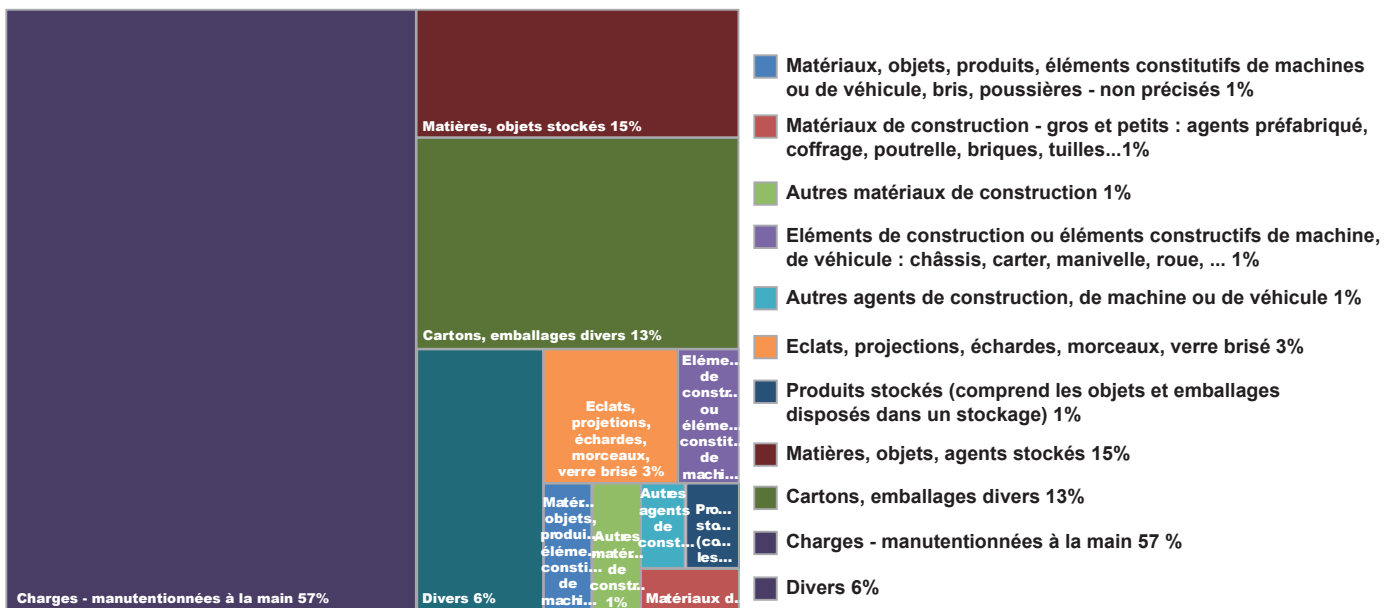


Figure 13c - Répartition détaillée « Perte, totale ou partielle, de contrôle de machine, moyen de transport - équipement de manutention, outil à main, objet, animal » par Agent Matériel (AM sur 8 caractères) pour les 20% des matériaux, objets, produits, éléments constitutifs de machine ou de véhicule, bris, poussières

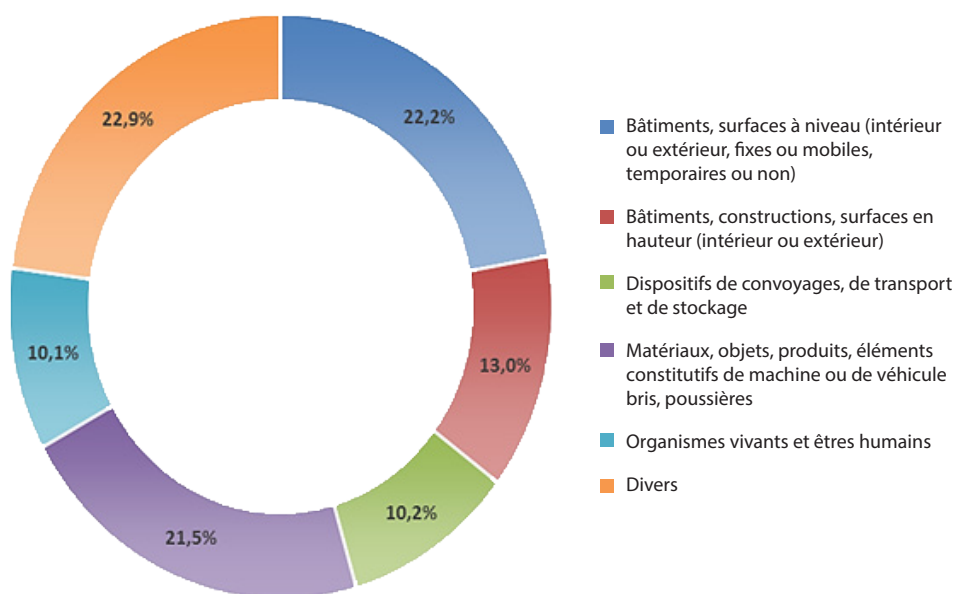


## ■ AGENT MATÉRIEL DE LA DÉVIATION (CE QUI A FAIT QUE ÇA A DYSFONCTIONNÉ)

Ce qui a provoqué ce dysfonctionnement (l'agent matériel de la déviation) :

- dans 21 % des accidents, ce sont des matériaux, objets, produits, éléments constitutifs de machine ou de véhicule, bris, poussières qui provoquent la déviation,
- les bâtiments, surfaces à niveau (intérieur ou extérieur, fixes ou mobiles, temporaires ou non) sont présents dans presque un quart des accidents (22 %). Cela peut correspondre par exemple au sol même, à des sols encombrés ou glissants, à des trous, des bordures de trottoirs, etc.,
- les bâtiments, constructions, surfaces en hauteur (intérieur ou extérieur) (13% des accidents) ,
- les dispositifs de convoyage, de transport et de stockage sont impliqués dans 10 % des cas. Ces dispositifs peuvent être des palettes, transpalettes, rolls conteneurs, wagonnets, chariots à bagages, dispositifs mobiles de manutention, chariots de manutention (chariots motorisés ou non), brouettes...
- les organismes vivants et êtres humains sont également impliqués dans 10% des cas, avec principalement des êtres humains en cause.

Figure 14a - Répartition des AT en premier versement avec au moins 4 IJ en 2016 par Agent Matériel (AM sur 2 caractères)

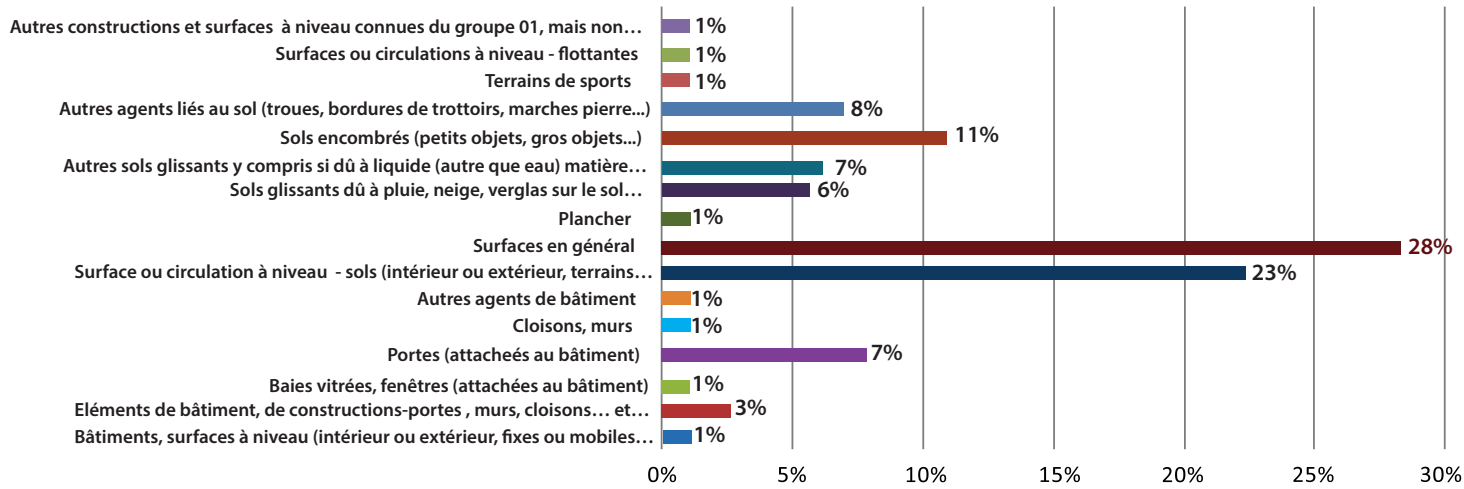


La figure 14b ci-après présente la répartition détaillée de l'Agent Matériel « Bâtiments, surfaces à niveau (intérieur ou extérieur, fixes ou mobiles, temporaires ou non) » et vise à illustrer le niveau de détails disponible pour l'analyse de circonstances spécifiques.

Ainsi, nous constatons que dans les 22% d'accidents codifiés avec cet agent matériel que dans :

- 28% des cas, les surfaces en général constituent l'agent matériel qui a provoqué le dysfonctionnement,
- 23% des cas, ce sont les surfaces à niveau qui sont impliquées dans le dysfonctionnement à l'origine de l'accident,
- 19% des cas, les sols encombrés (11%) ou trous, bordures (8%) sont en cause,
- 13% des cas, les sols glissants (du fait de liquide répandus ou des conditions climatiques) sont à l'origine de l'accident.

Figure 14b - Répartition des 22% des AT en premier versement avec au moins 4 IJ en 2016 par Agent Matériel détaillé (AM sur 8 caractères). Bâtiments, surfaces à niveau (intérieur ou extérieur, fixes ou mobiles, temporaires ou non)

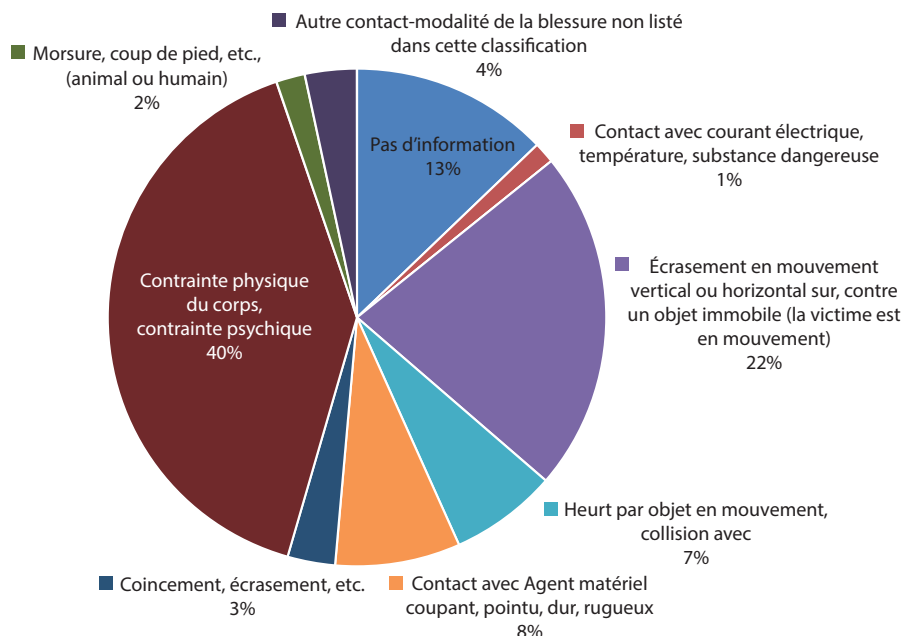


## MODALITÉ DE LA BLESSURE OU CONTACT (LE TYPE DE BLESSURE OCCASIONNÉE)

Enfin, si l'on considère la répartition des « modalités de la blessure ou contact », les blessures occasionnées par ces accidents sont :

- pour la plus grande part des accidents (40 %) des contraintes physiques du corps ou contraintes psychiques, qui sont en fait essentiellement des contraintes physiques sur le système musculo-squelettique,
- des écrasements pour 21 % des accidents, essentiellement en mouvement vertical, résultant principalement de chute,
- le contact avec un agent matériel coupant, pointu, dur, rugueux (8 %), sachant que pour la grande majorité, il s'agit d'un agent matériel coupant (couteau, lame),
- des heurts par objets en mouvement ou des collisions (7 %).

Figure 15 - Répartition des AT en premier règlement en 2015 avec au moins 4 jours d'arrêt dans l'année selon la modalité de la blessure ou contact (le type de blessure occasionnée)



## ■ FOCUS SUR LES TROIS PREMIÈRES DÉVIATIONS

L'étude des principales causes permet de mieux comprendre l'enchaînement des circonstances de ces accidents ainsi que l'esprit de la codification selon la méthodologie SEAT III d'EUROSTAT. Le détail des trois premières déviations, présentée ci-après, n'est pas exhaustif mais a pour vocation de poursuivre l'illustration du niveau d'information disponible pour des études spécifiques.

Ainsi, le tableau 7 ci-avant présente dans leurs grandes lignes les causes des accidents du travail au sens de la déviation, c'est-à-dire de ce qui a dysfonctionné.

Pour les accidents de travail dont la déviation principale est un « mouvement du corps sans contraintes physiques », ce sont quasiment exclusivement des mouvements non coordonnés, gestes intempestifs ou inopportuns pour lesquels l'agent matériel de la déviation apporte peu d'éléments complémentaires hormis dans :

- ➔ 16% des cas liés à des objets, matériaux... pour lesquels la charge manutentionnée est en cause dans plus de 7 cas sur 10,
- ➔ 11% des cas où le bâtiment est lié à la survenance de l'accident, avec des causes principales (voir figure 16c) telles que sols encombrés (10%), portes (19%), surface en général ou à niveau (48%).

Figure 16a - Répartition des AT en premier versement avec au moins 4 IJ en 2016 par Déviation et par Agent Matériel (AM sur 2 caractères)

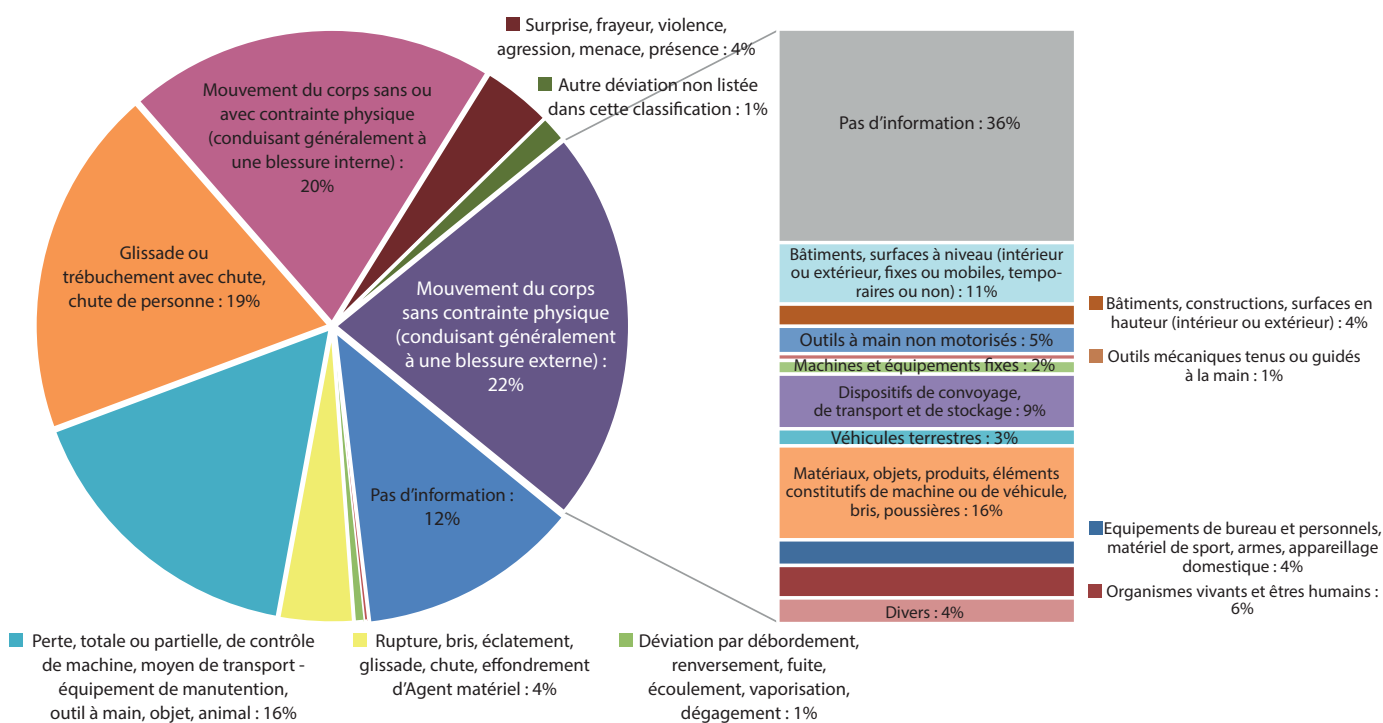


Figure 16b - Répartition détaillée des 16% des matériaux, objets, produits, éléments constructifs de machine ou de véhicules, bris, poussières, mouvements du corps sans contrainte physique (conduisant généralement à une blessure externe) par Agent Matériel (AM sur 8 caractères)

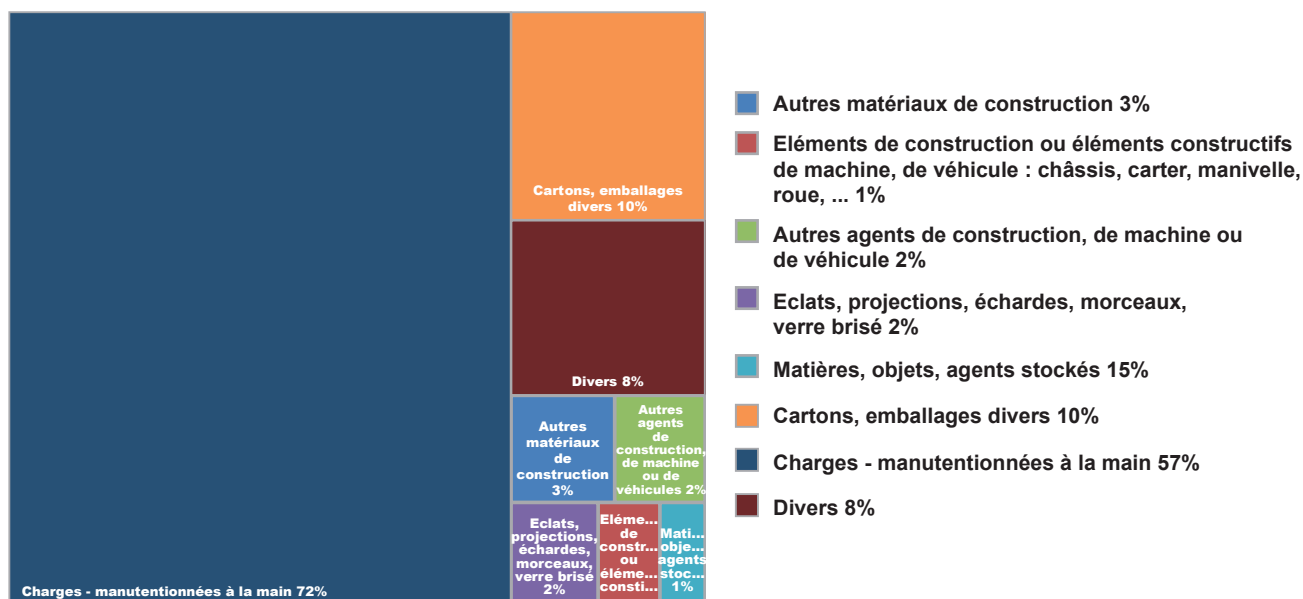
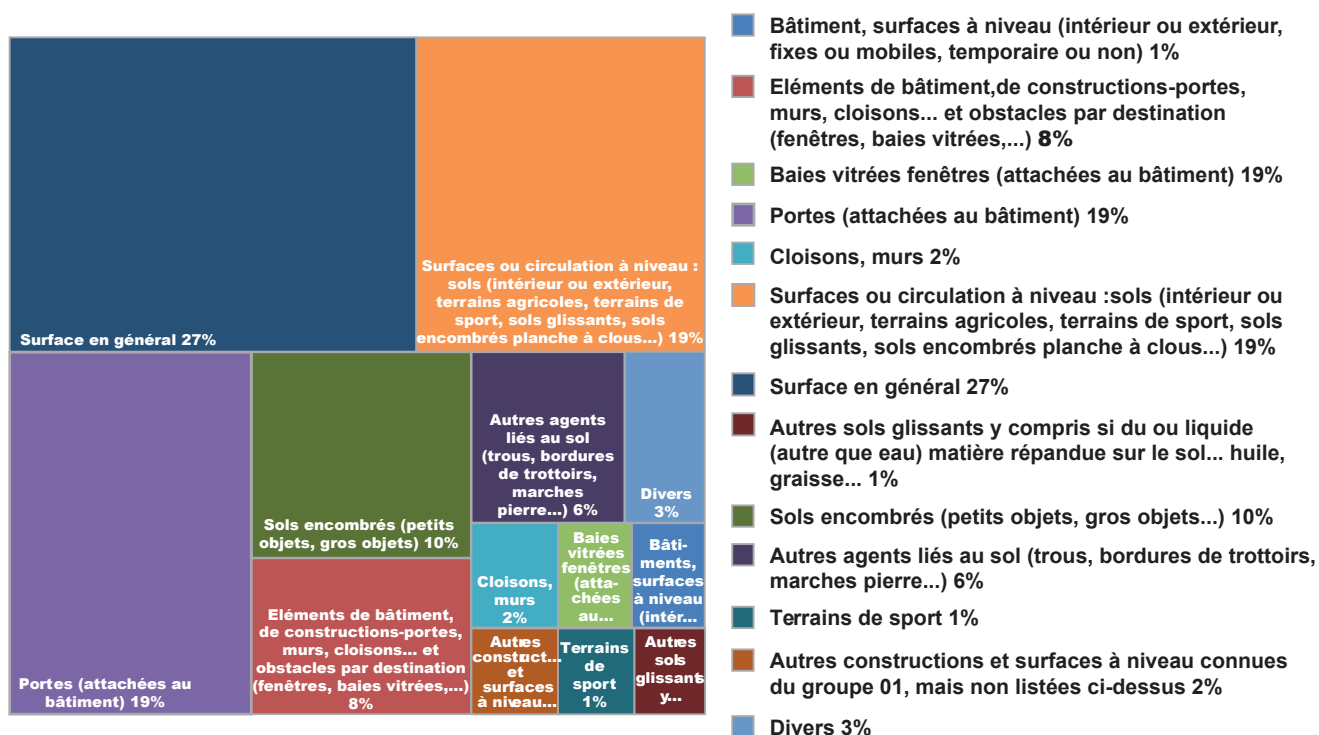


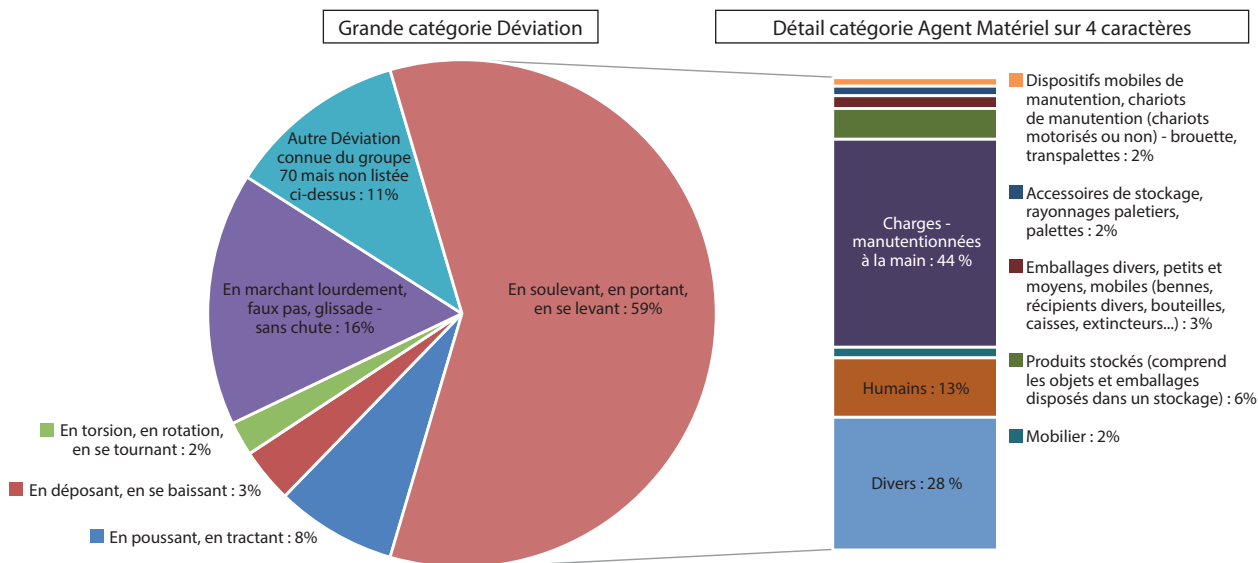
Figure 16c - Répartition détaillée des 11% de surface associée à la déviation « mouvements du corps sans contrainte physique (conduisant généralement à une blessure externe) par Agent Matériel (AM sur 8 caractères)



Pour les AT dont la déviation principale est un « mouvement du corps sous ou avec contrainte physique (conduisant généralement à une blessure interne) » soit 20% des accidents avec au moins 4 jours d'arrêt du travail (voir figure 16a), c'est principalement l'action de soulever ou porter une charge ou une personne, qui a entraîné l'accident (59% - figure 17). L'étude de l'agent matériel nous apprend que 59% de ces AT sont liés à l'action de porter ou soulever :

- une charge (matériaux, objets..) : 44 %,
- une personne : 13 %.

Figure 17 - Répartition des AT en premier versement avec au moins 4 IJ en 2016 liés au mouvement du corps sans ou avec contrainte physique (conduisant généralement à une blessure interne)

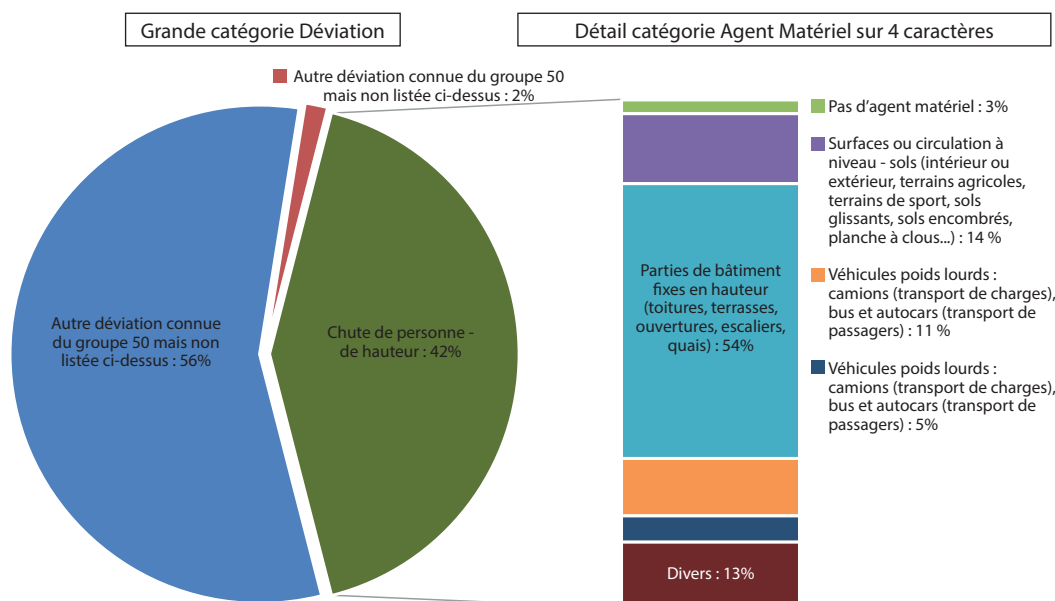


Les accidents dont la déviation est une « glissade ou trébuchement avec chute, chute de personne » représentent 19 % des accidents avec au moins 4 jours d'arrêt (voir figure 11). D'après la figure 18, pour la plupart, il s'agit de « glissade ou trébuchement avec chute de plain-pied » (56 % des cas) et pour environ 42 % de chute de hauteur.

Le détail des « glissades ou trébuchement avec « chute de personne – de hauteur » nous apprend que ces chutes ont eu lieu :

- majoritairement, dans les escaliers : 55 % des cas,
- depuis un échafaudage, une PEMP, un escabeau ou une échelle : 11 % des cas,
- d'un véhicule poids lourd ou de sa remorque : 5 % des situations.

Figure 18 - Répartition des AT en premier versement avec au moins 4 IJ en 2016 liés à une « Glissade ou trébuchement avec chute, chute de personne »



## ■ ANALYSE PAR GRANDES CATÉGORIES DE RISQUES

Cette ventilation des accidents par grandes catégories de risques résulte d'un travail de classification statistique mené par la Direction des Risques Professionnels de la CNAMTS sur les circonstances des accidents telles que décrites par les nomenclatures «SEAT» d'EUROSTAT. (cf. § nomenclatures en introduction).

La méthode et les résultats auxquels cet exercice conduit pourront être amenés à évoluer dans le futur. Ces grandes catégories, structurées sur la base des anciens éléments matériels, permettent essentiellement d'accompagner la transition vers ce nouveau modèle de description des circonstances d'accidents.

Le tableau 8 présente ces grandes familles de risques. Cependant, afin d'être représentatif, n'ont été retenus que les sinistres codés et dont les éléments présentés dans cette codification pouvaient être en lien avec l'une des familles ci-après.

En 2016, cette répartition concerne :

- 81 % (contre 55 % en 2015) des accidents avec au moins 4 jours d'arrêt (un certain nombre de sinistre étant codés : pas d'information),
- 47 % (contre 7 % en 2015) des nouvelles incapacités permanentes (les IP étant pour la plupart la conséquence de sinistres survenus les années d'avant),
- 51 % (contre 32 % en 2015) des indemnités journalières.

Dès lors, nous constatons que 83 % des accidents du travail avec au moins 4 jours d'arrêt en Île-de-France sont liés aux trois risques suivants : manutention manuelle (57 %), chutes de plain-pied (12 %) et chute de hauteur (14 %).

Le risque routier est caractérisé par sa gravité, en représentant en 2016, 3 % des accidents de travail avec au moins 4 jours d'arrêt et plus d'un quart des décès survenus au travail.

**Tableau 8 - Répartition des sinistres accidents du travail avec au moins 4 jours d'arrêt pour l'Île-de-France selon le risque à l'origine de ces accidents pour l'année 2016**

Codes famille risque AT	Famille risque	AT en premier versement LJ avec au moins 4 LJ		Nombre de journées indemnisées		Nouvelles IP				Nombre de décès		Somme de taux IP	
		Nombre	%	Nombre	%	Taux IC < 10 %	Taux IP >= 10 %	Total	%	Nombre	%	Nombre	%
5	Manutention manuelle	46 714	57,7 %	1 948 175	47,4 %	860	268	1 128	42,8 %	6	17,1 %	9 127	37,6 %
9	Chutes de plain-pied	11 165	13,8 %	692 647	16,9 %	321	119	440	16,7 %	1	2,9 %	3 517	14,5 %
10	Chutes de hauteur	9 646	11,9 %	762 182	18,6 %	345	129	474	18,0 %	4	11,4 %	4 310	17,7 %
4	Outillage à main	3 745	4,6 %	135 122	3,3 %	132	32	164	6,2 %	0	0,0 %	1 117	4,6 %
11	Agressions (y compris par animaux)	2 857	3,5 %	192 292	4,7 %	80	44	124	4,7 %	2	5,7 %	1 491	6,1 %
6	Risque routier	2 442	3,0 %	168 341	4,1 %	111	36	147	5,6 %	9	25,7 %	2 196	9,0 %
7	Manutention mécanique	1 336	1,6 %	91 461	2,2 %	42	18	60	2,3 %	2	5,7 %	648	2,7 %
12	Autres risques	1 234	1,5 %	49 612	1,2 %	21	4	25	0,9 %	6	17,1 %	797	3,3 %
8	Autres véhicules de transport	594	0,7 %	16 550	0,4 %	6	1	7	0,3 %	1	2,9 %	149	0,6 %
3	Risque machines	571	0,7 %	30 649	0,7 %	29	14	43	1,6 %	0	0,0 %	331	1,4 %
2	Risque chimique	474	0,6 %	10 455	0,3 %	7	1	8	0,3 %	0	0,0 %	58	0,2 %
1	Risque physique dont risque électrique	220	0,3 %	9 860	0,2 %	10	5	15	0,6 %	4	11,4 %	565	2,3 %
	Sinistres codés	80 998	100,0 %	4 107 346	100,0 %	1 964	671	2 635	100,0 %	35	100,0 %	24 296	100,0 %
	Sinistres non codés	19 250	19 %	3 908 996	49 %	2 053	850	2 903	52,4 %	59	62,8 %	32 575	57,3 %
	<b>Île-de-France</b>	<b>100 248</b>	<b>100 %</b>	<b>8 016 342</b>	<b>100,0 %</b>	<b>4 017</b>	<b>1 521</b>	<b>5 538</b>	<b>100,0 %</b>	<b>94</b>	<b>100,0 %</b>	<b>56 871</b>	<b>100,0 %</b>

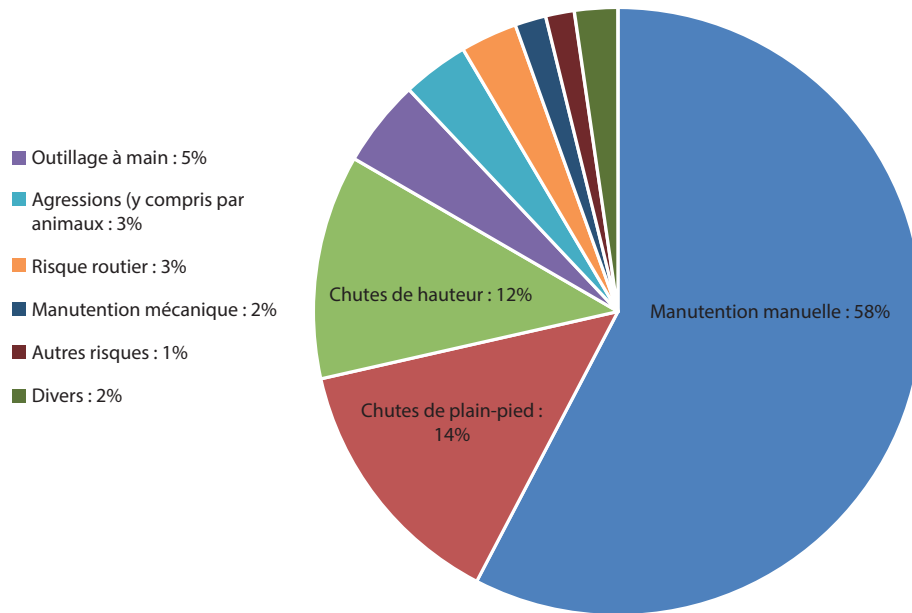
Données régionales AT issues de SNTRP sur les 9 Comités techniques nationaux, non compris bureaux, sièges sociaux et autres catégories professionnelles particulières

Nota 1 : les accidents de travail liés au risque routier correspondent ici aux accidents qui ont impliqué un véhicule, à l'exclusion des locomotives, wagons, hélicoptères et avions.

Nota 2 : rappel, ces éléments sont calculés exclusivement à partir des sinistres AT avec 4 jours d'arrêt ou plus en premier règlement sur l'année.



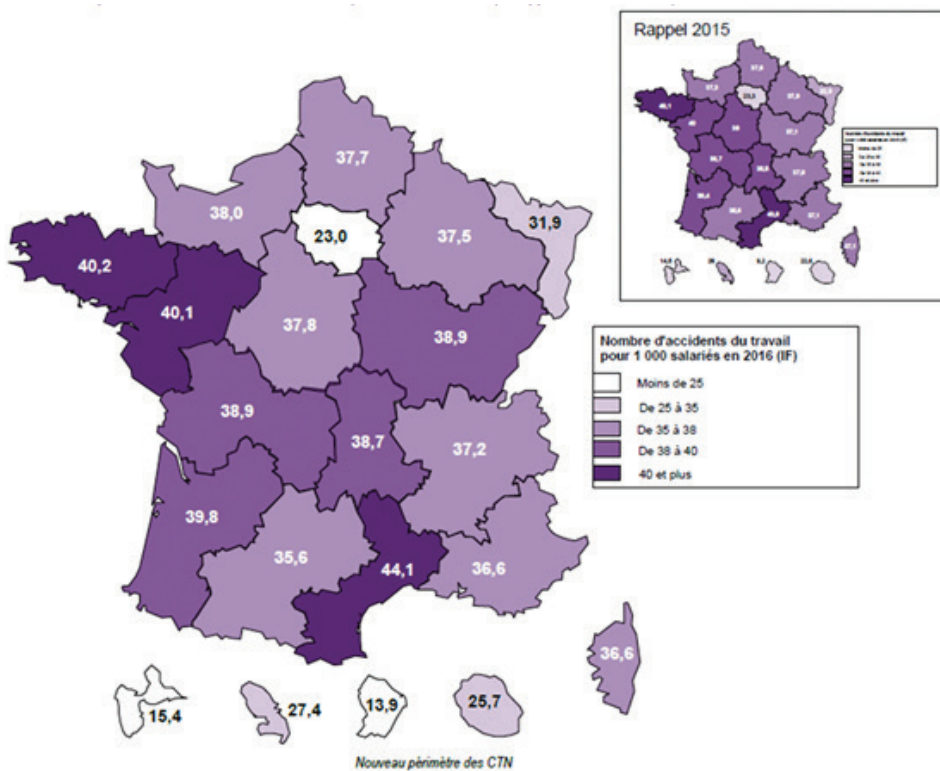
Figure 19 - Répartition en pourcentage des accidents du travail en premier règlement avec au moins 4 jours d'arrêt en Île-de-France (selon le risque à l'origine de ces accidents pour l'année 2016)



## ■ SINISTRALITÉ RÉGIONALE

La carte régionale des indices de fréquence montre que l'Île-de-France a un indice de fréquence de 23 pour un indice de fréquence national de 33,8 pour l'année 2016.

Figure 20 - Indice de Fréquence des AT 2016 par CARSAT / CGSS (et rappel de l'année 2015)



Cette carte des indices de fréquence illustre la singularité francilienne en matière de fréquence des accidents de travail avec arrêt, qui est due essentiellement à la part de ses activités tertiaires, bureaux et sièges sociaux. Le poids de cette singularité francilienne, impacte significativement l'indice de fréquence national (33,8).

## ■ ÉVOLUTION DES INDICATEURS DE SINISTRALITÉ PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Malgré une hausse globale au niveau régional du nombre de salariés en comparaison de l'année précédente, nous observons 2 secteurs d'activité enregistrant une diminution de sa population salariée, ceux des CTN A et F (ce dernier dans une plus grande proportion).

En Île-de-France, le nombre d'AT en premier règlement a diminué de 0,6 % par rapport à 2015. La tendance perceptible pour chaque secteur d'activité dans le tableau 9a explique en partie ces évolutions :

- une baisse du nombre d'AT en premier versement pour les entreprises relevant des CTR 1 et 2 regroupant respectivement les activités de la métallurgie et du BTP,
- une augmentation des AT pour les activités de services II du CTR 6 dont la variation compte tenu du poids de la sinistralité freine la baisse régionale.

Notons, par ailleurs, le poids conséquent de la sinistralité BTP et des commerces non alimentaire, dans la sinistralité régionale.

Les observations réalisées sur l'évolution de l'indice de fréquence diffèrent peu de celles présentées sur le nombre d'accidents avec arrêt.

Les variations, relatives aux IP, les plus significatives concernent :

- les activités du CTN C qui enregistrent la plus forte diminution du nombre d'IP par rapport à l'année 2015,
- les activités du CTN F du CTR 4 qui, malgré un nombre d'IP parmi les plus faibles, se démarquent des autres secteurs en enregistrant une hausse de 2,4 %.

Enfin, comme en 2015, les CTR 2 et 3 sont les plus impactés en matière de décès liés aux accidents du travail, 50 % des décès d'Île-de-France.

**Tableau 9a - Principales données de sinistralités des accidents du travail 2016 par CTR et CTN**

CTR	CTN	Nombre de sections d'établissement (SE)	Nombre de salariés	Nombre d'heures travaillées	AT en premier versement IJ	AT en premier versement IJ avec au moins 4 IJ	Nombre de journées indemnisées	Nouvelles IP	Dont IC taux < 10 %	Dont IP taux >= 10 %	Nombre de décès	Somme des taux IP
01	A - Industries de la métallurgie	13 555	249 394	360 101 754	4 917	4 467	337 979	286	219	67	9	13 104
		1,3 %	- 0,3 %	- 3,2 %	- 5,0 %	- 5,4 %	1,3 %	- 22,5 %	- 17,4 %	- 35,6 %	200,0 %	- 16,5 %
02	B - Industries du bâtiment et des travaux publics	61 763	308 281	469 475 295	12 392	11 549	1 084 657	972	646	326	24	11 869
		2,1 %	4,2 %	3,8 %	- 4,4 %	- 4,5 %	0,6 %	- 13,5 %	- 10,0 %	- 19,7 %	0,0 %	- 9,1 %
03	C - Industries des transports, de l'eau, du gaz, de l'électricité, du livre et de la communication	73 660	688 658	967 922 176	21 219	19 653	1 635 411	991	719	272	24	11 255
		4,6 %	0,4 %	1,1 %	- 0,1 %	- 0,3 %	3,7 %	- 14,7 %	- 12,0 %	- 21,2 %	- 20,0 %	- 14,1 %
04	E - Industries de la chimie, du caoutchouc, de la plasturgie F - Industries du bois, de l'ameublement, du papier-carton, du textile, du vêtement, des cuirs et des peaux et des pierres et terres à feu	944	47 470	69 211 318	766	690	51 400	45	37	8	1	382
		- 0,4 %	0,9 %	1,3 %	- 3,5 %	- 1,1 %	1,8 %	- 35,7 %	- 19,6 %	- 66,7 %	0,0 %	- 45,4 %
05	D - Services, commerces et industries de l'alimentation G - Commerce non alimentaire	6 273	40 899	61 776 730	1 250	1 147	97 902	85	63	22	0	698
		- 1,1 %	- 4,7 %	- 5,0 %	- 2,1 %	- 3,0 %	- 0,4 %	2,4 %	6,8 %	- 8,3 %	- 100,0 %	- 24,0 %
06	H - Activités de services I (banques, assurances, administrations...) I - Activités de services II (santé, nettoyage...)	70 194	502 336	779 939 206	20 997	19 483	1 429 465	847	648	199	4	7 054
		3,5 %	2,6 %	2,2 %	0,0 %	- 0,2 %	8,4 %	- 9,7 %	- 3,6 %	- 25,2 %	- 66,7 %	- 23,6 %
06	H - Activités de services I (banques, assurances, administrations...) I - Activités de services II (santé, nettoyage...)	126 399	684 710	985 440 213	12 846	11 724	894 501	658	473	185	13	6 714
		0,02 %	1,1 %	- 0,4 %	- 1,5 %	- 1,6 %	4,5 %	- 14,8 %	- 11,8 %	- 21,6 %	62,5 %	- 11,9 %
06	H - Activités de services I (banques, assurances, administrations...) I - Activités de services II (santé, nettoyage...)	92 965	1 503 324	2 064 164 388	9 754	8 590	538 318	462	331	131	7	4 775
		5,4 %	3,4 %	3,2 %	- 1,9 %	- 1,5 %	4,3 %	- 11,7 %	- 10,1 %	- 15,5 %	- 12,5 %	- 11,2 %
06	H - Activités de services I (banques, assurances, administrations...) I - Activités de services II (santé, nettoyage...)	58 000	711 763	1 051 359 555	24 874	22 945	1 946 709	1 192	881	311	12	11 020
		2,7 %	2,3 %	4,0 %	2,7 %	2,2 %	6,3 %	- 10,3 %	- 5,1 %	- 22,4 %	25,0 %	- 17,6 %
	Île-de-France	503 753	4 736 835	6 809 390 636	109 015	100 248	8 016 342	5 538	4 017	1 521	94	56 871
		2,7 %	2,1 %	1,9 %	- 0,6 %	- 0,8 %	4,6 %	- 13,1 %	- 8,9 %	- 22,4 %	- 9,6 %	- 15,3 %

**Tableau 9b - Indicateurs de sinistralités des accidents du travail 2016 par CTR et CTN pour l'Île-de-France et la France** (En italique taux d'évolution annuel entre 2015 et 2016)

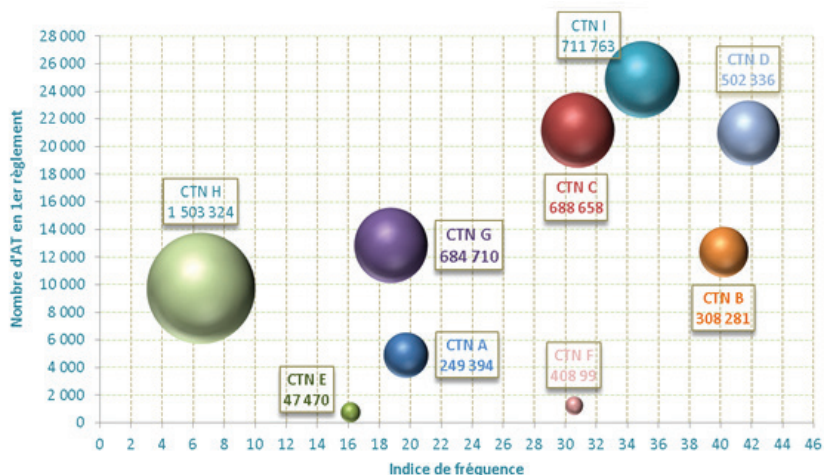
CTR	CTN	Île-de-France				France			
		Indice de fréquence	Taux de fréquence	Indice de gravité	Taux de gravité	Indice de fréquence	Taux de fréquence	Indice de gravité	Taux de gravité
01	A - Industries de la métallurgie	19,7	13,7	8,6	0,9	30,1	19,5	1,1	12,8
		<i>- 4,7 %</i>	<i>- 1,8 %</i>	<i>- 13,7 %</i>	<i>4,7 %</i>	<i>- 2,3 %</i>	<i>- 1,5 %</i>	<i>1,9 %</i>	<i>- 1,4 %</i>
02	B - Industries du bâtiment et des travaux publics	40,2	26,4	25,3	2,3	60,0	38,9	2,7	30,9
		<i>- 8,2 %</i>	<i>- 7,8 %</i>	<i>- 12,4 %</i>	<i>- 3,1 %</i>	<i>- 3,1 %</i>	<i>- 3,7 %</i>	<i>- 1,8 %</i>	<i>- 9,2 %</i>
03	C - Industries des transports, de l'eau, du gaz, de l'électricité, du livre et de la communication	30,8	21,9	11,6	1,7	43,2	28,6	2,1	18,7
		<i>- 0,5 %</i>	<i>- 1,1 %</i>	<i>- 15,0 %</i>	<i>2,6 %</i>	<i>1,3 %</i>	<i>- 1,3 %</i>	<i>2,2 %</i>	<i>- 4,2 %</i>
04	E - Industries de la chimie, du caoutchouc, de la plasturgie	16,1	11,1	5,5	0,7	24,8	16,6	1,0	10,5
		<i>- 4,4 %</i>	<i>- 4,7 %</i>	<i>- 46,0 %</i>	<i>0,6 %</i>	<i>- 2,0 %</i>	<i>- 1,8 %</i>	<i>1,3 %</i>	<i>4,1 %</i>
	F - Industries du bois, de l'ameublement, du papier-carton, du textile, du vêtement, des cuirs et des peaux et des pierres et terres à feu	30,6	20,2	11,3	1,6	43,2	27,4	1,7	19,5
		<i>2,8 %</i>	<i>3,0 %</i>	<i>- 20,0 %</i>	<i>4,8 %</i>	<i>1,2 %</i>	<i>- 0,2 %</i>	<i>0,3 %</i>	<i>- 10,1 %</i>
05	D - Services, commerces et industries de l'alimentation	41,8	26,9	9,0	1,8	46,1	29,2	1,8	12,1
		<i>- 2,5 %</i>	<i>- 2,1 %</i>	<i>- 25,3 %</i>	<i>6,0 %</i>	<i>- 1,1 %</i>	<i>- 1,5 %</i>	<i>1,1 %</i>	<i>- 5,6 %</i>
	G - Commerce non alimentaire	18,8	13,0	6,8	0,9	22,3	14,8	1,0	8,4
		<i>- 2,6 %</i>	<i>- 1,1 %</i>	<i>- 11,5 %</i>	<i>4,9 %</i>	<i>- 1,3 %</i>	<i>- 1,1 %</i>	<i>2,3 %</i>	<i>- 3,9 %</i>
06	H - Activités de services I (banques, assurances, administrations...)	6,5	4,7	2,3	0,3	11,0	7,8	0,4	3,6
		<i>- 5,1 %</i>	<i>- 4,9 %</i>	<i>- 13,9 %</i>	<i>1,1 %</i>	<i>- 0,2 %</i>	<i>- 0,7 %</i>	<i>1,0 %</i>	<i>- 10,2 %</i>
	I - Activités de services II (santé, nettoyage...)	34,9	23,7	10,5	1,9	47,2	32,2	2,2	14,7
		<i>0,3 %</i>	<i>- 1,3 %</i>	<i>- 20,8 %</i>	<i>2,2 %</i>	<i>2,9 %</i>	<i>1,4 %</i>	<i>2,2 %</i>	<i>- 4,7 %</i>
Île-de-France		23,0	16,0	8,4	1,2	33,8	22,7	1,5	12,7
		<i>- 2,6 %</i>	<i>- 2,5 %</i>	<i>- 16,9 %</i>	<i>2,7 %</i>	<i>- 0,2 %</i>	<i>- 0,8 %</i>	<i>1,4 %</i>	<i>- 5,9 %</i>

Données régionales AT-MP issues de SNTRP sur les 9 Comités techniques nationaux, non compris bureaux, sièges sociaux et autres catégories professionnelles particulières

En complément, sur l'année 2016, nous observons à travers la figure 21 que :

- les activités du CTR 6 pour celles concernant le CTN H, bien que regroupant le plus grand nombre de salariés, sont celles pour lesquelles l'indice de fréquence est le moins élevé,
- les activités des CTN B, C, D, F et I ont des indices de fréquence supérieurs à l'indice de fréquence régional. Les activités du CTN D du CTR 5 affichent l'indice de fréquence 2016 le plus élevé avec 41,8 accidents avec arrêt pour 1 000 salariés, indice proche de celui du CTR 2 avec 40,2 accidents avec arrêt pour 1 000 salariés,
- les CTN C, D et I rassemblent à eux seuls 60 % des accidents avec arrêt de l'ensemble de la région.

**Figure 21 - Répartition par CTN des effectifs salariés en Ile de France en fonction des accidents de travail et de l'indice de fréquence pour l'année 2016**



Les tableaux 10a et 10b ci-après précisent les activités professionnelles les plus impactées par les accidents du travail. Ils regroupent par CTN, les 5 codes risques ou code APE présentant le plus grand nombre d'accident du travail.

À titre d'exemple, nous retrouvons dans le haut du classement pour les activités relevant du CTR 2, les métiers du second œuvre ou encore pour les activités du CTN 3, les métiers des services aéroportuaires.

Le tableau 10b présente un classement similaire mais selon une nomenclature différente, la NAF (Nomenclature des Activités Françaises). En comparant les deux classements, nous observons des similitudes sur les libellés des activités et l'ordre de classement mais un décalage contrasté dans le nombre d'accidents avec arrêt de plus de 3 jours. Ces valeurs inférieures dans le cadre de la NAF s'expliquent en partie par le nombre de code APE disponible, deux fois plus important que le nombre de numéros de risque.

**Tableau 10a - Répartition par CTN des Codes Risques regroupant le nombre le plus élevé d'AT en premier versement en 2016 avec au moins 4 IJ.** Cette répartition donne lieu à un classement de 5 Codes Risques

CTN	Code risque	Libellé code risque	Nombre de section d'établissement (SE)	Nombre de salariés	AT en premier versement	AT en premier versement IJ avec au moins 4 IJ	Nombre de journées indemnisées	Nouvelles IP			Nombre de décès	IF	TF	IG	TG
								Dont IC taux < 10 %	Dont IP taux >=10 %	Total					
A	501ZF	Importation, commerce, entretien, réparation de véhicules automobiles de marque (importateurs, concessionnaires, agents, réparateurs agréés), commerce et réparation indépendante (à l'exception 502ZH et 341ZE). Fabrication, réparation, commerce de motocycles, cycles et véhicules divers (y compris pièces et équipements). Electricité automobile	2 871	25 766	1 014	<b>922</b>	64 778	43	14	57	0	39,4	24,3	10,3	1,6
	502ZH	Dépannage, remorquage de véhicules automobiles (sans atelier de réparation et non annexé à un garage). Mécaniciens-réparateurs n'appartenant pas à un réseau de marque automobile. Fabrication ou fabrication associée à la réparation de menuiserie, tôlerie, sellerie, peintures spécialisées de voitures. Récupération de matières métalliques recyclables	3 602	14 829	761	<b>712</b>	62 440	40	8	48	0	51,3	31,1	14,2	2,6
	353BC	Recherche, fabrication, entretien, maintenance, réparation, reconditionnement pour : aéronautique, aérospatiale, missiles, armement, structures, équipements	178	43 744	331	<b>299</b>	17 031	14	6	20	0	7,6	5,3	3,4	0,3
	286DF	Fabrication, montage, entretien, réparation de machines, équipements, outillages : machine-outil, machine pour les industries de process, du textile, du cuir, de la chaussure matériel fixe et roulant pour le transport guidé; matériel incendie; ascenseur, monte-charges, porte-automatique et escalier mécanique; équipements de levage et de manutention	615	13 470	313	<b>291</b>	23 765	12	7	19	0	23,2	15,2	8,3	1,2
	321BC	Fabrication, installation, entretien, réparation de : matériels et appareils électroniques de réception, de téléphonie, d'enregistrement, d'imagerie médicale, de composants, d'éléments chauffants. Fabrication, installation, entretien, réparation de matériel bureautique, informatique et activités connexes.	877	34 152	276	<b>242</b>	14 267	15	7	19	0	8,1	5,6	2,5	0,3
B	453AF	Travaux de plomberie, de génie climatique, d'électricité, autres travaux d'installation technique non classés par ailleurs	13 138	67 141	3 698	<b>3 402</b>	248 479	155	57	212	5	55,1	35,1	23,0	2,4
	452BE	Autres travaux de gros œuvre. Entreprise générale du bâtiment. Construction métallique : montage, levage. Fumisterie industrielle	15 694	61 080	2 857	<b>2 709</b>	297 563	161	110	271	9	46,8	33,0	45,2	3,4
	454LE	Travaux d'isolation, travaux de finitions (travaux d'aménagements intérieurs)	15 343	53 426	2 640	<b>2 487</b>	248 996	146	64	210	3	49,4	32,7	27,4	3,1
	452JD	Couverture, travaux de charpente en bois, travaux d'éanchéité.	2 149	8 064	617	<b>586</b>	52 217	34	13	47	1	76,5	52,3	38,7	4,4
	454CE	Menuiserie de bâtiment associée ou non à la charpente. Menuiserie métallique.	2 645	8 655	597	<b>557</b>	40 659	26	13	39	1	69,0	45,5	36,9	3,1

CTN	Code risque	Libellé code risque	Nombre de section d'établissement (SE)	Nombre de salariés	AT en premier versement	AT en premier versement IJ avec au moins 4 IJ	Nombre de journées indemnisées	Nouvelles IP			Nombre de décès	IF	TF	IG	TG
								Dont IC taux < 10 %	Dont IP taux >=10 %	Total					
C	621ZC	Transports aériens réguliers et non réguliers : personnel navigant et non navigant. Services aéroportuaires	407	59 077	3 247	<b>2 976</b>	181 175	77	18	95	2	55,0	33,0	8,6	1,8
	602MG	Transports routiers de marchandises. Location de véhicules avec chauffeur	6 002	42 733	3 067	<b>2 903</b>	287 722	104	57	161	6	71,8	41,5	33,4	3,9
	602BD	Transports terrestres de voyageurs, y compris par taxi	8 756	37 566	1 532	<b>1 434</b>	184 520	89	30	119	0	40,8	28,4	18,7	3,4
	634AA	Entreprises de groupage effectuant directement ou non l'enlèvement ou la livraison à domicile des marchandises, messagerie, fret express	284	13 693	1 474	<b>1 399</b>	122 814	32	14	46	0	107,6	70,1	21,4	5,8
	631EE	Entreposage et stockage non frigorifique non reliés à une voie d'eau. Entreposage de liquides en vrac.	655	20 310	1 461	<b>1 371</b>	124 482	46	12	58	0	71,9	47,4	13,9	4,0
D	553AC	Restaurants, café-tabac, hôtels avec ou sans restaurant et foyers.	27 482	178 714	6 051	<b>5 566</b>	365 650	187	48	235	2	33,9	20,6	6,8	1,2
	521FB	Grande et moyenne distribution et Drive. Vente par automate.	2 314	78 690	5 267	<b>4 935</b>	377 088	147	46	193	0	66,9	44,4	12,4	3,2
	555AA	Restauration collective	3 521	35 519	2 334	<b>2 168</b>	170 993	65	24	89	0	65,7	43,1	13,5	3,2
	553BC	Restauration type rapide y compris Wagons-lits et wagons-restaurants	12 276	49 905	1 852	<b>1 711</b>	103 578	44	13	57	0	37,1	24,8	6,9	1,4
	513TC	Commerce de gros (commerce inter-entreprises) alimentaire non spécialisé.	2 187	32 882	1 517	<b>1 403</b>	113 911	48	11	59	0	46,1	31,7	8,9	2,4
E	244CC	Fabrication de préparations pharmaceutiques, de cosmétiques et de parfums. Fabrication et transformation d'extraits de végétaux, d'algues, bois résineux. Fabrication de produits de base pour détergents, de produits détergents, de pesticides et de biocides. Fabrication et traitement chimique de corps gras	285	20 011	292	<b>258</b>	18 478	11	3	14	0	14,6	10,4	3,3	0,7
	252HK	Fabrication, assemblage d'articles et pièces en matières plastiques, y compris composites.	237	4 342	209	<b>189</b>	13 519	13	2	15	0	48,1	31,2	13,9	2,0
	251AC	Fabrication d'articles en caoutchouc naturel ou synthétique à partir d'élastomères secs ou sous forme latex ou en solution	71	1 903	95	<b>93</b>	8 217	7	2	9	0	49,9	30,2	20,0	2,6
	111ZC	Production, transport par conduite et raffinage de pétrole et de gaz. Fabrication d'ingrédients et d'additifs pour carburant et lubrification, de produits asphaltés et bitumeux. Commerce de gros des produits pétroliers. Fabrication de produits chimiques organiques de base. Fabrication de caoutchoucs synthétiques, d'élastomères, de matières plastiques	159	10 231	65	<b>58</b>	3 649	4	0	4	1	6,4	4,2	7,2	0,2
	243ZC	Fabrication de peintures, vernis, colles, encres, mastics. Fabrication de gélatines et de leurs dérivés. Fabrication de produits d'entretien. Fabrication d'explosifs, d'articles de pyrotechnie, de poudres propulsives.	70	1 320	44	<b>39</b>	3 465	0	0	0	0	33,3	21,8	0,0	1,7
F	212BD	Production et transformation des pâtes à papier et carton	148	3 057	112	<b>107</b>	8 076	5	3	8	0	36,6	23,5	17,8	1,7
	361GC	Fabrication et réparation de meubles et de cercueils en bois ou matière similaire et d'instruments de musique	586	2 705	121	<b>107</b>	7 595	7	0	7	0	44,7	27,8	6,7	1,7
	182CB	Confection. Fabrication d'accessoires de l'habillement et d'articles en toile.	2 088	10 569	120	<b>106</b>	9 810	8	2	10	0	11,4	8,1	5,0	0,7
	261EE	Fabrication, façonnage et travail technique du verre.	110	2 864	96	<b>89</b>	5 065	6	0	6	0	33,5	20,5	6,4	1,1
	192ZH	Maroquinerie	136	2 611	40	<b>35</b>	1 483	2	1	3	0	15,3	10,0	5,8	0,4

CTN	Code risque	Libellé code risque	Nombre de section d'établissement (SE)	Nombre de salariés	AT en premier versement	AT en premier versement IJ avec au moins 4 IJ	Nombre de journées indemnisées	Nouvelles IP			Nombre de décès	IF	TF	IG	TG
								Dont IC taux < 10 %	Dont IP taux >=10 %	Total					
G	524CD	Commerce de détail de l'habillement, textiles, chaussures, maroquinerie. Vente à distance. Commerce de bijouterie, d'horlogerie, et d'orfèvrerie.	16 046	82 729	1 914	<b>1 749</b>	138 133	50	21	71	0	23,1	15,1	4,5	1,1
	703AD	Promotion, vente, location ou administration de biens immobiliers.	14 981	78 621	1 267	<b>1 161</b>	103 583	51	18	69	0	16,1	11,1	4,9	0,9
	524HC	Grands magasins, magasins multi-commerces ou magasins populaires, commerces de meubles et de décoration de la maison	2 050	25 721	1 253	<b>1 154</b>	77 621	37	11	48	1	48,7	32,4	13,0	2,0
	516KC	Commerce de gros d'équipement industriel et de la maison, d'équipement de la personne et de produits pharmaceutiques.	7 552	73 885	1 232	<b>1 115</b>	74 817	50	18	68	4	16,7	11,4	8,6	0,7
	524PB	Commerce de détail de bricolage (surface de vente supérieure ou égale à 400 m2)	330	11 366	869	<b>795</b>	48 094	12	4	16	0	76,5	52,1	6,4	2,9
H	751BA	Collectivités territoriales (communales, départementales, régionales...) y compris leurs établissements publics hors secteur médico-social	3 931	162 023	3 204	<b>2 822</b>	148 805	78	33	111	0	19,8	20,8	5,9	1,0
	741GD	Crédit-bail mobilier et immobilier, location de brevets. Cabinets juridiques et offices publics ou ministériels. Cabinets d'expertise comptable et d'analyse financière. Cabinets d'études informatiques et d'organisation.	44 519	402 569	1 003	<b>865</b>	59 848	47	14	61	2	2,5	1,7	1,3	0,1
	751AG	Administration centrale et services extérieurs des administrations (y compris leurs établissements publics). Représentation diplomatique étrangère en France. Organismes internationaux. - Service des armées alliées	2 974	174 344	821	<b>734</b>	40 751	34	13	47	0	4,7	3,1	1,8	0,2
	741GB	Groupements d'employeurs. Coopératives d'activité et d'emploi. Services divers rendus principalement aux entreprises non désignés par ailleurs.	9 499	97 995	785	<b>726</b>	55 341	22	13	35	0	8,0	5,6	2,2	0,4
	651AB	Organismes et auxiliaires financiers - Bourse de commerce.	8 124	193 513	693	<b>580</b>	40 173	20	7	27	1	3,6	2,5	1,5	0,1
I	747ZF	Services de nettoyage de locaux et d'objets divers. Activités de désinfection, de désinsectisation et de dératisation.	4 935	111 398	4 117	<b>3 891</b>	404 628	194	67	261	3	37,0	24,2	14,9	2,4
	745BD	Toutes catégories de personnel de travail temporaire	1 290	123 018	3 569	<b>3 202</b>	280 513	152	66	218	2	29,0	21,9	12,5	1,7
	853AC	Accueil, hébergement en établissement pour personnes âgées (maisons de retraite...)	786	32 568	3 355	<b>3 194</b>	259 139	94	26	120	0	103,0	62,9	17,1	4,9
	853AD	Accueil, hébergement en établissement pour personnes handicapées (enfants et adultes)	1 372	36 567	2 570	<b>2 344</b>	137 235	61	19	80	0	70,33	45,8	11,7	2,4
	851AD	Etablissements de soins privés y compris les centres de réadaptation fonctionnelle, autres instituts pour la santé (établissements thermaux, etc.).	583	61 120	2 375	<b>2 214</b>	174 956	96	26	122	0	38,9	25,3	9,9	1,9

**Tableau 10b - Répartition par CTN des Codes NAF regroupant le nombre le plus élevé d'AT en premier versement en 2016 avec au moins 4 IJ**

CTN	Code risque	Libellé code risque	Nombre de section d'établissement (SE)	Nombre de salariés	AT en premier versement	AT en premier versement IJ avec au moins 4 IJ	Nombre de journées indemnisées	Nouvelles IP			Nombre de décès	IF	TF	IG	TG
								Dont IC taux < 10 %	Dont IP taux >= 10 %	Total					
A	4511Z	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	1 769	23 073	714	<b>644</b>	46 545	36	7	43	0	30,9	19,9	7,8	1,3
	4520A	Entretien et réparation de véhicules automobiles légers	3 536	14 543	636	<b>592</b>	49 503	31	9	40	0	43,7	26,5	13,1	2,1
	3030Z	Construction aéronautique et spatiale	39	26 072	219	<b>197</b>	10 865	8	2	10	0	8,4	5,8	2,7	0,3
	2562B	Mécanique industrielle	519	4 568	176	<b>161</b>	9 451	8	1	9	0	38,5	23,0	4,8	1,2
	2561Z	Traitement et revêtement des métaux	206	2 431	137	<b>118</b>	8 762	5	2	7	0	56,4	33,5	14,2	2,1
B	4399C	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	7 322	27 464	1 561	<b>1 475</b>	155 216	89	46	135	5	56,8	38,3	41,2	3,8
	4322A	Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux	3 998	13 979	1 102	<b>1 066</b>	73 301	43	18	61	3	78,8	51,9	40,7	3,5
	4321A	Travaux d'installation électrique dans tous locaux	5 694	30 142	1 052	<b>986</b>	75 632	46	15	61	2	34,9	22,7	15,4	1,6
	4322B	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation	2 135	16 279	880	<b>803</b>	55 706	41	13	54	0	54,1	33,6	17,9	2,1
	4334Z	Travaux de peinture et vitrerie	6 216	17 188	683	<b>643</b>	69 614	46	20	66	1	39,7	27,1	28,6	2,8
C	5110Z	Transports aériens de passagers	226	44 028	2 421	<b>2 219</b>	113 396	51	12	63	1	55,0	31,9	6,9	1,5
	4941B	Transports routiers de fret de proximité	3 945	24 887	1 754	<b>1 658</b>	158 059	65	30	95	1	70,5	41,9	27,2	3,8
	4941A	Transports routiers de fret interurbains	1 841	17 267	1 281	<b>1 209</b>	123 803	44	20	64	4	74,2	42,1	37,9	4,1
	5310Z	Activités de poste dans le cadre d'une obligation de service universel	737	26 058	1 298	<b>1 190</b>	75 579	30	6	36	1	49,8	33,7	10,4	2,0
	9321Z	Activités des parcs d'attractions et parcs à thèmes	219	15 643	1 123	<b>1 041</b>	56 195	12	5	17	1	71,8	55,6	12,6	2,8
D	5610A	Restauration traditionnelle	18 920	108 967	3 467	<b>3 211</b>	188 857	92	23	115	2	31,8	19,1	6,3	1,0
	4711F	Hypermarchés	167	39 417	2 729	<b>2 532</b>	186 261	62	18	80	0	69,2	45,7	9,8	3,1
	4711D	Supermarchés	1 871	32 817	2 075	<b>1 962</b>	164 347	64	31	95	0	63,2	41,9	17,6	3,3
	5510Z	Hôtels et hébergement similaire	3 714	50 485	2 106	<b>1 901</b>	139 605	79	16	95	0	41,7	25,9	7,7	1,7
	5610C	Restauration de type rapide	12 339	48 337	1 667	<b>1 544</b>	96 793	39	14	53	0	34,5	23,0	7,0	1,3
E	2120Z	Fabrication de préparations pharmaceutiques	71	6 281	112	<b>101</b>	6 626	5	1	6	0	17,8	12,1	4,6	0,7
	2042Z	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	105	7 902	111	<b>96</b>	6 230	5	2	7	0	14,0	9,4	4,2	0,5
	2219Z	Fabrication d'autres articles en caoutchouc	38	1 300	57	<b>55</b>	6 135	4	2	6	0	43,8	26,1	22,0	2,8
	2229A	Fabrication de pièces techniques à base de matières plastiques	63	1 262	42	<b>38</b>	2 350	3	0	3	0	33,3	21,6	10,8	1,2
	7219Z	Recherche-développement en autres sciences physiques et naturelles	33	8 201	20	<b>18</b>	1 009	1	0	1	0	2,4	1,9	0,8	0,1
F	7729Z	Location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques	39	4 063	185	<b>169</b>	13 481	6	2	8	0	45,5	31,9	7,8	2,3
	4673A	Commerce de gros (commerce inter-entreprises) de bois et de matériaux de construction	155	1 228	79	<b>74</b>	5 627	2	1	3	0	64,3	40,0	15,7	2,9
	1413Z	Fabrication de vêtements de dessus	1 027	5 332	62	<b>54</b>	4 874	3	0	3	0	11,6	8,0	1,7	0,6
	9601A	Blanchisserie-teinturerie de gros	62	1 198	55	<b>53</b>	6 148	2	0	2	0	45,9	30,7	8,4	3,4
	9601B	Blanchisserie-teinturerie de détail	1 410	3 073	39	<b>35</b>	5 781	5	1	6	0	12,7	8,4	6,9	1,2
G	4771Z	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	8 909	44 326	1 129	<b>1 028</b>	80 222	28	10	38	0	25,5	16,4	4,2	1,2
	6820A	Location de logements	2 188	21 789	938	<b>866</b>	75 382	34	14	48	0	43,0	28,3	11,1	2,3
	4752B	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces (400 m <sup>2</sup> et plus)	237	10 647	833	<b>762</b>	45 447	11	4	15	0	78,2	53,3	6,7	2,9
	8110Z	Activités combinées de soutien lié aux bâtiments	35 675	38 268	469	<b>447</b>	42 087	47	19	66	2	12,3	12,2	21,5	1,1
	4759A	Commerce de détail de meubles	1 229	9 515	481	<b>441</b>	31 819	16	6	22	0	50,6	34,1	13,5	2,3

CTN	Code risque	Libellé code risque	Nombre de section d'établissement (SE)	Nombre de salariés	AT en premier versement	AT en premier versement IJ avec au moins 4 IJ	Nombre de journées indemnisées	Nouvelles IP			Nombre de décès	IF	TF	IG	TG
								Dont IC taux < 10 %	Dont IP taux >=10 %	Total					
H	8411Z	Administration publique générale	2 403	210 244	2 993	<b>2 635</b>	134 626	76	34	110	0	14,2	11,4	3,6	0,5
	8610Z	Activités hospitalières	113	68 607	670	<b>596</b>	36 164	16	4	20	0	9,8	6,5	1,2	0,3
	6419Z	Autres intermédiations monétaires	4 572	137 116	518	<b>441</b>	29 604	16	3	19	1	3,8	2,7	1,4	0,2
	8531Z	Enseignement secondaire général	1 530	25 200	383	<b>342</b>	18 585	13	7	20	0	15,2	10,3	5,4	0,5
	8899B	Action sociale sans hébergement n.c.a.	644	12 618	248	<b>318</b>	15 721	6	3	9	0	27,6	25,3	9,1	1,1
I	7820Z	Activités des agences de travail temporaire	2 744	147 121	3 630	<b>3 257</b>	282 853	152	64	216	2	24,7	18,6	10,2	1,4
	8121Z	Nettoyage courant des bâtiments	3 044	79 440	2 830	<b>2 674</b>	276 733	122	50	172	2	35,6	23,4	14,7	2,3
	8710A	Hébergement médicalisé pour personnes âgées	516	25 300	2 667	<b>2 540</b>	209 799	76	20	96	0	105,4	64,5	17,2	5,1
	8610Z	Activités hospitalières	465	58 991	2 539	<b>2 387</b>	190 700	95	25	120	0	43,0	28,0	9,8	2,1
	8010Z	Activités de sécurité privée	1 919	66 142	1 876	<b>1 728</b>	199 191	88	24	112	6	28,4	17,7	13,3	1,9



# Accidents de trajet

## ■ GÉNÉRALITÉS

L'évolution des principaux indicateurs de sinistralité trajet s'inscrit dans la trajectoire observée précédemment pour les accidents de travail. Ainsi, malgré des variations moins contrastées sur la période quinquennale 2012-2016, le nombre d'accident de trajet en premier versement diminue sensiblement par rapport à l'année 2015. Rappelons ici que le rapport de gestion 2016 de la CNAMTS contextualise la baisse importante de 2014 consécutive d'une année 2013 « dont le premier trimestre avait été marqué par une hausse importante du nombre d'accidents de trajet liée à des conditions météorologiques dégradées, et non à une amélioration réelle de la sinistralité trajet ; les années 2015 et 2016 se révélant bien moins chahutées ».

La hausse des effectifs franciliens et la baisse du nombre d'accidents de trajet se traduisent par un indice de fréquence atteignant son niveau le plus bas depuis 5 ans. Notons que la mobilité atypique générée par les déplacements domiciles-travail (volume des déplacements, transports, saturation espace routier) en Île-de-France est visible dans l'écart entre l'indice de fréquence régional trajet et l'indice de fréquence national, ainsi que dans la part des salariés franciliens dans les victimes d'accidents de trajet (30%).

En complément, l'année 2016 mise en perspective avec l'observation de l'évolution du nombre d'accidents de trajet sur les dix dernières années confirme la tendance amorcée en 2011. Le nombre d'accidents de trajet semble néanmoins avoir atteint une valeur « plancher » en 2012, située aux alentours des 25 000 accidents, à l'exception de la donnée atypique de l'année 2013 caractérisée par des conditions météorologiques particulièrement dégradées.

En outre, le nombre de nouvelles IP atteint en 2016 son niveau le plus bas depuis 2012, avec 13,4% nouvelles IP en moins par rapport à 2015.

**Tableau 11a - Principaux indicateurs de sinistralité des Accidents de Trajet d'Île-de-France sur la période 2012 – 2016** (en italique : taux d'évolution annuel entre 2015 et 2016)

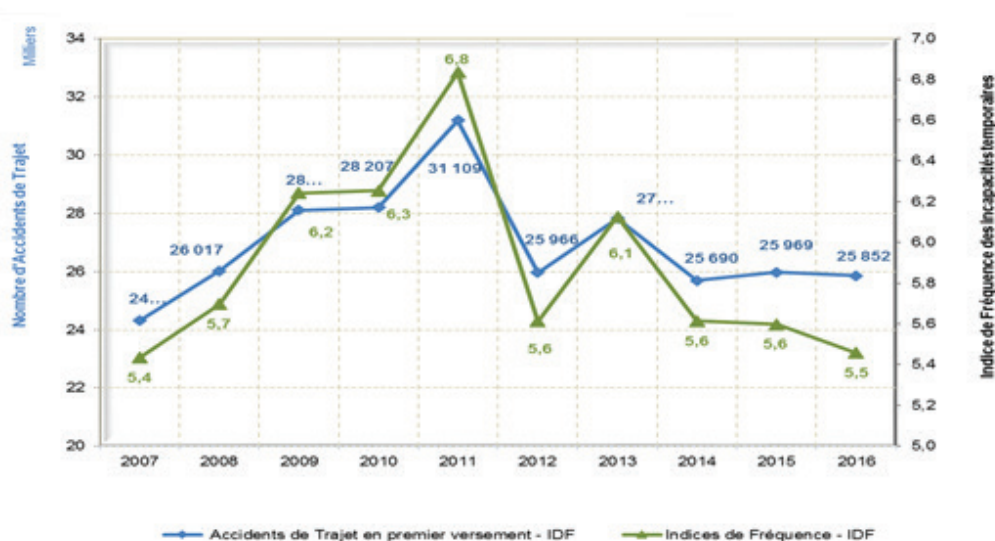
Données statistiques tous CTR - TJ	Données Île-de-France					Données France 2016	Poids IDF/ France 2016
	2012	2013	2014	2015	2016		
Nombre de salariés	4 626 725	4 542 208	4 576 186	4 638 760	4 736 835	18 529 736	26 %
	<i>1,4 %</i>	<i>- 1,8 %</i>	<i>0,7 %</i>	<i>1,4 %</i>	<i>2,1 %</i>	<i>0,4 %</i>	
Nombre de Section Établissement (SE)	496 396	486 386	483 514	490 320	503 753	2 253 352	22
	<i>1,5 %</i>	<i>- 2,0 %</i>	<i>- 0,6 %</i>	<i>1,4 %</i>	<i>2,7 %</i>	<i>- 0,6 %</i>	
Nombre d'heures travaillées	6 575 345 881	6 580 223 082	6 575 704 619	6 680 241 783	6 809 390 636	27 634 357 420	25
	<i>- 1,4 %</i>	<i>0,1 %</i>	<i>- 0,1 %</i>	<i>1,6 %</i>	<i>1,9 %</i>	<i>1,1 %</i>	
Nombre d'accident de trajet en premier règlement	25 966	27 825	25 690	25 969	25 852	87 454	30
	<i>- 16,8 %</i>	<i>7,2 %</i>	<i>- 7,7 %</i>	<i>1,1 %</i>	<i>- 0,5 %</i>	<i>1,4 %</i>	
Dont accidents de trajet avec 4 jours d'arrêt ou plus sur l'année	/	24 441	22 450	22 685	22 572	75 046	30
			<i>- 8,1 %</i>	<i>1,0 %</i>	<i>- 0,5 %</i>	<i>1,1 %</i>	
Nombre Journées d'IT	1 655 700	1 709 741	1 682 068	1 685 421	1 722 462	6 025 088	29
	<i>- 12,0 %</i>	<i>3,3 %</i>	<i>- 1,6 %</i>	<i>0,2 %</i>	<i>2,2 %</i>	<i>1,7 %</i>	
Nombre de nouvelles IP	2 384	2 080	1 817	1 910	1 655	6 178	27
	<i>- 5,3 %</i>	<i>- 12,8 %</i>	<i>- 12,6 %</i>	<i>5,1 %</i>	<i>- 13,4 %</i>	<i>- 10,0 %</i>	
dont IP avec taux < 10%	1 623	1 475	1 291	1 346	1 180	4 270	28
	<i>- 6,7 %</i>	<i>- 9,1 %</i>	<i>- 12,5 %</i>	<i>4,3 %</i>	<i>- 12,3 %</i>	<i>- 10,6 %</i>	
dont IP avec taux >= 10%	761	605	526	564	475	1 908	25
	<i>- 2,2 %</i>	<i>- 20,5 %</i>	<i>- 13,1 %</i>	<i>7,2 %</i>	<i>- 15,8 %</i>	<i>- 8,8 %</i>	
Nombre de décès	60	53	50	48	48	249	19
	<i>22,4 %</i>	<i>- 11,7 %</i>	<i>- 5,7 %</i>	<i>- 4,0 %</i>	<i>0,0 %</i>	<i>- 7,4 %</i>	
Somme des taux IP	27 733	24 973	21 057	22 802	20 542	87 680	23
	<i>- 4,7 %</i>	<i>- 10,0 %</i>	<i>- 15,7 %</i>	<i>8,3 %</i>	<i>- 9,9 %</i>	<i>- 7,4 %</i>	

**Tableau 11b - Principaux indicateurs de sinistralité des accidents de trajet d'Île-de-France sur la période 2012-2016** (en italique : taux d'évolution annuel entre 2015 et 2016)

Données statistiques IDF tous CTR - ACCIDENT DE TRAJET		Données Île-de-France					
		2012	2013	2014	2015	2016	France 2016
Incapacité Temporaire (IT)	Indice de Fréquence (IF)	5,6	6,1	5,6	5,6	5,5	4,7
		<i>- 17,9 %</i>	<i>9,2 %</i>	<i>- 8,4 %</i>	<i>- 0,3 %</i>	<i>- 2,5 %</i>	<i>1,0 %</i>
	Taux de fréquence (TF)	3,9	4,2	3,9	3,9	3,8	3,2
		<i>- 15,6 %</i>	<i>7,1 %</i>	<i>- 7,6 %</i>	<i>- 0,5 %</i>	<i>- 2,3 %</i>	<i>0,3 %</i>
Taux de gravité (TG)	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	
	<i>- 10,7 %</i>	<i>3,2 %</i>	<i>- 1,6 %</i>	<i>- 1,4 %</i>	<i>0,3 %</i>	<i>0,6 %</i>	
Nombre moyen d'IJ	64	61	65	65	67	69	
	<i>5,7 %</i>	<i>- 3,6 %</i>	<i>6,6 %</i>	<i>- 0,9 %</i>	<i>2,7 %</i>	<i>0,3 %</i>	
Indemnité Permanente (IP)	Indice de fréquence des IP (IF)	0,5	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3
		<i>- 6,6 %</i>	<i>- 11,1 %</i>	<i>- 13,3 %</i>	<i>3,7 %</i>	<i>- 15,1 %</i>	<i>- 10,4 %</i>
	Indice de gravité (IG)	4,2	3,8	3,2	3,4	3,0	3,2
		<i>- 3,3 %</i>	<i>- 10,0 %</i>	<i>- 15,6 %</i>	<i>6,6 %</i>	<i>- 11,6 %</i>	<i>- 8,4 %</i>
Moyenne des taux IP	11,6	12,0	11,6	11,9	12,4	14,2	
	<i>0,6 %</i>	<i>3,2 %</i>	<i>- 3,5 %</i>	<i>3,0 %</i>	<i>4,0 %</i>	<i>3,0 %</i>	

## ■ ÉVOLUTION DE CERTAINS INDICATEURS SUR 10 ANS

Figure 22 - Évolution du nombre et de la fréquence des accidents de trajet en Île-de-France sur la période 2007 – 2016



## ■ ANALYSE PAR GRANDES CATEGORIES DE RISQUE

Tout comme pour les accidents du travail, les accidents de trajet 2016 sont codés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013 selon la nouvelle codification des circonstances de l'accident, sous réserve que la Sécurité Sociale ait eu connaissance de la prescription de quatre jours d'arrêt au moins dans un délai maximum de deux jours après la connaissance de l'accident sur l'année 2016.

Les règles appliquées pour savoir si le sinistre doit être ou non soumis au codage sont donc dorénavant les mêmes que pour les accidents du travail. Ceci a pour conséquence que, parmi les accidents de trajet avec quatre jours et plus d'arrêt qui ont été imputés en 2016, 54 % sont affectés de codes décrivant leurs circonstances (4 variables renseignées).

En ce qui concerne les nouvelles incapacités permanentes, 45 % des IP en 2016 (contre 40 % en 2015) ont vu leurs circonstances codées. Bien qu'en diminution, de nombreuses IP imputées en 2016 étaient encore relatives à des sinistres survenus antérieurement, en 2013 voire en 2012 (et donc mécaniquement non codées selon la nouvelle nomenclature des circonstances). Cette proportion est de 48 % pour les journées d'arrêt de travail comme en 2015.

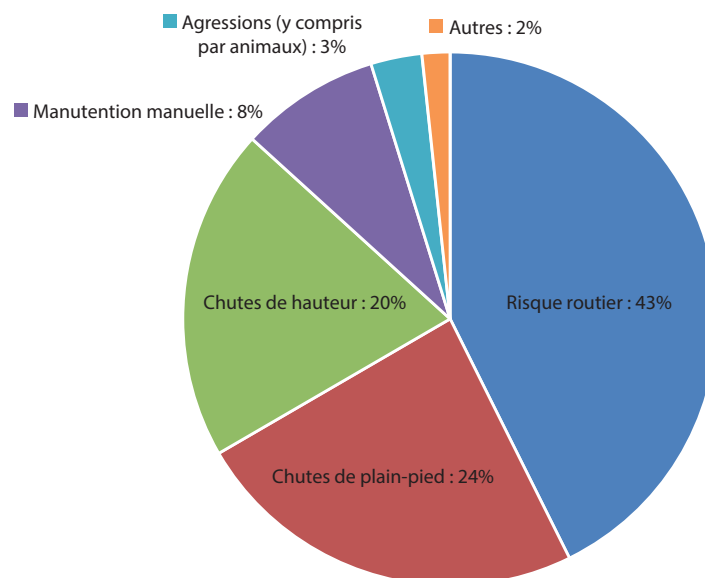
Le tableau 13 et les figures associées présentent également la répartition des sinistres codés par grandes familles de circonstances. Ainsi, il apparaît que :

- le risque routier est à l'origine de 4 accidents avec arrêt sur 10 et de presque 8 décès sur 10,
- les chutes (de plain-pied ou de hauteur) constituent également une part significative de l'accidentologie trajet (environ 45 %).

**Tableau 12 - Répartition des sinistres accidents de trajet selon la famille de risque à l'origine de ces accidents pour l'année 2016**

Famille risque	Nombre TJ en premier versement avec au moins 4 IJ		Nombre de journées indemnisées		Nouvelles IP				Nombre de décès	
	Nombre	%	Nombre	%	Dont taux IC < 10 %	Dont taux IP >= 10 %	Total	%	Nombre	%
Risque routier	5 218	42,6 %	380 507	45,6 %	314	100	414	55,2 %	18	75,0 %
Chutes de plain-pied	2 935	24,0 %	186 895	22,4 %	116	27	143	19,1 %	1	4,2 %
Chutes de hauteur	2 463	20,1 %	161 362	19,4 %	73	28	101	13,5 %	2	8,3 %
Manutention manuelle	1 036	8,5 %	59 823	7,2 %	36	9	45	6,0 %	2	8,3 %
Agressions (y compris par animaux)	378	3,1 %	31 844	3,8 %	19	9	28	3,7 %	1	4,2 %
Autres véhicules de transport	104	0,8 %	4 477	0,5 %	4	2	6	0,8 %	0	0,0 %
Manutention mécanique	75	0,6 %	5 669	0,7 %	4	0	4	0,5 %	0	0,0 %
Autres risques	15	0,1 %	2 507	0,3 %	5	2	7	0,9 %	0	0,0 %
Risque physique dont risque électrique	9	0,1 %	464	0,1 %	1	0	1	0,1 %	0	0,0 %
Outils à main	2	0,0 %	29	0,0 %	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %
Risque machines	1	0,0 %	27	0,0 %	1	0	1	0,1 %	0	0,0 %
Risque chimique	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %
Sinistres codés*	12 236	100,0 %	833 604	100,0 %	573	177	750	100,0 %	24	100,0 %
Sinistres codés*	12 236	54 %	833 604	48 %	573	177	750	45,3 %	24	50,0 %
Sinistres non codés	10 336	46 %	888 858	52 %	607	298	905	54,7 %	24	50,0 %
<b>Île-de-France</b>	<b>22 572</b>	<b>100,0 %</b>	<b>1 722 462</b>	<b>100,0 %</b>	<b>1 180</b>	<b>475</b>	<b>1 655</b>	<b>100,0 %</b>	<b>4848</b>	<b>100,0 %</b>

\*Les sinistres codés faisant l'objet de ce tableau sont ceux pour lesquels l'association des 4 variables inscrit l'accident dans au moins une famille de circonstance

**Figure 23 - Répartition en pourcentage des accidents de trajet en premier règlement en 2016 avec au moins 4 jours d'arrêt en Île-de-France selon les causes à l'origine de ces accidents**

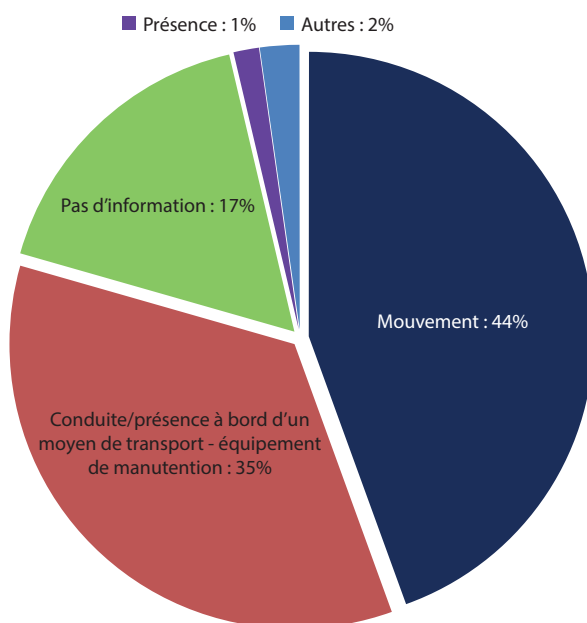
L'analyse des 4 grandes catégories de variables, à travers lesquelles le déroulement de l'accident est décrit, est présentée pour l'année 2016 ci-après.

## ■ ACTIVITÉ PHYSIQUE SPÉCIFIQUE (ACTIVITÉ EXERCÉE PAR LA VICTIME JUSTE AVANT L'ACCIDENT)

En 2016, l'activité des victimes d'accidents de trajet se répartit de la manière suivante :

- dans 35 % des cas, la personne était à bord d'un moyen de transport, motorisé dans la plupart du temps, et le plus souvent en tant que conducteur,
- dans 44 % des cas d'accidents de trajet, la victime était en mouvement, principalement en train de marcher, courir, monter, descendre, etc.

Figure 24 - Répartition des accidents de trajet avec un premier règlement en 2016 et au moins 4 jours d'arrêt dans l'année, selon l'activité physique spécifique exercée par la victime juste avant l'accident



## ■ DÉVIATION (CE QUI A DYSFONCTIONNÉ)

Le dernier événement, déviant de la normale, ayant conduit à l'accident (la déviation) pendant que la victime était en train de réaliser les activités détaillées dans le paragraphe précédent, est :

- dans 33 % des cas, une «perte, totale ou partielle, de contrôle de machine, moyen de transport - équipement de manutention, outil à main, objet, animal». Dans 89 % des cas, l'agent matériel associé à cette déviation est un véhicule terrestre (figure 25a),
- dans 30 % des cas, une glissade ou un trébuchement avec chute de personne. La figure 25b illustrant la répartition de ces chutes : chutes de plain-pied dans 51% des cas, les chutes de hauteur dans une proportion moindre (31 %).

**Tableau 13 - Répartition des sinistres «Accidents de Trajet» de l'année 2016 en fonction des grandes catégories de la déviation**

Déviation	Nombre AT en premier versement avec au moins 4 IJ		Nombre de journées indemnisées		Nouvelles IP		Dont IP taux >= 10 %	Dont IC taux < 10 %	Nombre de décès	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	Nombre	Nombre	%
Perte, totale ou partielle, de contrôle de machine, moyen de transport - équipement de manutention, outil à main, objet, animal	5 879	24,7 %	429 131	34,6 %	459	42,6 %	115	344	19	55,9 %
Glissade ou trébuchement avec chute, chute de personne	5 439	30,4 %	362 412	29,2 %	253	23,5 %	62	191	2	5,9 %
Pas d'information	3 235	18,1 %	232 844	18,8 %	193	17,9 %	54	139	8	23,5 %
Mouvement du corps sans contrainte physique (conduisant généralement à une blessure externe)	1 210	6,8 %	73 591	5,9 %	44	4,1 %	6	38	2	5,9 %
Mouvement du corps sous ou avec contrainte physique (conduisant généralement à une blessure interne)	1 064	5,9 %	56 266	4,5 %	35	3,2 %	6	29	0	0,0 %
Surprise, frayeur, violence, agression, menace, présence	608	3,4 %	49 369	4,0 %	47	4,4 %	13	34	1	2,9 %
Rupture, bris, éclatement, glissade, chute, effondrement d'agent matériel	336	1,9 %	25 962	2,1 %	34	3,2 %	7	27	0	0,0 %
Autre déviation non listée dans cette classification	112	0,6 %	10 868	0,9 %	11	1,0 %	3	8	1	2,9 %
Déviation par problème électrique, explosion, feu	8	0,0 %	319	0,0 %	1	0,1 %	0	1	0	0,0 %
Déviation par débordement, renversement, fuite, écoulement, vaporisation, dégagement	2	0,0 %	114	0,0 %	0	0,0 %	0	0	1	2,9 %
Trajet codés	17 893	100,0 %	1 240 876	100,0 %	1 077	100,0 %	266	811	34	100,0 %
Trajet codés	17 893	79,3 %	1 240 876	72,0 %	1 077	65,1 %	266	811	34	70,78 %
Trajet non codés	4 679	20,7 %	481 586	28,0 %	578	34,9 %	209	369	14	29,2 %
<b>Total Île-de-France</b>	<b>22 572</b>	<b>100,0 %</b>	<b>1 722 462</b>	<b>100,0 %</b>	<b>1 655</b>	<b>100,0 %</b>	<b>475</b>	<b>1 180</b>	<b>48</b>	<b>100,0 %</b>

**Figure 25a - Répartition des accidents de trajet avec un premier règlement en 2016 et au moins 4 jours d'arrêt, selon la déviation «Perte, totale ou partielle, de contrôle de machine, moyen de transport – équipement de manutention, outil à main, objet, animal»**

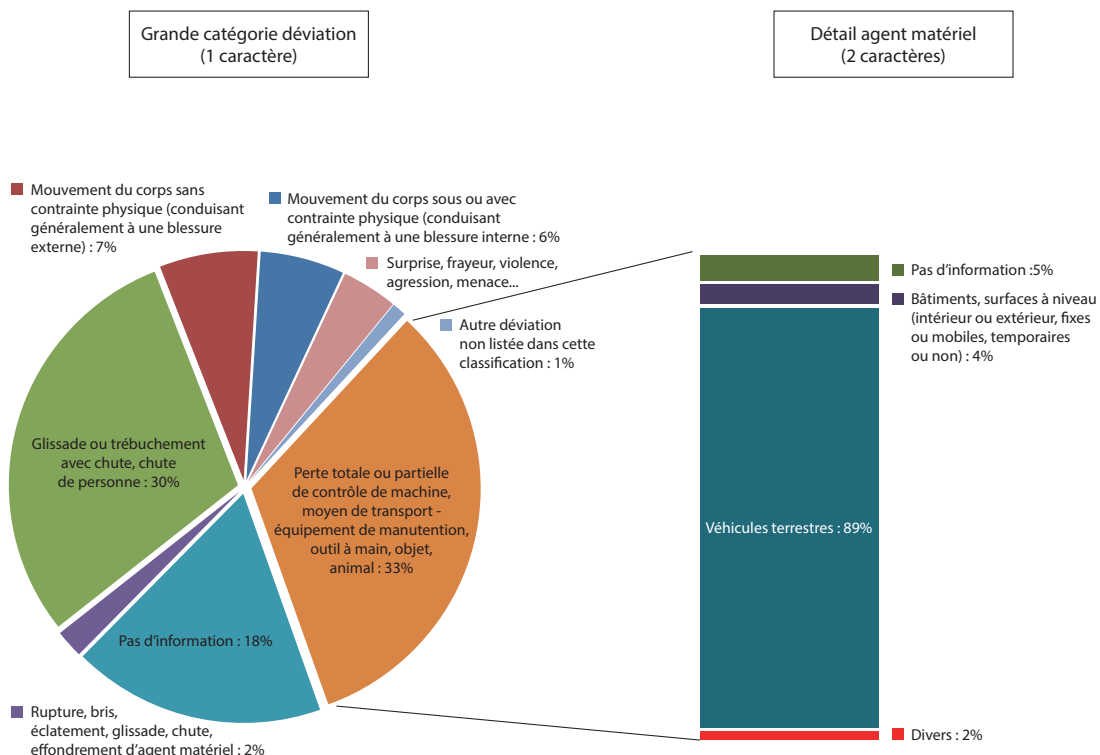
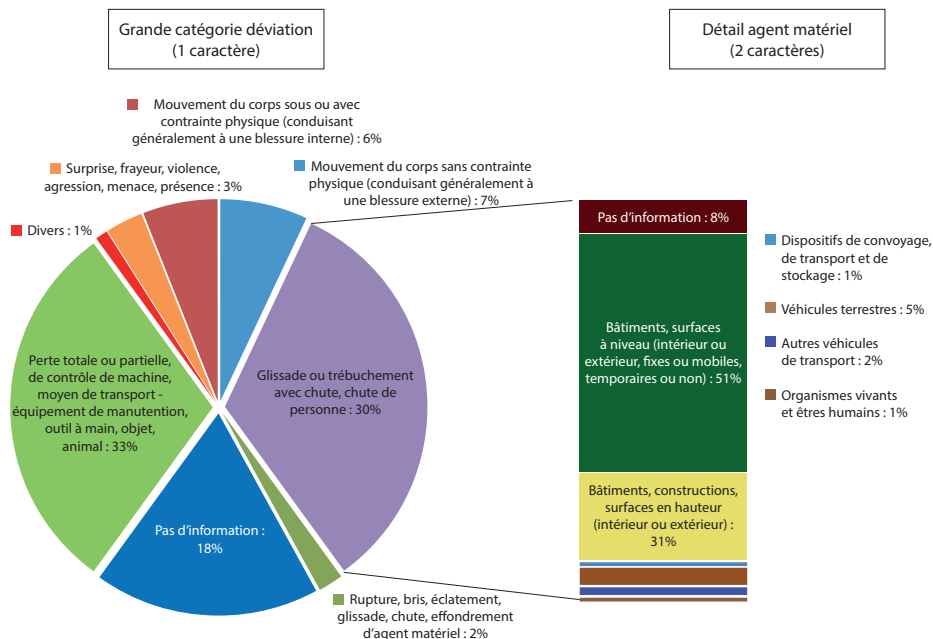


Figure 25b - Répartition des accidents de trajet avec un premier règlement en 2016 et au moins 4 jours d'arrêt, selon la déviation « Glissade ou trébuchement avec chute, chute de personne »

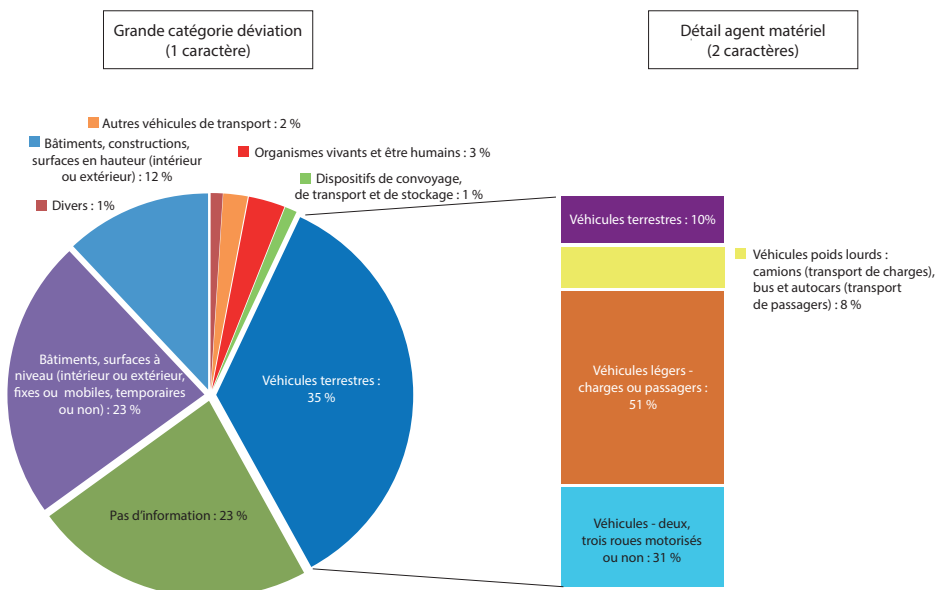


### AGENT MATÉRIEL DE LA DÉVIATION (CE QUI A FAIT QUE ÇA A DYSFONCTIONNÉ)

Chaque dysfonctionnement (déviation décrite dans le paragraphe précédent) est assorti d'un agent matériel qui décrit l'outil, l'objet, l'instrument lié à ce qui s'est déroulé anormalement. Les agents matériels de la déviation les plus fréquemment rencontrés au sein des accidents de trajet sont :

- les véhicules terrestres, identifiés dans 35 % des accidents de trajet, la moitié étant des voitures et près d'un tiers des motos, vélomoteurs, scooters,
- les surfaces à niveau présentes dans 23 % des accidents de trajet,
- les surfaces en hauteur (intérieur ou extérieur) (12 % des accidents), où les escaliers sont très majoritairement représentés,
- les organismes vivants et êtres humains (4 %), qui sont essentiellement des agressions réalisées par des personnes.

Figure 26 - Répartition des accidents de trajet avec un premier règlement en 2016 et au moins 4 jours d'arrêt, selon ce qui a causé le dysfonctionnement (agent matériel de la déviation)

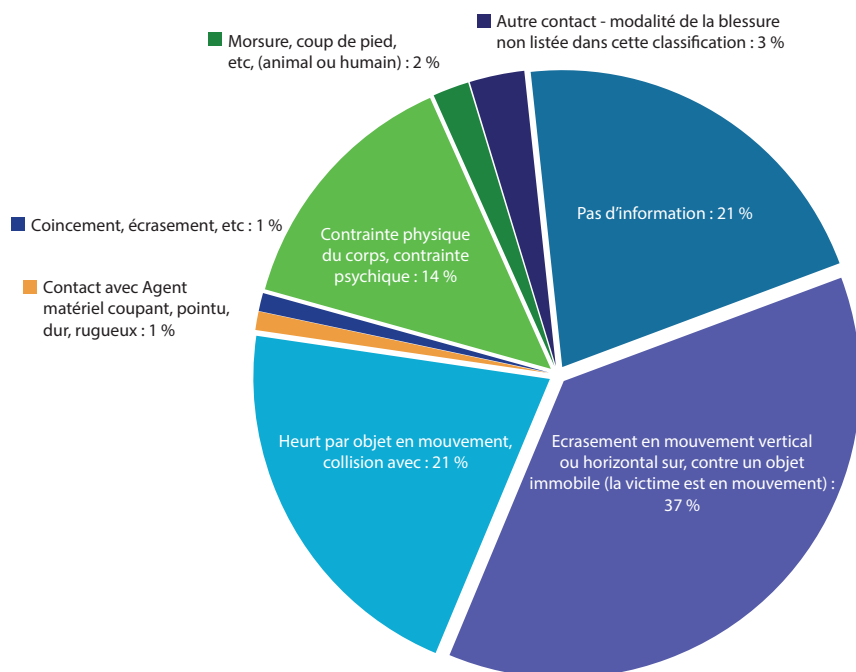


## ■ MODALITÉ DE LA BLESSURE OU CONTACT (LE TYPE DE BLESSURE OCCASIONNÉE)

La manière dont la victime a été blessée (physiquement ou choc psychologique), lors d'un accident de trajet, complète enfin la description des circonstances de l'accident. Il s'agit :

- d'écrasements pour 37 % des accidents, essentiellement en mouvement vertical, résultats d'une chute bien souvent et plus rarement en mouvement horizontal,
- de heurts par objet en mouvement ou de collisions (21 %), la plupart du temps avec présence d'un véhicule,
- de contraintes physiques du corps ou contraintes psychiques (14 %), qui sont en fait principalement des contraintes physiques sur le système musculo-squelettique,
- enfin, de contact avec un agent matériel dur ou rugueux et de coups (de pied, de tête, etc.), modalités de contacts beaucoup plus rares qui sont représentatives, bien que non exclusives, des agressions.

Figure 27 - Répartition des accidents de trajet avec un premier règlement en 2016 et au moins 4 jours d'arrêt, selon la modalité de la blessure ou contact (le type de blessure occasionnée)





## ■ EVOLUTION DES INDICATEURS DE SINISTRALITE PAR SECTEUR D'ACTIVITE

Le nombre d'accidents de trajet en premier règlement et avec au moins 4 jours d'arrêt bien qu'ayant diminué au niveau régional entre 2015 et 2016 présente des résultats par secteurs d'activité plus contrastés.

À titre d'illustration, il apparaît que :

- le CTR 6 enregistre presque la moitié (48 %) des accidents de trajet avec au moins 4 jours d'arrêt en 2016,
- les CTN D et I ont les indices de fréquence trajet les plus élevés sur l'année 2015 avec respectivement 7,3 accidents et 7,9 accidents pour 1 000 salariés,
- le nombre des nouvelles IP diminue significativement dans l'ensemble des CTR, et plus particulièrement dans le CTN I.

**Tableau 14a - Données de sinistralité des accidents de trajet 2016 par CTN**  
(En italique taux d'évolution régional par CTN entre 2015 et 2016)

CTR	CTN	Nombre de sections d'établissement	Nombre de salariés	Nombre d'heures travaillées	AT en premier versement	AT en premier versement IJ avec au moins 4 IJ	Nombre de journées indemnisées	Nouvelles IP	Dont IC taux < 10 %	Dont IP taux >= 10 %	Nombre de décès	Somme de taux IP
01	A	13 555	249 394	360 101 754	1 117	988	85 278	100	67	33	6	1 663
		<i>1,3 %</i>	<i>- 0,3 %</i>	<i>- 3,2 %</i>	<i>- 8,4 %</i>	<i>- 7,6 %</i>	<i>- 2,8 %</i>	<i>- 14,5 %</i>	<i>- 8,2 %</i>	<i>- 25,0 %</i>	<i>50,0 %</i>	<i>- 11,4 %</i>
02	B	61 763	308 281	469 475 296	1 145	1 007	89 539	91	60	31	2	1 264
		<i>2,1 %</i>	<i>4,2 %</i>	<i>3,8 %</i>	<i>- 3,4 %</i>	<i>- 3,5 %</i>	<i>- 6,9 %</i>	<i>- 20,2 %</i>	<i>- 20,0 %</i>	<i>- 20,5 %</i>	<i>- 60,0 %</i>	<i>- 31,5 %</i>
03	C	73 660	688 658	967 922 176	3 404	2 962	242 566	233	169	64	7	2 803
		<i>4,6 %</i>	<i>0,4 %</i>	<i>1,1 %</i>	<i>- 0,6 %</i>	<i>- 0,7 %</i>	<i>5,9 %</i>	<i>- 7,2 %</i>	<i>- 10,1 %</i>	<i>1,6 %</i>	<i>16,7 %</i>	<i>- 0,7 %</i>
04	E	944	47 470	69 211 318	212	185	10 725	11	4	7	0	321
		<i>- 0,4 %</i>	<i>0,9 %</i>	<i>1,3 %</i>	<i>1,0 %</i>	<i>4,5 %</i>	<i>- 15,2 %</i>	<i>- 52,2 %</i>	<i>- 80,0 %</i>	<i>133,3 %</i>	<i>- 100,0 %</i>	<i>34,3 %</i>
	F	6 273	40 899	61 776 730	252	229	119 564	8	6	2	0	59
		<i>- 1,1 %</i>	<i>- 4,7 %</i>	<i>- 5,0 %</i>	<i>5,9 %</i>	<i>3,2 %</i>	<i>17,0 %</i>	<i>- 68,0 %</i>	<i>- 50,0 %</i>	<i>- 84,6 %</i>	<i>- 100,0 %</i>	<i>- 82,7 %</i>
05	D	70 194	502 336	779 939 206	3 658	3 319	298 919	220	148	72	9	3 321
		<i>3,5 %</i>	<i>2,6 %</i>	<i>2,2 %</i>	<i>- 3,6 %</i>	<i>- 4,8 %</i>	<i>5,1 %</i>	<i>- 15,4 %</i>	<i>- 12,4 %</i>	<i>- 20,9 %</i>	<i>50,0 %</i>	<i>4,4 %</i>
	G	126 399	684 710	985 440 213	3 527	3 032	210 586	217	164	53	9	2 567
		<i>0,2 %</i>	<i>1,1 %</i>	<i>- 0,4 %</i>	<i>- 2,9 %</i>	<i>- 3,8 %</i>	<i>- 2,5 %</i>	<i>- 11,4 %</i>	<i>- 3,5 %</i>	<i>- 29,3 %</i>	<i>50,0 %</i>	<i>- 9,4 %</i>
06	H	92 965	1 503 324	2 064 164 388	6 892	5 776	341 049	450	338	112	7	4 567
		<i>5,4 %</i>	<i>3,4 %</i>	<i>3,2 %</i>	<i>3,2 %</i>	<i>3,9 %</i>	<i>3,3 %</i>	<i>- 4,9 %</i>	<i>- 5,6 %</i>	<i>- 2,6 %</i>	<i>- 36,4 %</i>	<i>- 12,9 %</i>
	I	58 000	711 763	1 051 359 555	5 645	5 074	424 236	325	224	101	8	3 977
		<i>2-7 %</i>	<i>2,3 %</i>	<i>4,0 %</i>	<i>1,1 %</i>	<i>1,6 %</i>	<i>2,9 %</i>	<i>- 19,2 %</i>	<i>- 20,3 %</i>	<i>- 16,5 %</i>	<i>0,0 %</i>	<i>- 10,1 %</i>
Total île-de-France		503 753	4 736 835	6 809 390 636	25 852	22 572	1 722 462	1 655	1 180	475	48	20 542
		<i>2,7 %</i>	<i>2,1 %</i>	<i>1,9 %</i>	<i>- 0,5 %</i>	<i>- 0,5 %</i>	<i>2,2 %</i>	<i>- 13,4 %</i>	<i>- 12,3 %</i>	<i>- 15,8 %</i>	<i>0,0 %</i>	<i>- 9,9 %</i>

**Tableau 14b - Indicateurs des accidents de trajet 2016 par CTR et CTN pour l'Île-de-France et France**  
(En italique taux d'évolution annuel)

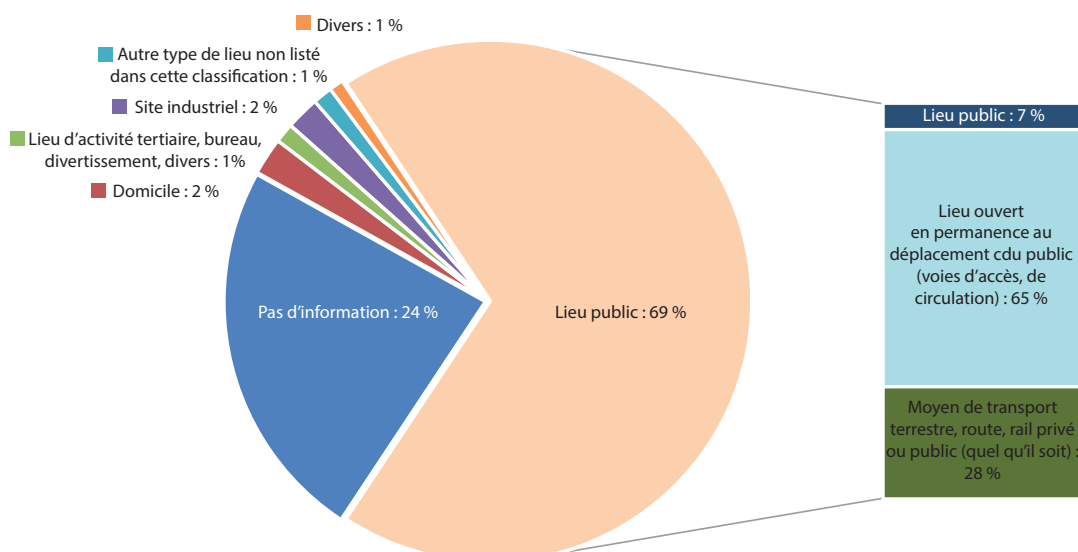
CTR	CTN	Île-de-France				France			
		Indice de fréquence	Taux de fréquence	Indice de gravité	Taux de gravité	Indice de fréquence	Taux de fréquence	Indice de gravité	Taux de gravité
01	A - Industries de la métallurgie	4,5	3,1	4,6	0,2	3,5	2,3	3,6	0,2
		<i>- 8,1 %</i>	<i>- 5,3 %</i>	<i>- 8,5 %</i>	<i>0,5 %</i>	<i>0 %</i>	<i>0 %</i>	<i>0 %</i>	<i>0 %</i>
02	B - Industries du bâtiment et des travaux publics	3,7	2,4	2,7	0,2	3,2	2,0	3,4	0,2
		<i>- 7,2 %</i>	<i>- 6,9 %</i>	<i>- 34 %</i>	<i>- 10,3 %</i>	<i>0 %</i>	<i>- 4,8 %</i>	<i>- 5,6 %</i>	<i>0 %</i>
03	C - Industries des transports, de l'eau, du gaz, de l'électricité, du livre et de la communication	4,9	3,5	2,9	0,3	4,1	2,7	2,7	0,2
		<i>- 1,1 %</i>	<i>- 1,7 %</i>	<i>- 1,7 %</i>	<i>4,8 %</i>	<i>2,5 %</i>	<i>0 %</i>	<i>- 20,6 %</i>	<i>0 %</i>
04	E - Industries de la chimie, du caoutchouc, de la plasturgie	4,5	3,1	4,6	0,2	3,1	2,0	5,1	0,1
		<i>0,1 %</i>	<i>- 0,3 %</i>	<i>32,6 %</i>	<i>- 16,3 %</i>	<i>3,3 %</i>	<i>0 %</i>	<i>41,7 %</i>	<i>0 %</i>
	F - Industries du bois, de l'ameublement, du papier-carton, du textile, du vêtement, des cuirs et des peaux et des pierres et terres à feu	6,2	4,1	1,0	0,3	3,4	2,1	2,3	0,2
		<i>11,2 %</i>	<i>11,4 %</i>	<i>- 81,8 %</i>	<i>23,1 %</i>	<i>6,3 %</i>	<i>5,0 %</i>	<i>- 25,8 %</i>	<i>0 %</i>
05	D - Services, commerces et industries de l'alimentation	7,3	4,7	4,3	0,4	6,4	4,1	3,9	0,3
		<i>- 6,1 %</i>	<i>- 5,7 %</i>	<i>2,2 %</i>	<i>2,8 %</i>	<i>- 1,5 %</i>	<i>0 %</i>	<i>4,9 %</i>	<i>0 %</i>
	G - Commerce non alimentaire	5,2	3,6	2,6	0,2	4,2	2,8	2,5	0,2
		<i>- 4,0 %</i>	<i>- 2,5 %</i>	<i>- 9,0 %</i>	<i>- 2,2 %</i>	<i>- 2,3 %</i>	<i>0 %</i>	<i>- 13,8 %</i>	<i>0 %</i>
06	H - Activités de services I (banques, assurances, administrations...)	4,6	3,3	2,2	0,2	3,8	2,8	2,1	0,1
		<i>- 0,2 %</i>	<i>0 %</i>	<i>- 15,6 %</i>	<i>0,1 %</i>	<i>2,7 %</i>	<i>3,7 %</i>	<i>- 12,5 %</i>	<i>0 %</i>
	I - Activités de services II (santé, nettoyage...)	7,9	5,4	3,8	0,4	7,0	4,8	4,3	0,4
		<i>- 1,2 %</i>	<i>- 2,8 %</i>	<i>- 13,5 %</i>	<i>- 1,1 %</i>	<i>0 %</i>	<i>0 %</i>	<i>- 8,5 %</i>	<i>33,3 %</i>
<b>Total Île-de-France</b>		5,5	3,8	3,0	0,3	4,7	3,2	3,2	0,2
		<i>- 2,5 %</i>	<i>- 2,3 %</i>	<i>- 11,6 %</i>	<i>0,3 %</i>	<i>0 %</i>	<i>0 %</i>	<i>- 8,6 %</i>	<i>0 %</i>

### ■ FOCUS SUR LE LIEU DE L'ACCIDENT

La figure ci-après permet de préciser la localisation des accidents de trajet en premier règlement. Nous pouvons notamment constater que :

- plus des 2/3 des accidents de trajets surviennent dans un lieu public,
- ce lieu public est principalement (65 %) une voie d'accès, une gare, une voie de circulation...,
- mais également, dans 28 % des cas, un moyen de transport terrestre, route ou rail.

**Figure 28 - Répartition des TJ en premier versement avec au moins 4 IJ par type lieu AT**



# Maladies Professionnelles

## ■ GÉNÉRALITÉS

On entend par «nouvelles» MP, les maladies professionnelles ayant donné lieu à un premier règlement de prestations en espèces au cours de l'année civile considérée.

À la différence du nombre de MP, le dénombrement des victimes (donnée introduite dans les livrets de sinistralité en 2015) ne comptabilise qu'une seule fois les personnes reconnues atteintes de deux maladies professionnelles ou plus, au titre du même tableau de MP, au cours de l'année, ce qui peut se produire notamment pour les TMS. Cette nouvelle donnée est affichée pour l'année 2016 dans le tableau 15 ci-dessous.

Aussi, pour la première fois depuis 2013, une inversion de la tendance a été observée en 2016 en ce qui concerne le nombre de nouvelles maladies professionnelles en premier règlement. Cette rupture est confirmée par une baisse de l'ensemble des indicateurs (nouvelles victimes, IP, nouvelles victimes IP) en 2016. Ce décrochage projeté sur la progression du nombre de maladies professionnelles sur les 10 dernières années (voir figure 29) apparaît comme une inflexion avec un nombre de MP en 2016 au niveau de l'année 2010.

Le nombre de nouvelles incapacités permanentes liées à une maladie professionnelle confirme ce fléchissement en passant sous la barre des 4 000.

À contre-courant de ces constats, les journées d'incapacité temporaire de travail continuent d'augmenter en 2016 (+4%), franchissant le seuil des 1,5 millions de journées indemnisées. Les journées d'IT apparaissent comme le seul indicateur en progression permanente depuis 2012.

Le nombre des décès liés à une maladie professionnelle se stabilise sur les 3 dernières années.

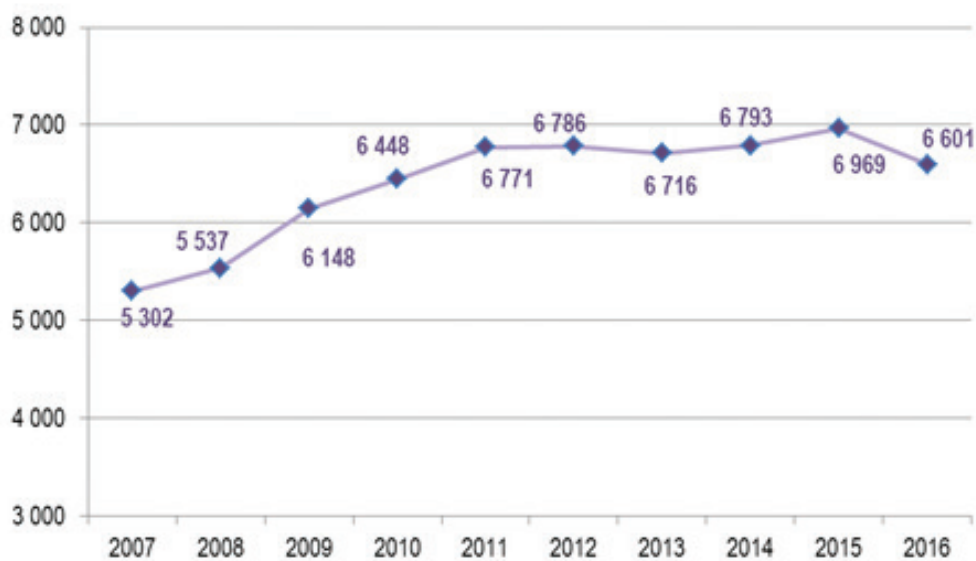
Enfin, les données régionales des MP, rapportées à une maille nationale, permettent de distinguer une singularité francilienne, notamment au regard des autres risques (travail, trajet), en affichant une part régionale de l'ordre de 14 % pour un quart des salariés du territoire.

**Tableau 15 - Évolution entre 2012 et 2016 des principaux indicateurs relatifs aux Maladies Professionnelles**  
(En italique taux d'évolution annuel)

Données statistiques IDF tous CTR - MP	2012	2013	2014	2015	2016	France 2015	France 2016	Poids IDF/ France 2016
Nombre de salariés	4 626 725	4 542 208	4 576 186	4 638 760	4 736 835	18 449 720	18 529 736	25,6 %
	<i>1,4 %</i>	<i>- 1,8 %</i>	<i>0,7 %</i>	<i>1,4 %</i>	<i>2,1 %</i>	<i>0,9 %</i>	<i>0,4 %</i>	
Nombre de Section d'Établissement (SE)	496 396	486 386	483 514	490 320	503 753	2 267 724	2 253 352	22,4 %
	<i>1,5 %</i>	<i>- 2,0 %</i>	<i>- 0,6 %</i>	<i>1,4 %</i>	<i>2,7 %</i>	<i>0,6 %</i>	<i>- 0,6 %</i>	
Nombre d'heures travaillées	6 575 345 881	6 580 223 082	6 575 704 619	6 680 241 783	6 809 390 636	27 325 936 136	27 634 357 420	24,6 %
	<i>- 1,4 %</i>	<i>0,1 %</i>	<i>- 0,1 %</i>	<i>1,6 %</i>	<i>1,9 %</i>	<i>0,7 %</i>	<i>1,1 %</i>	
Nombre MP en premier règlement	6 786	6 716	6 793	6 969	6 601	50 900	48 695	13,6 %
	<i>0,2 %</i>	<i>- 1,0 %</i>	<i>1,1 %</i>	<i>2,6 %</i>	<i>- 5,3 %</i>	<i>0,1 %</i>	<i>- 4,3 %</i>	
Nombre de victimes en premier règlement	/	6 079	6 128	6 348	6 016	46 810	44 914	13,4 %
			<i>0,8 %</i>	<i>3,6 %</i>	<i>- 5,2 %</i>	<i>0,3 %</i>	<i>- 4,1 %</i>	
Nombre de nouvelles IP	4 362	4 104	4 171	4 250	3 962	25 509	24 475	16,2 %
	<i>- 4,3 %</i>	<i>- 5,9 %</i>	<i>1,6 %</i>	<i>1,9 %</i>	<i>- 6,8 %</i>	<i>0,2 %</i>	<i>- 4,1 %</i>	
dont IP avec taux < 10%	2 707	2 662	2 711	2 676	2 594	16 038	15 635	16,6 %
	<i>- 3,5 %</i>	<i>- 1,7 %</i>	<i>1,8 %</i>	<i>- 1,3 %</i>	<i>- 3,1 %</i>	<i>0,8 %</i>	<i>- 2,5 %</i>	
dont IP avec taux >= 10%	1 655	1 442	1 460	1 574	1 368	9 471	8 840	15,5 %
	<i>- 5,6 %</i>	<i>- 12,9 %</i>	<i>1,2 %</i>	<i>7,8 %</i>	<i>- 13,1 %</i>	<i>- 0,8 %</i>	<i>- 6,7 %</i>	
Nombre de victimes ayant une IP	/	3 491	3 553	3 678	3 408	22 736	21 793	15,6 %
			<i>1,8 %</i>	<i>3,5 %</i>	<i>- 7,3 %</i>	<i>- 0,8 %</i>	<i>- 4,1 %</i>	
Nombre de décès	75	66	57	55	56	381	380	14,7 %
	<i>- 19,4 %</i>	<i>- 12,0 %</i>	<i>- 13,6 %</i>	<i>- 3,5 %</i>	<i>1,8 %</i>	<i>3,5 %</i>	<i>- 0,3 %</i>	
Nombre de journées d'IT	1 289 963	1 358 058	1 389 228	1 468 689	1 527 196	10 838 770	10 890 541	14,0 %
	<i>6,0 %</i>	<i>5,3 %</i>	<i>2,3 %</i>	<i>5,7 %</i>	<i>4,0 %</i>	<i>4,2 %</i>		
Somme des taux d'IP	62 377	55 767	58 012	58 371	54 622	365 210	351 515	15,5 %
	<i>- 3,9 %</i>	<i>- 10,6 %</i>	<i>4,0 %</i>	<i>0,6 %</i>	<i>- 6,4 %</i>	<i>1,4 %</i>		

## ■ ÉVOLUTION DE CERTAINS INDICATEURS SUR 10 ANS

Figure 29 - Evolution du nombre de maladies professionnelles en Île-de-France des années 2007 à 2016



## ■ DÉTAIL PAR TABLEAU DE MALADIES PROFESSIONNELLES

Une des spécificités des statistiques de maladies professionnelles, en particulier au niveau régional, tient dans le fait que coexistent, dans l'analyse par tableau, quatre ordres de grandeur nettement distincts :

- celui du tableau 57 en milliers de MP,
- celui des tableaux 30, 98, 30bis et 79 en centaines,
- celui des dizaines et un dernier en unités.

En découlent certaines limites en matière de représentativité statistique, raison pour laquelle les parties les plus détaillées par la suite se focalisent sur les plus grands nombres de MP.

La lecture du tableau 16 présenté ci-après apporte les informations suivantes :

- les maladies professionnelles en Île-de-France sont pour le plus grand nombre des troubles musculo-squelettiques du tableau 57 (78,2%), c'est-à-dire des affections péri articulaires des membres supérieurs, provoquées par certains gestes et postures de travail. La part du tableau 57 dans l'ensemble des maladies professionnelles est, en 2016, sensiblement équivalente à celle des années précédentes, bien qu'à son niveau le plus bas,
- concernant les tableaux affichant plus de 10 MP en premier règlement, nous remarquons que l'ensemble des MP, a vu son nombre de nouvelles reconnaissances diminuer, au pire se stabiliser.
- enfin, les maladies professionnelles dites « hors tableau » continuent de progresser significativement en 2016. Elles sont 4 fois plus nombreuses qu'en 2012.

**Tableau 16 - Nombre de maladies professionnelles par tableau pour les années 2012 à 2016 pour ceux comportant plus de 3 MP en 2016 (en italique : part du tableau dans le nombre total de MP)**

Tableau MP	Libellé tableaux MP	2012		2013		2014		2015		2016	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
057A	Affections péri articulaires provoquées par certains gestes et postures de travail	5 304	<i>78,2 %</i>	5 341	<i>79,5 %</i>	5 389	<i>79,3 %</i>	5 440	<i>78,1 %</i>	5 164	<i>78,2 %</i>
098A	Affections chroniques du rachis lombaire provoquées par les manutentions manuelles de charges lourdes	367	<i>5,4 %</i>	342	<i>5,1 %</i>	388	<i>5,7 %</i>	394	<i>5,7 %</i>	378	<i>5,7 %</i>
030A	Affections professionnelles consécutives à l'inhalation de poussières d'amiante	482	<i>7,1 %</i>	355	<i>5,3 %</i>	337	<i>5,0 %</i>	400	<i>5,7 %</i>	347	<i>5,3 %</i>
Hors tableaux	Hors tableaux	40	<i>0,6 %</i>	61	<i>0,9 %</i>	73	<i>1,1 %</i>	122	<i>1,8 %</i>	161	<i>2,4 %</i>
079A	Lésions chroniques du ménisque	82	<i>1,2 %</i>	110	<i>1,6 %</i>	108	<i>1,6 %</i>	110	<i>1,6 %</i>	105	<i>1,6 %</i>
030B	Cancer broncho-pulmonaire provoqué par l'inhalation de poussières d'amiante	134	<i>2,0 %</i>	125	<i>1,9 %</i>	123	<i>1,8 %</i>	114	<i>1,6 %</i>	99	<i>1,5 %</i>
066A	Rhinite et asthmes professionnels	78	<i>1,1 %</i>	69	<i>1,0 %</i>	68	<i>1,0 %</i>	80	<i>1,1 %</i>	60	<i>0,9 %</i>
042A	Atteinte auditive provoquée par les bruits lésionnels	87	<i>1,3 %</i>	66	<i>1,0 %</i>	71	<i>1,0 %</i>	74	<i>1,1 %</i>	57	<i>0,9 %</i>
097A	Affections chroniques du rachis lombaire provoquées par des vibrations de basses et moyennes fréquences transmises par le corps entier	32	<i>0,5 %</i>	32	<i>0,5 %</i>	31	<i>0,5 %</i>	38	<i>0,5 %</i>	36	<i>0,5 %</i>
065A	Lésions eczématiformes de mécanisme allergique	37	<i>0,5 %</i>	40	<i>0,6 %</i>	42	<i>0,6 %</i>	39	<i>0,6 %</i>	34	<i>0,5 %</i>
015T	Lésions prolifératives de la vessie provoquées par les amines aromatiques et leurs sels et la N-nitrosodibutylamine et ses sels	13	<i>0,2 %</i>	24	<i>0,4 %</i>	28	<i>0,4 %</i>	34	<i>0,5 %</i>	29	<i>0,4 %</i>
025A	Affections consécutives à l'inhalation de poussières minérales renfermant de la silice cristalline (quartz, cristobalite, tridymite), des silicates cristallins (kaolin, talc), du graphite ou de la houille	21	<i>0,3 %</i>	20	<i>0,3 %</i>	18	<i>0,3 %</i>	27	<i>0,4 %</i>	27	<i>0,4 %</i>
069A	Affections provoquées par les vibrations et chocs transmis par certaines machines-outils, outils et objets et par les chocs itératifs du talon de la main sur des éléments fixes	12	<i>0,2 %</i>	15	<i>0,2 %</i>	14	<i>0,2 %</i>	24	<i>0,3 %</i>	12	<i>0,2 %</i>
047A	Affections professionnelles provoquées par les poussières de bois	12	<i>0,2 %</i>	12	<i>0,2 %</i>	8	<i>0,1 %</i>	9	<i>0,1 %</i>	9	<i>0,1 %</i>
049B	Affections respiratoires provoquées par les amines aliphatiques, les éthanolamines ou l'isophoronediamine	9	<i>0,1 %</i>	5	<i>0,1 %</i>	2	<i>0,0 %</i>	3	<i>0,0 %</i>	8	<i>0,1 %</i>
095A	Affections professionnelles de mécanisme allergique provoquées par les protéines du latex (ou caoutchouc naturel)	4	<i>0,1 %</i>	4	<i>0,1 %</i>	5	<i>0,1 %</i>	2	<i>0,0 %</i>	8	<i>0,1 %</i>
004A	Hémopathies provoquées par le benzène et tous les produits en renfermant	9	<i>0,1 %</i>	2	<i>0,0 %</i>	1	<i>0,0 %</i>	4	<i>0,1 %</i>	6	<i>0,1 %</i>
008A	Affections causées par le ciment (alumino-silicates de calcium)	6	<i>0,1 %</i>	4	<i>0,1 %</i>	4	<i>0,1 %</i>	5	<i>0,1 %</i>	6	<i>0,1 %</i>
016B	Affections cancéreuses provoquées par les goudrons de houille, les huiles de houille, les brais de houille et les suies de combustion du charbon	8	<i>0,1 %</i>	12	<i>0,2 %</i>	8	<i>0,1 %</i>	7	<i>0,1 %</i>	6	<i>0,1 %</i>
040A	Maladies dues aux bacilles tuberculeux et à certaines mycobactéries atypiques	4	<i>0,1 %</i>	11	<i>0,2 %</i>	16	<i>0,2 %</i>	6	<i>0,1 %</i>	6	<i>0,1 %</i>
084A	Affections engendrés par les solvants organiques liquides à usage professionnel	3	<i>0,0 %</i>	9	<i>0,1 %</i>	5	<i>0,1 %</i>	7	<i>0,1 %</i>	6	<i>0,1 %</i>
015B	Affections de mécanisme allergique provoquées par les amines aromatiques, leurs sels, leurs dérivés notamment hydroxylés, halogénés, nitrés, nitrosés et sulfonés et les produits qui en contiennent à l'état libre	10	<i>0,1 %</i>	7	<i>0,1 %</i>	2	<i>0,0 %</i>	3	<i>0,0 %</i>	4	<i>0,1 %</i>
051A	Maladies professionnelles provoquées par les résines époxydiques et leurs constituants	5	<i>0,1 %</i>	5	<i>0,1 %</i>	2	<i>0,0 %</i>	4	<i>0,1 %</i>	4	<i>0,1 %</i>
006A	Affections provoquées par les rayonnements ionisants	2	<i>0,0 %</i>	3	<i>0,0 %</i>	8	<i>0,1 %</i>	5	<i>0,1 %</i>	3	<i>0,0 %</i>
037A	Affections cutanées professionnelles causées par les oxydes et les sels de nickel	5	<i>0,1 %</i>	4	<i>0,1 %</i>	3	<i>0,0 %</i>	0	<i>0,0 %</i>	3	<i>0,0 %</i>
076A	Maladies liées à des agents infectieux ou parasitaires contractées en milieu d'hospitalisation et d'hospitalisation à domicile	1	<i>0,0 %</i>	7	<i>0,1 %</i>	4	<i>0,1 %</i>	3	<i>0,0 %</i>	3	<i>0,0 %</i>
	Sous-total	<b>6 767</b>	<i>99,7 %</i>	<b>6 685</b>	<i>99,5 %</i>	<b>6 758</b>	<i>99,5 %</i>	<b>6 954</b>	<i>99,8 %</i>	<b>6 581</b>	<i>99,7 %</i>
	Autres tableaux	<b>19</b>	<i>0,3 %</i>	<b>31</b>	<i>0,5 %</i>	<b>35</b>	<i>0,5 %</i>	<b>15</b>	<i>0,2 %</i>	<b>20</b>	<i>0,3 %</i>
	Total général	<b>6 786</b>	<i>100,0 %</i>	<b>6 716</b>	<i>100,0 %</i>	<b>6 793</b>	<i>100,0 %</i>	<b>6 969</b>	<i>100,0 %</i>	<b>6 601</b>	<i>100,0 %</i>

Le tableau et la figure ci-dessous sont une synthèse illustrant le poids des troubles musculo squelettiques et des maladies liées à l'amiante sur le nombre de maladies professionnelles en premier règlement sur la période 2012 à 2016.

Nous pouvons observer que le poids de chaque maladies professionnelles est constant depuis 2012, à quelques infimes variations (1 % entre 2014 et 2015 pour les maladies hors tableaux).

**Tableau 17 - Répartition par grandes catégories des maladies professionnelles en premier règlement sur la période 2012-2016**

Tableaux	2012		2013		2014		2015		2016	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
TMS : Tableaux: 57, 69, 79, 97 et 98	5 817	86 %	5 840	87 %	5 951	87 %	6 020	86 %	5 695	86 %
	0,3 %		0,4 %		1,9 %		1,2 %		- 5,4 %	
Amiante : Tableaux 30 et 30 bis	573	8 %	480	7 %	457	7 %	509	7 %	446	7 %
	- 7,0 %		- 16,2 %		- 4,8 %		11,4 %		- 12,4 %	
Hors tableaux (Alinéa 4)	40	1 %	61	1 %	73	1 %	118	2 %	161	2 %
	90,5 %		52,5 %		19,7 %		61,6 %		36,4 %	
Autres tableaux	356	5 %	335	5 %	330	5 %	329	5 %	20	0 %
	5,7 %		- 5,9 %		- 1,5 %		- 0,3 %		- 93,9 %	
<b>Total</b>	6 786	100 %	6 716	100 %	6 811	100 %	6 976	100 %	6 601	100 %
<i>Île-de-France</i>	0,2 %		- 1,0 %		1,4 %		2,4 %		- 5,4 %	

La répartition des maladies professionnelles pour l'année 2016 par section NAF nous apprend que :

- plus d'une maladie professionnelle sur trois relève d'un des 3 secteurs suivants : Construction, Industrie manufacturière ou Commerce, réparation d'automobiles ou de motocycles,
- les secteurs de l'Hébergement et restauration et de la Santé humaine et sociale, bien que présentant des nombres de nouvelles MP équivalentes, affichent un écart de plus de 10000 journées indemnisées,
- le seuil des 200 000 IJ est franchi dans les sections G et F,
- les IP suivent globalement la même répartition que le nombre de nouvelles MP.

**Tableau 18a - Répartition des Maladies Professionnelles par section NAF selon l'Indice de Fréquence décroissant**

Code section NAF	Libellé section NAF	Nombre de sections d'établissement	Nombre de salariés	Nombre de MP en premier versement	Nombre de victimes en premier versement	Nombre de journées indemnisées	Nouvelles IP	Nombre de victimes IP	Nombre de décès
<b>F</b>	Construction	52 615	259 794	873	806	213 903	551	484	0
<b>B</b>	Industries extractives	111	1 723	4	4	822	1	1	0
<b>C</b>	Industrie manufacturière	18 917	343 146	748	683	179 117	408	347	4
<b>I</b>	Hébergement et restauration	44 356	281 121	574	513	144 949	345	276	1
<b>S</b>	Autres activités de services	31 245	123 723	243	213	55 265	128	102	1
<b>E</b>	Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	1 155	28 190	54	47	13 695	34	31	1
<b>Q</b>	Santé humaine et action sociale	21 501	351 027	574	510	131 062	286	238	0
<b>G</b>	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	92 120	664 677	1 009	917	244 345	516	427	1
<b>A</b>	Agriculture, sylviculture et pêche	124	725	1	1	280	0	0	0
<b>H</b>	Transports et entreposage	20 513	245 027	321	298	76 119	169	151	0
<b>N</b>	Activités de services administratifs et de soutien	60 140	528 647	591	535	152 719	358	299	0
<b>L</b>	Activités immobilières	16 962	78 744	80	73	18 232	65	55	0
<b>D</b>	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	593	10 032	9	9	2 033	4	4	0
<b>R</b>	Arts, spectacles et activités récréatives	17 674	115 322	75	69	11 856	31	26	0
<b>O</b>	Administration publique	3 664	287 382	128	115	27 689	75	66	0
<b>M</b>	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	55 368	531 524	137	129	27 061	73	65	2
<b>U</b>	Activités extraterritoriales	350	4 966	1	1	931	2	2	0
<b>P</b>	Enseignement	11 103	147 711	27	26	8 497	13	13	0
<b>K</b>	Activités financières et d'assurance	20 681	316 850	51	44	11 436	31	24	1
<b>J</b>	Information et communication	34 559	413 504	62	56	14 515	17	16	0
<b>X</b>	Code NAF inconnu ou non renseigné	/	/	1 039	967	192 670	855	781	45
	Total Région	503 753	4 736 835	6 601	6 016	1 527 196	3 962	3 408	56



**Tableau 18b - Répartition des Maladies Professionnelles par section NAF et par Indice de Fréquence décroissant**

Code section NAF	Libellé section NAF	IF	TF	IG	TG
F	Construction	3,4	2,2	16,1	0,6
B	Industries extractives	2,3	1,7	7,2	0,3
C	Industrie manufacturière	2,2	1,5	11,1	0,4
I	Hébergement et restauration	2,0	1,3	5,9	0,3
S	Autres activités de services	1,9	1,3	5,4	0,3
E	Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	1,9	1,3	13,4	0,3
Q	Santé humaine et action sociale	1,6	1,1	4,3	0,3
G	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	1,5	1,0	4,9	0,2
A	Agriculture, sylviculture et pêche	1,4	0,9	0,0	0,2
H	Transports et entreposage	1,3	0,8	3,8	0,2
N	Activités de services administratifs et de soutien	1,1	0,8	3,9	0,2
L	Activités immobilières	1,0	0,7	5,2	0,2
D	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,9	0,6	7,7	0,1
R	Arts, spectacles et activités récréatives	0,7	0,6	2,4	0,1
O	Administration publique	0,4	0,3	1,8	0,1
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	0,3	0,2	1,4	0,0
U	Activités extraterritoriales	0,2	0,1	3,9	0,1
P	Enseignement	0,2	0,2	1,1	0,1
K	Activités financières et d'assurance	0,2	0,1	1,2	0,0
J	Information et communication	0,1	0,1	0,4	0,0
Total Région		1,4	1,0	8,0	0,2

La comparaison des tableaux 19 et suivants met en lumière l'inadéquation de l'indice de fréquence pour le classement des activités professionnelles. Effectivement, en fonction du critère retenu pour le tri et le classement des codes APE, nous obtenons 2 listes distinctement différentes. Le classement par indice de fréquence fait apparaître des codes APE statistiquement non représentatif (1ère position avec 9 MP).

Le tableau 20 confirme les observations réalisées pour les sections NAF mais avec une maille plus fine.

**Tableau 19 - 10 codes NAF (niveau 2) avec un effectif supérieur à 1000 salariés et présentant les Indices de Fréquence les plus élevés**

Code APE 2	Libellé APE 2	Nombre de sections d'établissement	Nombre de salariés	Nombre de MP en premier versement	IF
16	Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles ; fabrication d'articles en vannerie et sparterie	236	1 318	9	6,8
17	Industrie du papier et du carton	199	3 833	26	6,8
31	Fabrication de meubles	512	2 704	17	6,3
96	Autres services personnels	15 197	44 799	199	4,4
18	Imprimerie et reproduction d'enregistrements	1 275	9 946	43	4,3
10	Industries alimentaires	6 026	45 054	176	3,9
41	Construction de bâtiments	9 688	45 875	171	3,7
25	Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	1 642	20 016	73	3,6
22	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	337	6 929	25	3,6

**Tableau 20 - Classement des 10 codes NAF (niveau 2) comportant le plus grand nombre de MP en premier versement**

Code APE 2 (niveau 2)	Libellé APE 2 (niveau 2)	Nombre de sections d'établissement	Nombre de salariés	Nombre de MP en premier versement	IF
47	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	56 323	330 384	681	2,1
43	Travaux de construction spécialisés	41 996	183 921	608	3,3
56	Restauration	39 736	221 415	427	1,9
81	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	41 109	153 112	425	2,8
87	Hébergement médico-social et social	2 290	77 059	214	2,8
96	Autres services personnels	15 197	44 799	199	4,4
46	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	26 807	277 498	191	0,7
86	Activités pour la santé humaine	13 324	169 786	182	1,1
88	Action sociale sans hébergement	5 887	104 182	178	1,7
10	Industries alimentaires	6 026	45 054	176	3,9

## ■ SINISTRALITÉ SECTORIELLE

Le tableau suivant fait état de la répartition des principales maladies professionnelles imputées aux entreprises par codes NAF (regroupement au niveau 2).

Dans le prolongement des remarques énoncées précédemment, l'analyse sectorielle ci-après, compte tenu du poids des TMS, est mécaniquement triée par le nombre de TMS reconnus, et rend donc principalement compte des secteurs pourvoyeurs de ces maladies.

Néanmoins, l'étude de certaines singularités récurrentes révèle que :

- les activités répertoriées dans le secteur des « Travaux de construction spécialisés » concentrent toujours non seulement un nombre important de TMS mais également le plus grand nombre de maladies relatives à l'amiante. Ce secteur est par ailleurs celui dans lequel la pluralité de MP (parmi celles retenues) est la plus importante,
- le plus grand nombre de pathologies relevant du tableau 66 « Rhinite et asthmes professionnels » est observé pour les salariés des activités des « Industries alimentaires »,
- les activités identifiées sous le regroupement « Autres Services Personnels », sont à l'origine de 50% des MP reconnues au titre du tableau 65 « Lésions eczématiformes de mécanisme allergique »,
- les activités regroupées sous le code NAF « Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles » enregistrent non seulement le plus grand nombre d'accidents du travail avec arrêt (voir tableau 5) mais également le plus grand nombre de TMS (plus de 10% du nombre total de TMS imputés en premier versement en 2016),
- ces 20 codes APE couvrent l'essentiel des MP de la région (environ 70%), ainsi que la grande majorité des pathologies professionnelles retenues à l'exception des MP relevant des tableaux 30A et 30B pour lesquels plus de 85% des MP sont réparties sur d'autres codes APE ou non classées.

**Tableau 21 - Classement des codes NAF (niveau 2) par grandes catégories de maladies professionnelles et répartition du nombre de maladies professionnelles 2016 pour chaque regroupement**

NAF Niveau 2	Tableau	TMS	Amiante		Autres MP hors cancer				Total IDF
Code	Libellé	57, 69, 79, 97, 98	30B Cancers	30A Affections professionnelles consécutives à l'inhalation de poussières d'amiante	66 Rhinite et asthmes professionnels	42A Atteinte auditive provoquée par les bruits lésionnels	65A Lésions eczématiformes de mécanisme allergique	Autres MP dont alinéa 4	
47	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	667		1	2			11	<b>681</b>
43	Travaux de construction spécialisés	539	5	27	1	13		23	<b>608</b>
56	Restauration	420			3		1	3	<b>427</b>
81	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	408		1	6	2	2	6	<b>425</b>
87	Hébergement médico-social et social	195			2		1	16	<b>214</b>
96	Autres services personnels	196			10		17	6	<b>199</b>
46	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	171	1	5			2	12	<b>191</b>
86	Activités pour la santé humaine	166			3		1	12	<b>182</b>
88	Action sociale sans hébergement	172			2			4	<b>178</b>
10	Industries alimentaires	153	1		17		3	2	<b>176</b>
41	Construction de bâtiments	160	1	1	1	3		5	<b>171</b>
55	Construction de bâtiments	139			2			6	<b>147</b>
45	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	121	4	1	1	2		8	<b>137</b>
84	Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire	121	1	2		1		3	<b>128</b>
52	Entreposage et services auxiliaires des transports	117						3	<b>120</b>
49	Transports terrestres et transport par conduites	97		1				5	<b>103</b>
29	Industrie automobile	81	2	8		5		3	<b>99</b>
42	Génie civil	83				6		5	<b>94</b>
68	Activités immobilières	74		2	1			3	<b>80</b>
25	Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	58		2	1	4	1	7	<b>73</b>
Total analyse *		4 108	15	51	52	36	28	143	<b>4 433</b>
Autres codes NAF2 ou non classé		1 587	84	296	8	21	6	166	<b>2 158</b>
<b>Total Île-de-France</b>		<b>5 695</b>	<b>99</b>	<b>347</b>	<b>60</b>	<b>57</b>	<b>34</b>	<b>309</b>	<b>6 601</b>

## ■ ÉVOLUTION DES INDICATEURS DE SINISTRALITÉ PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Le tableau 22 ci-après permet d'étudier l'évolution des principales données relatives aux MP quel que soit le secteur d'activité, la plupart des indicateurs enregistre une baisse plus ou moins marquée par rapport à l'année 2015. Cependant, se distinguent les spécificités suivantes :

- la variation par rapport à l'année précédente est d'autant plus importante qu'elle concerne un faible nombre de MP, à l'exception des maladies affectées au compte spécial qui diminue de quasiment ¼ par rapport à l'année 2015,
- les CTN I et D sont les 2 seuls CTN dépassant le seuil de 1 000 nouvelles victimes dans l'année, et 1 MP sur 2 survient dans le CTN B, D ou I,
- l'évolution des MP des CTN C et I, à contrario de la tendance principale, présente les variations à la hausse les plus importantes,
- le nombre moyen d'IJ est compris entre 220 et 270 jours pour tous les secteurs d'activité, à l'exception du CTN F dont le nombre moyen d'IJ est supérieur à 300 jours.

**Tableau 22 - Principales données de sinistralité des Maladies Professionnelles en 2016 par CTN**  
(en italique taux d'évolution annuel entre 2015 et 2016)

CTN MP 2016	Nombre de Sections d'Établissement	Nombre de salariés	Nombre d'heures travaillées	MP en premier versement IJ	Nombre de victime en premier versement	Nombre de journées indemnisées	Nouvelles IPP	Dont IC taux <10%	Dont IP taux >=10%	Nombre de victime ayant une IP	Nombre de décès	Somme de Taux IP	nombre moyen IJ	Moyenne taux IP
<b>A</b>	13 555	249 394	360 101 574	458	417	99 209	283	183	100	238	2	4 483	217	16
	<i>1,3 %</i>	<i>-0,3 %</i>	<i>-3,2 %</i>	<i>-6,7 %</i>	<i>-7,7 %</i>	<i>-3,5 %</i>	<i>-6,6 %</i>	<i>0,0 %</i>	<i>-16,7 %</i>	<i>-8,1 %</i>	<i>0,0 %</i>	<i>27,0 %</i>	<i>3,4 %</i>	<i>35,9 %</i>
<b>B</b>	61 763	308 281	469 475 296	891	825	221 486	561	361	200	496	1	6 275	249	11
	<i>2,1 %</i>	<i>4,2 %</i>	<i>3,8 %</i>	<i>-0,1 %</i>	<i>0,7 %</i>	<i>10,9 %</i>	<i>8,1 %</i>	<i>15,7 %</i>	<i>-3,4 %</i>	<i>11,2 %</i>	<i>0,0 %</i>	<i>10,2 %</i>	<i>11,0 %</i>	<i>2,0 %</i>
<b>C</b>	73 660	688 658	967 922 176	593	544	132 837	314	214	100	276	2	3 502	224	11
	<i>4,6 %</i>	<i>0,4 %</i>	<i>1,1 %</i>	<i>3,1 %</i>	<i>2,4 %</i>	<i>5,8 %</i>	<i>-8,5 %</i>	<i>2,4 %</i>	<i>-25,4 %</i>	<i>-8,3 %</i>	<i>100,0 %</i>	<i>-3,4 %</i>	<i>2,5 %</i>	<i>5,5 %</i>
<b>E</b>	944	47 470	63 211 318	88	83	24 455	52	30	22	46	0	751	278	14
	<i>-0,4 %</i>	<i>0,9 %</i>	<i>1,3 %</i>	<i>-25,4 %</i>	<i>-15,3 %</i>	<i>-3,7 %</i>	<i>-13,3 %</i>	<i>-26,8 %</i>	<i>15,8 %</i>	<i>-11,5 %</i>	<i>-100,0 %</i>	<i>27,5 %</i>	<i>29,1 %</i>	<i>47,1 %</i>
<b>F</b>	6 273	40 899	61 776 730	195	178	60 733	126	83	43	106	2	1 259	311	10
	<i>-1,1 %</i>	<i>-4,7 %</i>	<i>-5,0 %</i>	<i>-19,1 %</i>	<i>-18,3 %</i>	<i>-1,8 %</i>	<i>-11,3 %</i>	<i>-8,8 %</i>	<i>-15,7 %</i>	<i>-13,1 %</i>	<i>0,0 %</i>	<i>0,5 %</i>	<i>21,3 %</i>	<i>13,2 %</i>
<b>D</b>	70 194	502 336	779 939 206	1 289	1 162	318 245	669	496	173	547	1	5 025	247	8
	<i>3,5 %</i>	<i>2,6 %</i>	<i>2,2 %</i>	<i>1,7 %</i>	<i>2,6 %</i>	<i>6,0 %</i>	<i>2,8 %</i>	<i>4,4 %</i>	<i>-1,7 %</i>	<i>1,5 %</i>	<i>0,0 %</i>	<i>-1,1 %</i>	<i>4,2 %</i>	<i>-3,8 %</i>
<b>G</b>	126 399	684 710	985 440 213	539	495	124 640	305	211	94	260	1	3 038	231	10
	<i>0,2 %</i>	<i>1,1 %</i>	<i>-0,4 %</i>	<i>0,4 %</i>	<i>1,6 %</i>	<i>11,9 %</i>	<i>5,5 %</i>	<i>7,7 %</i>	<i>1,1 %</i>	<i>6,1 %</i>	<i>0,0 %</i>	<i>22,5 %</i>	<i>11,4 %</i>	<i>16,1 %</i>
<b>H</b>	92 965	1 503 324	2 064 164 388	356	317	80 707	199	128	70	166	2	2 366	227	12
	<i>5,4 %</i>	<i>3,4 %</i>	<i>3,2 %</i>	<i>-12,5 %</i>	<i>-13,9 %</i>	<i>11,4 %</i>	<i>-11,2 %</i>	<i>-16,3 %</i>	<i>0,0 %</i>	<i>-10,3 %</i>	<i>100,0 %</i>	<i>1,8 %</i>	<i>27,4 %</i>	<i>14,6 %</i>
<b>I</b>	58 000	711 763	1 051 359 555	1 156	1 031	274 397	600	432	168	494	0	4 622	237	8
	<i>2,7 %</i>	<i>2,3 %</i>	<i>4,0 %</i>	<i>3,0 %</i>	<i>1,2 %</i>	<i>8,4 %</i>	<i>-3,2 %</i>	<i>1,6 %</i>	<i>-13,8 %</i>	<i>-7,0 %</i>	<i>0,0 %</i>	<i>-6,6 %</i>	<i>5,2 %</i>	<i>-3,5 %</i>
<b>Z</b>	-	-	-	1 036	964	790 4887	853	456	397	779	45	23 301	184	27
				<i>-21,5 %</i>	<i>-21,2 %</i>	<i>-11,8 %</i>	<i>-22,4 %</i>	<i>-22,8 %</i>	<i>-21,9 %</i>	<i>-21,9 %</i>	<i>-11,8 %</i>	<i>-19,2 %</i>	<i>12,3 %</i>	<i>4,1 %</i>
<b>Total IDF</b>	503 753	4 736 835	6 809 390 636	6 601	6 016	1 527 196	3 962	2 594	1 368	3 408	56	54 622	231	14
	<i>2,7 %</i>	<i>2,1 %</i>	<i>1,9 %</i>	<i>-5,3 %</i>	<i>-5,2 %</i>	<i>4,0 %</i>	<i>-6,8 %</i>	<i>-3,1 %</i>	<i>-13,1 %</i>	<i>-7,3 %</i>	<i>1,8 %</i>	<i>-6,4 %</i>	<i>9,8 %</i>	<i>0,4 %</i>

## ■ FOCUS SUR LES TROUBLES MUSCULO-SQUELETTIQUES (TMS)

Avant de poursuivre l'analyse, il convient de se rappeler que le processus de comptabilisation des MP ne fait apparaître que les maladies reconnues.

Les TMS peuvent être reconnus comme Maladies Professionnelles à partir des cinq tableaux détaillés ci-après.

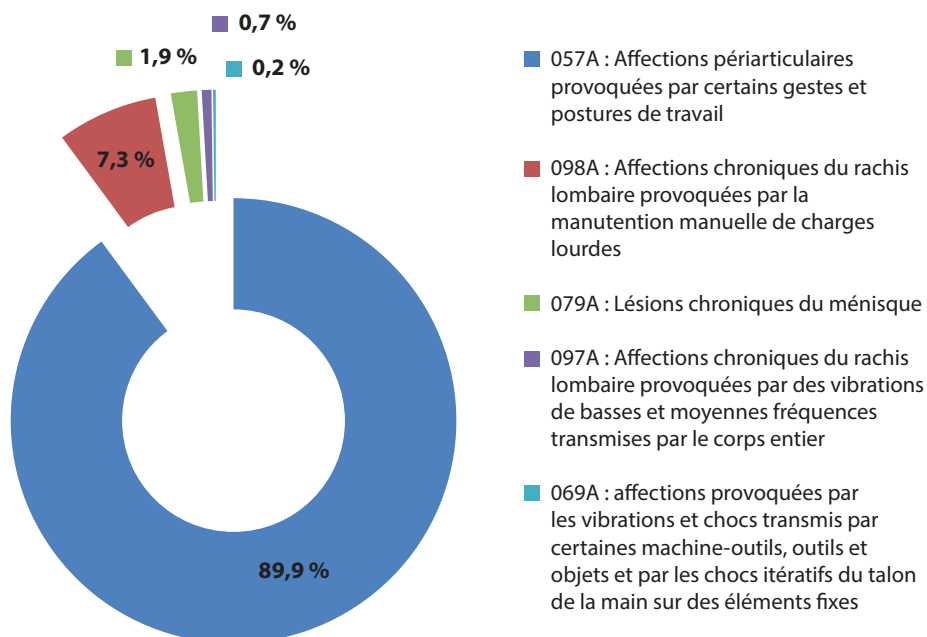
Le dénombrement des victimes de TMS par tableau confirment les répartitions identifiées précédemment, et en particulier le nombre très important de victimes des affections du tableau 57.

En complément, relevons que le poids francilien dans l'ensemble des « Lésions chroniques du ménisque » atteint 20 %.

**Tableau 23 - Sinistralité (nombre de victimes) par nature TMS pour l'année 2016 pour l'Île-de-France et la France**  
(en italique taux d'évolution entre 2015 et 2016)

Tableau de MP	TMS - MP en premier règlement (victimes) 2016		Poids IDF/France
	IDF	France 2016	
57 / Affections péri articulaires provoquées par certains gestes et postures de travail	4 614 <i>- 5,0 %</i>	38 690 <i>5,2 %</i>	12 %
69 / Affections provoquées par les vibrations et chocs transmis par certaines machines-outils, outils et objets et par les chocs itératifs du talon de la main sur des éléments fixes	11 <i>- 50,0 %</i>	127 <i>- 5,9 %</i>	9 %
79 / Lésions chroniques du ménisque	100 <i>- 5,7 %</i>	485 <i>- 7,4 %</i>	21 %
97 / Affections chroniques du rachis lombaire provoquées par des vibrations de basses et moyennes fréquences transmises au corps entier	35 <i>- 7,9 %</i>	482 <i>- 2,6 %</i>	7 %
98 / Affections chroniques du rachis lombaire provoquées par les manutentions manuelles de charges lourdes	373 <i>- 4,6 %</i>	2 701 <i>- 7,7 %</i>	14 %
<b>Total TMS</b>	5 133 <i>- 5,2 %</i>	42 485 <i>4,0 %</i>	12 %
Nombre de salariés	4 736 835 <i>2,1 %</i>	18 529 736 <i>0,4 %</i>	26 %
IF TMS	,08 <i>- 72, %</i>	2,29 <i>3,5 %</i>	/

**Figure 30 - Répartition par tableau du nombre de personnes atteintes de TMS pour l'année 2016**



Le tableau ci-après présente les évolutions respectives des syndromes et de leur localisation pour les MP du tableau 57 «Affections péri articulaires provoquées par certains gestes et postures de travail».

En 2016, dans la trajectoire des années précédentes, il apparaît que ces affections touchent principalement les membres supérieurs et en particulier :

- les poignets, mains ou doigts dans plus de 40 % des cas,
- l'épaule dans un peu moins de 40 % des cas.

Les affections relatives aux genoux et cheville-pied cumulent moins de 1% de l'ensemble des MP du tableau 57.

Parmi les évolutions notables de ces syndromes dans les différents CTN, nous remarquons que :

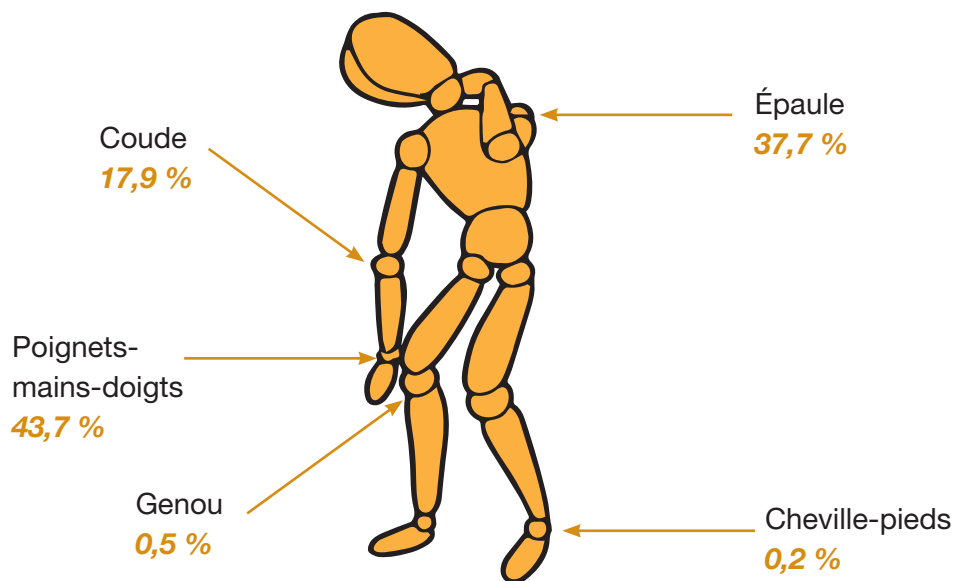
- pour les activités du CTN B, seules les affections localisées au coude augmentent (+ 20 %) entre 2015 et 2016,
- l'ensemble des secteurs d'activité, à l'exception de celles relevant du CTN G, voit diminuer le nombre de syndromes Poignets - Mains – Doigts.

**Tableau 24 - Nombre et Indice de fréquence des TMS Tableau 57 par CTN en 2015 et 2016**  
(En italique taux d'évolution entre 2015 et 2016)

		A	B	C	D	E	F	G	H	I	Z	Total	
<b>Nombre de syndrome MP 057A par localisation et CTN en premier versement en 2016</b>													
<b>2016</b>	Nombre de salariés en milliers	249 394	308 281	688 658	502 336	47 470	40 899	684 710	1 503 324	711 763	0	4 736 835	
	Epaule (A)	Nombre de syndrome	121	273	179	398	31	75	153	84	370	261	1 945
		IF	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>0,3</i>	<i>0,8</i>	<i>0,7</i>	<i>1,8</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,5</i>	<i>0,0</i>	<i>0,4</i>
	Coude (B)	Nombre de syndrome	86	132	107	235	14	28	89	53	140	39	923
		IF	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>0,3</i>	<i>0,7</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>0,0</i>	<i>0,2</i>
	Poignets - Mains - Doigts (C)	Nombre de syndrome	130	190	169	546	30	72	215	160	511	235	2 258
		IF	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>0,2</i>	<i>1,1</i>	<i>0,6</i>	<i>1,8</i>	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>0,7</i>	<i>0,0</i>	<i>0,5</i>
	Genou (D)	Nombre de syndrome	2	15	3	2	0	0	0	0	3	0	25
		IF	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
	Cheville-pieds (E)	Nombre de syndrome	1	2	1	2	0	0	1	1	3	0	11
		IF	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
	Association de plusieurs syndromes du tableau (Z)	Nombre de syndrome	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	2
		IF	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<b>Total général tableau 057A tous syndromes</b>		<b>341</b>	<b>612</b>	<b>459</b>	<b>1 183</b>	<b>75</b>	<b>175</b>	<b>458</b>	<b>298</b>	<b>1 028</b>	<b>535</b>	<b>5 164</b>	
<b>IF tous syndromes</b>		<b><i>1,4</i></b>	<b><i>2,0</i></b>	<b><i>0,7</i></b>	<b><i>2,4</i></b>	<b><i>1,6</i></b>	<b><i>4,3</i></b>	<b><i>0,7</i></b>	<b><i>0,2</i></b>	<b><i>1,4</i></b>	<b><i>0,0</i></b>	<b><i>1,1</i></b>	
<b>Nombre de syndrome MP 057A par localisation et CTN en premier versement en 2015</b>													
<b>2015</b>	Nombre de salariés en milliers	250 238	295 979	685 585	489 736	47 050	42 937	677 312	1 454 415	695 508	0	4 638 760	
	Epaule (A)	Nombre de syndrome	147	288	173	353	34	76	160	78	343	286	1 938
		IF	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>0,3</i>	<i>0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>1,8</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,5</i>	<i>0,0</i>	<i>0,4</i>
	Coude (B)	Nombre de syndrome	94	110	101	211	32	47	92	58	126	76	947
		IF	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>1,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>0,0</i>	<i>0,2</i>
	Poignets - Mains - Doigts (C)	Nombre de syndrome	152	217	189	595	39	95	198	210	539	278	2 512
		IF	<i>0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>0,3</i>	<i>1,2</i>	<i>0,8</i>	<i>2,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>0,8</i>	<i>0,0</i>	<i>0,5</i>
	Genou (D)	Nombre de syndrome	0	19	5	2	0	0	3	0	1	5	35
		IF	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
	Cheville-pieds (E)	Nombre de syndrome											
		IF	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
	Association de plusieurs syndromes du tableau (Z)	Nombre de syndrome											
		IF	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<b>Total général tableau 057A tous syndromes</b>		<b>393</b>	<b>634</b>	<b>471</b>	<b>1 162</b>	<b>105</b>	<b>218</b>	<b>453</b>	<b>347</b>	<b>1 009</b>	<b>648</b>	<b>5 438</b>	
<b>IF tous syndromes</b>		<b><i>1,6</i></b>	<b><i>2,1</i></b>	<b><i>0,7</i></b>	<b><i>2,4</i></b>	<b><i>2,2</i></b>	<b><i>5,1</i></b>	<b><i>0,7</i></b>	<b><i>0,2</i></b>	<b><i>1,5</i></b>	<b><i>0,0</i></b>	<b><i>1,2</i></b>	

		A	B	C	D	E	F	G	H	I	Z	Total
Évolution 2016 / 2015	Nombre de syndromes tableau 057 A	- 13,2 %	- 3,5 %	- 2,5 %	1,8 %	- 28,6 %	- 19,7 %	1,1 %	- 14,1 %	1,9 %	- 17,4 %	- 5,0 %
	Épaulle (A)	- 17,7 %	- 5,2 %	3,5 %	12,7 %	- 8,8 %	- 1,3 %	- 4,4 %	7,7 %	7,9 %	- 8,7 %	0,4 %
	Coude (B)	- 8,5 %	20,0 %	5,9 %	11,4 %	- 56,3 %	- 40,4 %	- 3,3 %	- 8,6 %	11,1 %	- 48,7 %	- 2,5 %
	Poignets - Mains - Doigts (C)	- 14,5 %	- 12,4 %	- 10,6 %	- 8,2 %	- 23,1 %	- 24,2 %	8,6 %	- 23,8 %	- 5,2 %	- 15,5 %	- 10,1 %
	Genou (D)	0,0 %	- 21,1 %	- 40,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	- 100,0 %	0,0 %	200,0 %	- 100,0 %	- 28,6 %
	Cheville- pieds (E)	0,0 %	0,0 %	- 66,7 %	100,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	- 100,0 %	83,3 %
	Association de plusieurs syndromes du tableau (Z)	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	- 100,0 %	0,0 %	- 100,0 %	0,0 %
	<b>IF tableau 057 A</b>	<b>- 12,9 %</b>	<b>- 7,3 %</b>	<b>- 3,0 %</b>	<b>- 0,7 %</b>	<b>- 29,2 %</b>	<b>- 15,7 %</b>	<b>0,0 %</b>	<b>- 16,9 %</b>	<b>- 0,4 %</b>	<b>0,0 %</b>	<b>- 7,0 %</b>

Figure 31 - Répartition des TMS - MP 057 par localisation Île-de-France



Le poids régional des TMS dans la sinistralité nationale en fonction du nombre de victimes est :

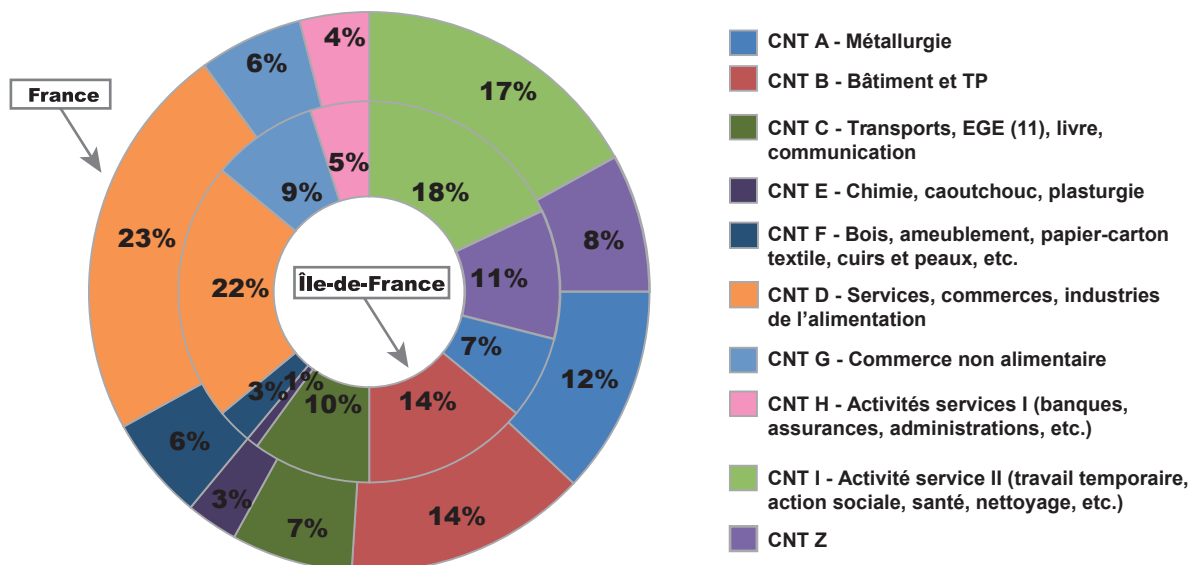
- globalement inférieur ou égal à 10 % pour les CTR 1 et 4,
- compris entre 10 et 20 % pour les CTR 2, 3 et 6,
- contrasté pour le CTR 5, pour lequel les activités des « Commerces Non Alimentaires » pèsent plus de 20% des victimes de TMS.

Cette répartition s'inscrit dans des proportions sensiblement différentes à la répartition de l'effectif salarié dans chaque CTR.

**Tableau 25 - Nombre de victimes de TMS par CTN en 2016 Île-de-France**  
(En italique taux d'évolution entre 2015 et 2016)

CTR	CTN	Nombre de victimes de TMS par CTN		
		Île-de-France	France 2016	Poids IDF / France
1	CTN A - Métallurgie	341	4 747	7 %
		<i>- 14 %</i>	<i>- 7 %</i>	
2	CTN B - Bâtiment et TP	735	5 525	13 %
		<i>- 1 %</i>	<i>- 2 %</i>	
3	CTN C - Transports, EGE (11), livre, communication	490	2 759	18 %
		<i>1 %</i>	<i>- 1 %</i>	
4	CTN E - Chimie, caoutchouc, plasturgie	76	1 276	6 %
		<i>- 16 %</i>	<i>- 5 %</i>	
4	CTN F - Bois, ameublement, papier-carton, textile, cuirs et peaux, etc.	169	2 128	8 %
		<i>- 17 %</i>	<i>- 8 %</i>	
5	CTN D - Services, commerces, industries de l'alimentation	1 115	8 606	13 %
		<i>3 %</i>	<i>- 5 %</i>	
5	CTN G - Commerce non alimentaire	456	2 092	22 %
		<i>0 %</i>	<i>- 2 %</i>	
6	CTN H - Activités services I (banques, assurances, administrations...)	265	1 470	18 %
		<i>- 16 %</i>	<i>- 4 %</i>	
6	CTN I - Activité services II (travail temporaire, action sociale, santé, nettoyage...)	939	6 405	15 %
		<i>- 1 %</i>	<i>1 %</i>	
<b>Total des 9 CTN hors bureaux et sièges</b>		<b>4 586</b>	<b>35 008</b>	<b>13 %</b>
Compte spécial MP	CTN Z	547	3 140	17 %
		<i>- 20 %</i>	<i>- 3 %</i>	
Total hors bureaux et sièges		5 133	38 148	13 %
		<i>- 5 %</i>	<i>- 4 %</i>	

**Figure 32 - Répartition du nombre de victimes de TMS par CTN en 2016**





Pour la première fois, le tableau ci-dessous offre une approche de la sinistralité sectorielle par CTN et par code APE en fonction de leur nombre de maladies professionnelles relevant des TMS.

Figure 33a - CTN A - Répartition des principaux Codes APE possédant le nombre de maladies professionnelles TMS en premier versement les plus élevés en 2016

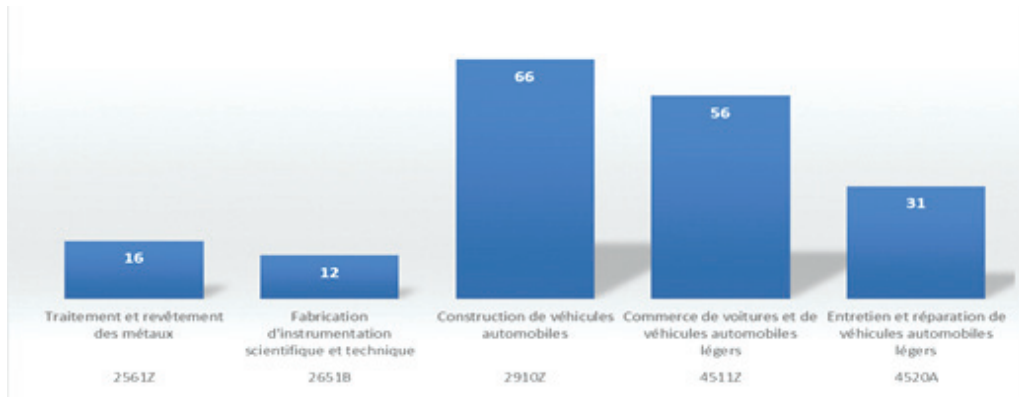


Figure 33b - CTN B - Répartition des principaux Codes APE possédant le nombre de maladies professionnelles TMS en premier versement les plus élevés en 2016

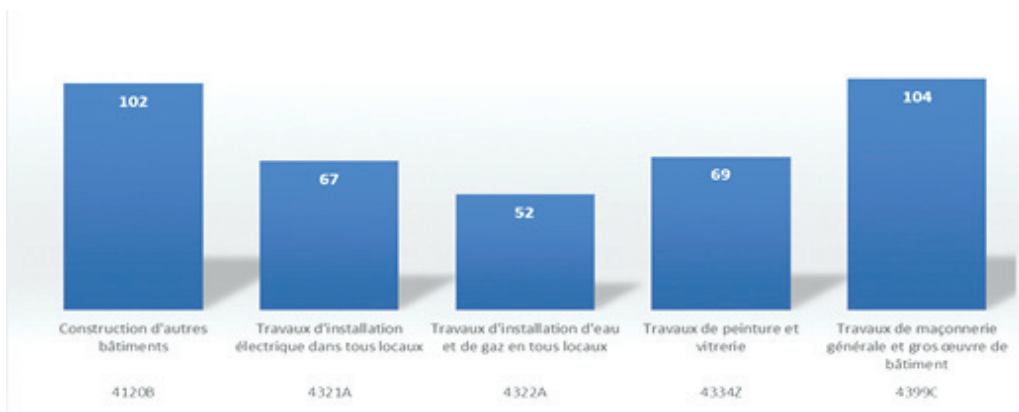


Figure 33c - CTN C - Répartition des principaux Codes APE possédant le nombre de maladies professionnelles TMS en premier versement les plus élevés en 2016

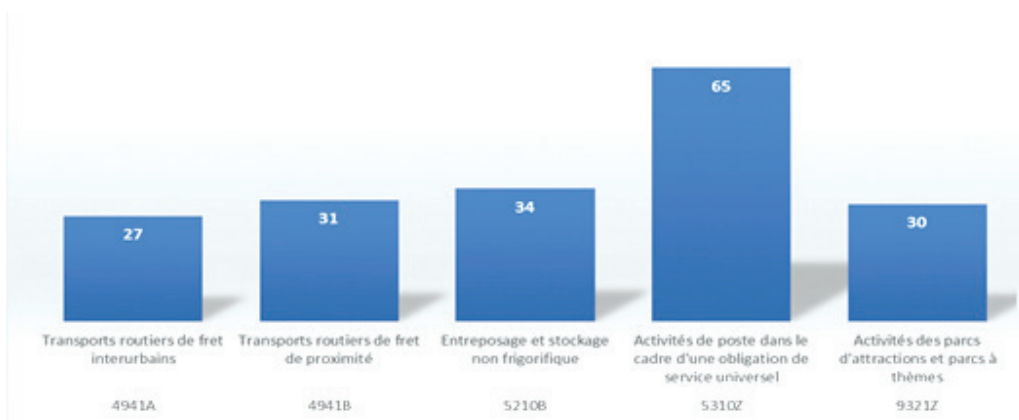


Figure 33d - CTN D - Répartition des principaux Codes APE possédant le nombre de maladies professionnelles TMS en premier versement les plus élevés en 2016

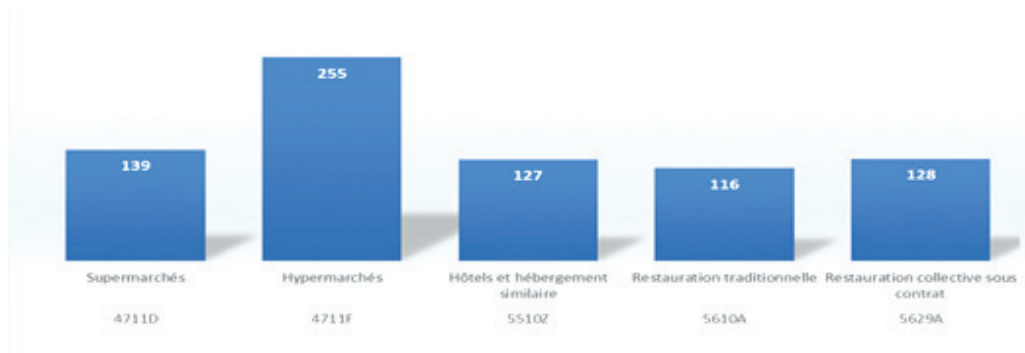


Figure 33e - CTN E - Répartition des principaux Codes APE possédant le nombre de maladies professionnelles TMS en premier versement les plus élevés en 2016

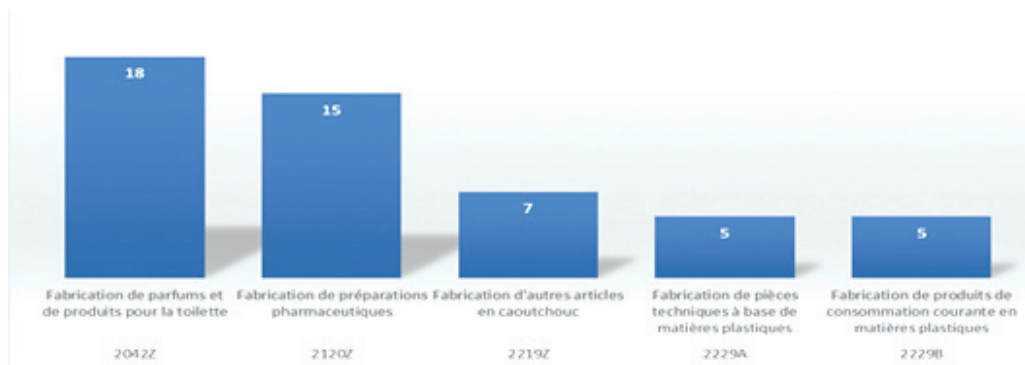


Figure 33f - CTN F - Répartition des principaux Codes APE possédant le nombre de maladies professionnelles TMS en premier versement les plus élevés en 2016

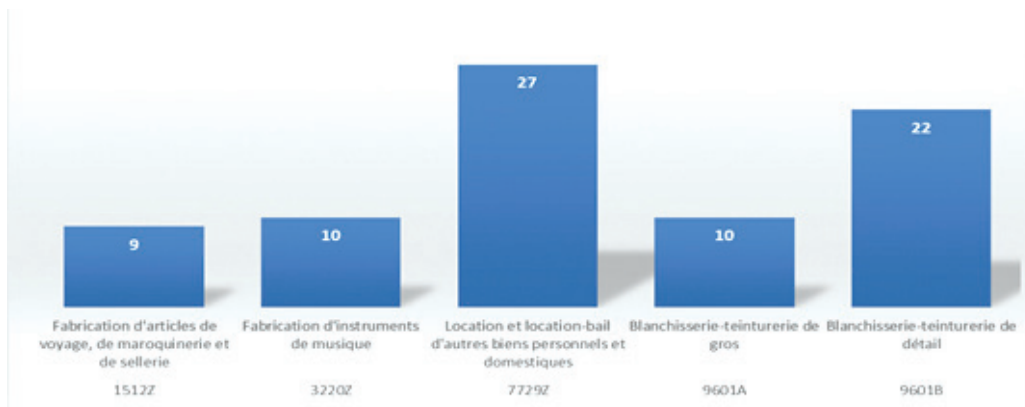


Figure 33g - CTN G - Répartition des principaux Codes APE possédant le nombre de maladies professionnelles TMS en premier versement les plus élevés en 2016

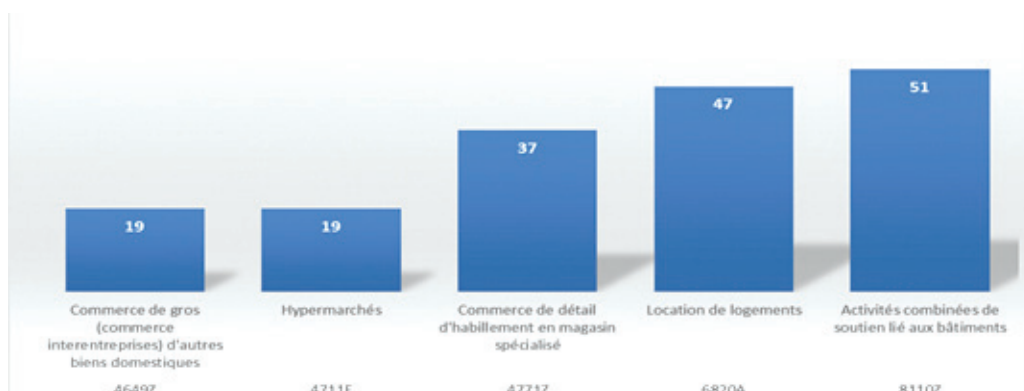
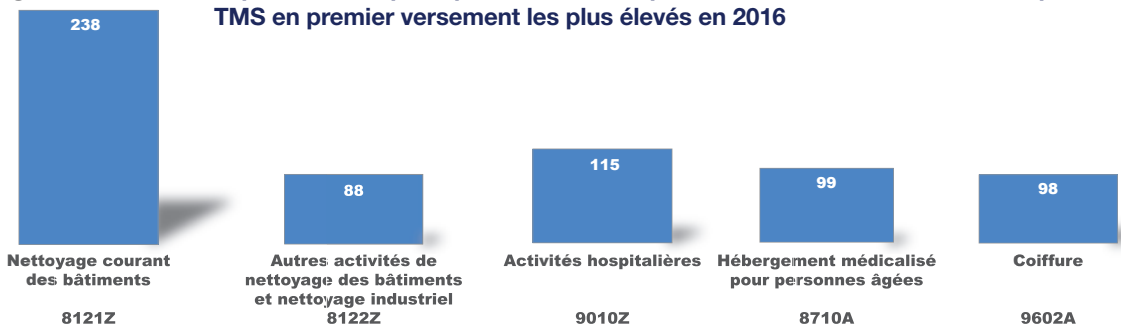


Figure 33h - CTN H - Répartition des principaux Codes APE possédant le nombre de maladies professionnelles TMS en premier versement les plus élevés en 2016



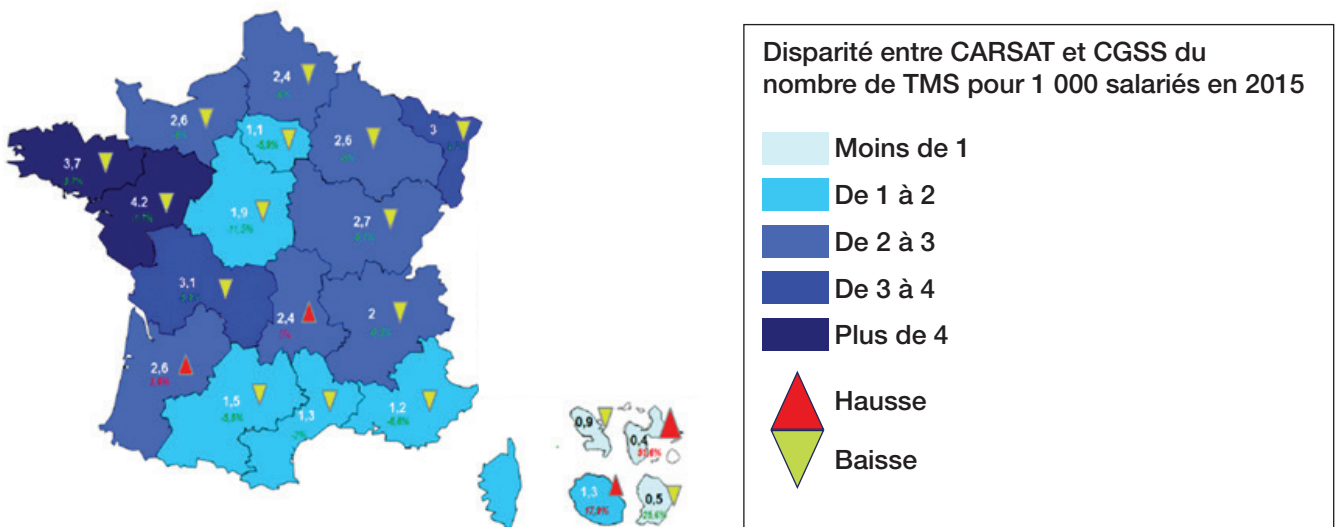
Figure 33i - CTN I - Répartition des principaux Codes APE possédant le nombre de maladies professionnelles TMS en premier versement les plus élevés en 2016



L'observation des figures ci-dessus permet de souligner :

- la prépondérance des activités relevant du nettoyage courant des bâtiments (CTN I) et des hypermarchés (CTN D) avec plus de 200 MP pour chaque code,
- la présence dans le classement du code NAF des hypermarchés dans les CTN D et G.

Figure 34 - TMS indice de fréquence 2016



## ■ FOCUS SUR LES CANCERS D'ORIGINE PROFESSIONNELLE

Ce paragraphe aborde sous différents angles, les statistiques sur les cancers d'origine professionnelle pris en charge au niveau de la branche AT/MP.

La part des cancers liés à l'amiante étant prépondérante, les évolutions des dénombrements ont été réalisées en distinguant les cancers de l'amiante des autres.

Le nombre de cancers d'origine professionnelle semble se stabiliser, à quelques variations près, aux alentours des 200 cancers reconnus sur la dernière période de 4 ans.

**Tableau 26 - Dénombrement des cancers professionnels en Ile de France avec une 1ère indemnisation de 2012 à 2016**

Cancers d'origine professionnelle		2012	2013	2014	2015	2016
En nombre	Amiante	246	202	207	199	202
	Hors amiante	47	52	50	60	56
	<b>Total</b>	<b>293</b>	<b>254</b>	<b>257</b>	<b>259</b>	<b>258</b>
En %	Amiante	84 %	80 %	81 %	77 %	78 %
	Hors amiante	16 %	20 %	19 %	23 %	22 %

Une analyse plus fine de l'évolution des cancers d'origine professionnelle apporte les renseignements suivants :

- après une inflexion en 2013, le nombre des cancers d'origine professionnelle se stabilise depuis,
- les cancers broncho-pulmonaires sont les cancers professionnels les plus fréquents en 2016. Cette évolution s'inscrit dans le prolongement des 5 dernières années connues, période au cours de laquelle la part des cancers broncho-pulmonaire dans l'ensemble des cancers d'origine professionnelle est constante. L'amiante est le principal agent en cause,
- en 2016, le nombre de cancers broncho-pulmonaire du tableau 30bis atteint son niveau le plus bas depuis 2012 avec moins de 100 cancers reconnus alors que le nombre de mésothéliomes malins primitifs de la plèvre est le plus important des 5 dernières années,
- les cancers de la vessie et des voies urinaires (tableau 15Ter et 16Bis), en atteignant en 2016 un nombre équivalent de reconnaissances à celui de 2013, détermine une évolution tendancielle à la baisse,
- les cancers du sang (leucémies) principalement liés à une exposition au benzène ou à des rayonnements ionisants sont peu fréquents en Île-de-France avec 2 maladies reconnues en 2016 (leucémies aigües du tableau 4),
- les cancers ORL, impactant principalement les fosses nasales ou l'ethmoïde, sont principalement liés à une exposition aux poussières de bois. Comme en 2015, on en dénombre 7 en Île-de-France pour l'année 2016.

**Tableau 27 - Dénombrement par tableau et syndrome des cancers professionnels avec une 1ère indemnisation de 2012 à 2016**

N ° Tab	Libellé tableau de MP	Code syndrome	Maladie (syndrome)	2012	2013	2014	2015	2016
004	Affections gastro-intestinales provoquées par le benzène, le toluène, les xylènes et tous les produits en renfermant	AC910	leucémie aiguë lymphoblastique à l'exclusion des leucémies aiguës avec des antécédents d'hémopathies		1			
		AC920	Leucémies aiguës myéloblastique à l'exclusion des leucémies aiguës avec des antécédents d'hémopathies	1	1	1	1	2
		AC95X	Leucémies					
		AD46X	Syndromes myélodysplasiques acquis et non médicamenteux					1
		AD471	Syndromes myéloprolifératifs	3			2	3
006	Affections provoquées par les rayonnements ionisants	AC34X	Cancer broncho-pulmonaire primitif par inhalation			1	1	1
		AC95X	Leucémies		1	2	1	2
010 ter	Affections cancéreuses causées par l'acide chromique, les chromates et bichromates alcalins ou alcalinoterreux ainsi que le chromate de zinc	AC34X	Cancer broncho-pulmonaire primitif	3	4	1	1	1
		BC300	Affections cancéreuses causées par l'acide chromique, les chromates et bichromates alcalins ou alcalinoterreux ainsi que le chromate de zinc : Cancer des cavités nasales				1	
015 ter	Lésions prolifératives de la vessie provoquées par les amines aromatiques et leurs sels et la N-nitroso-dibutylamine et ses sels	AC67X	Lésions malignes primitives de l'épithélium vésical dues aux substances de la liste A	15	13	15	12	12
		AC67Y	Tumeur primitive de l'épithélium urinaire		7	9	19	12
		BC67X	Lésions malignes primitives de l'épithélium vésical	3	3	4	3	5
016 bis	Affections cancéreuses provoquées par les goudrons de houille, les huiles de houille, les brais de houille et les suies de combustion du charbon	AC44X	Epithéliomas primitifs de la peau					
		BC34X	Cancer broncho-pulmonaire primitif			1		
		CC67X	Tumeur primitive de l'épithélium urinaire (vessie, voies excrétrices supérieures) confirmée par examen histopathologique ou cytopathologique	10	12	7	7	6
020 bis	Cancer bronchique primitif provoqué par l'inhalation de poussières ou de vapeurs arsenicales	AC34X	Cancer bronchique primitif	1				
025	Affections consécutives à l'inhalation de poussières minérales renfermant de la silice cristalline (quartz, cristobalite, tridymite), des silicates cristallins (kaolin, talc), du graphite ou de la houille	AC34X	Cancer bronchopulmonaire primitif	1	3	3	5	3
030 A	Affections professionnelles consécutives à l'inhalation de poussières d'amiante	CC34X	Dégénérescence maligne bronchopulmonaire compliquant des lésions bénignes	12	9	6	9	5
		DC450	Mésothéliome malin primitif de la plèvre	89	63	74	72	90
		DC451	Mésothéliome malin primitif du péritoine	1	2	4	3	7
		DC452	Affections professionnelles consécutives à l'inhalation de poussières d'amiante : Mésothéliome malin primitif du péricarde					
		EC384	Autres tumeurs pleurales primitives	1	1		1	1
		ZR69X	Association de plusieurs syndromes du tableau	4	1			
030 bis	Cancer broncho-pulmonaire provoqué par l'inhalation de poussières d'amiante	AC34X	Cancer broncho-pulmonaire primitif	139	125	123	114	69
036 bis	Affections cancéreuses provoquées par les dérivés suivants du pétrole : huiles minérales peu ou non raffinées et huiles minérales régénérées utilisées dans les opérations d'usinage et de traitement des métaux, extraits aromatiques, résidus de craquage	AC44X	Epithélioma primitif de la peau	1				
043	Affections provoquées par l'aldéhyde formique et ses polymères		Affections cancéreuses provoquées par l'aldéhyde formique : carcinome du nasopharynx					1
045	Infections d'origine professionnelle par les virus des hépatites A, B, C, D et E	CC220	Carcinome hépato-cellulaire post hépatite à virus C			1		
047	Affections professionnelles provoquées par les poussières de bois	BC300	Carcinome des fosses nasales	1	1		1	2
		BC31X	Cancer primitif de l'ethmoïde et des sinus de la face	8	5	5	6	5
<b>Total analyse cancers d'origine professionnelle</b>				<b>293</b>	<b>253</b>	<b>257</b>	<b>259</b>	<b>258</b>



# Données financières

À l'instar de l'évolution du nombre d'accidents du travail, de trajet et de maladies professionnelles, la variation entre 2014 et 2016 des coûts associés à la réparation de ces risques est sensiblement à la baisse. Cette variation est essentiellement imputable à l'évolution du coût des incapacités permanente (IP). Cette évolution des conséquences des IP est elle-même étroitement liée à la baisse du coût des IP AT. De manière contradictoire mais représentative de la balance des coûts, les coûts IT continuent de croître sur la dernière période triennale, en raison des variations du coût des IT AT et du nombre d'indemnités journalière.

En matière de coût moyen, les coûts des IP baissant tendanciellement moins vite que le nombre de MP, il en résulte une hausse du coût moyen des MP.

**Tableau 28 - Évolution des principaux indicateurs financiers sur la période triennale (2014, 2015 et 2016)**

Statistiques technologiques régionales AT MP TJ	2014	2015	2016	Variation 2016/2015
Coût IT sinistralité AT*	501 544	504 019	533 062	5,8 %
Coût IT sinistralité MP*	87 896	93 871	99 057	5,5 %
Coût IT sinistralité TJ*	120 974	121 257	128 287	5,8 %
Coût total IT toutes sinistralités*	710 414	719 147	760 406	5,7 %
Coût IP sinistralité AT*	188 691	213 401	176 947	- 17,1 %
Coût IP sinistralité MP*	270 226	265 213	244 543	- 7,8 %
Coût IP sinistralité TJ*	66 445	81 011	73 369	- 9,4 %
Coût total IP toutes sinistralités*	525 362	559 624	494 858	- 11,6 %
Coût total toutes sinistralités*	1 235 776	1 278 771	1 255 264	- 1,8 %
Nombre AT en premier versement *	108 926	109 560	109 015	- 0,6 %
Nombre MP en premier versement *	6 793	6 969	6 601	- 5,3 %
Nombre TJ en premier versement *	25 690	25 969	25 852	- 0,5 %
Coût moyen sinistralité AT	6 337	6 543	6 513	- 0,5 %
Coût moyen sinistralité MP	52 719	51 526	52 053	1,0 %
Coût moyen sinistralité TJ	7 295	7 789	7 800	0,1 %

\* en milliers d'euros

La figure 30 illustre :

- le poids des accidents du travail (70 %) dans le coût des interruptions temporaires,
- le poids des maladies professionnelles dans le coût des IP (47 %).

**Tableau 29a - Répartition des principaux indicateurs financiers par secteur d'activité en 2016 - Risque AT**  
(En italique taux d'évolution annuel entre 2015 et 2016)

Sinistralité AT 2016	A	B	C	D	E	F	G	H	I	Z	Île-de-France
Coût IT*	26 035	80 701	115 387	83 681	3 829	6 728	60 911	39 679	108 994	7 117	533 062
	- 0,7 %	2,4 %	5,7 %	9,9 %	3,8 %	0,5 %	6,7 %	8,5 %	7,5 %	- 13,7 %	5,8 %
Montant IC recours déduits*	5 375	28 170	23 560	13 507	474	1 658	13 446	12 694	19 800	3 234	121 918
	- 53,3 %	- 6,9 %	- 16,6 %	- 28,1 %	- 75,9 %	6,2 %	- 28,5 %	- 7,9 %	- 21,1 %	- 9,2 %	- 20,6 %
Montant IP recours déduits*	478	1 461	1 609	1 433	74	138	1 037	718	1 998	149	9 095
	- 19,6 %	- 10,8 %	- 9,3 %	- 6,5 %	- 17,7 %	0,3 %	- 12,4 %	- 6,7 %	- 6,3 %	- 41,8 %	- 10,0 %
Montant Capitaux mortel recours déduits*	3 960	11 405	11 403	1 901	475	0	6 177	3 326	5 387	1 901	45 935
	178,0 %	2,9 %	- 20,0 %	- 66,6 %	0,0 %	- 100,0 %	85,8 %	- 12,4 %	- 26,0 %	33,5 %	- 7,6 %
Coût IP*	9 813	41 035	36 573	16 842	1 023	1 796	20 660	16 738	27 184	5 285	176 947
	- 27,5 %	- 4,5 %	- 17,4 %	- 35,2 %	- 59,6 %	- 32,2 %	- 11,4 %	- 8,8 %	- 21,2 %	0,8 %	- 17,1 %
Calcul total IT IP sinistralité AT*	35 848	121 736	151 958	100 522	4 851	8 524	81 571	56 418	136 179	12 402	710 009
	- 9,8 %	- 0,1 %	- 0,9 %	- 1,6 %	- 22,0 %	- 8,7 %	1,5 %	2,7 %	0,2 %	- 8,1 %	- 1,0 %
Nombre AT en premier versement *	4 917	12 392	21 219	20 997	766	1 250	12 846	9 754	24 874	0	109 015
	- 5,0 %	- 4,4 %	- 0,1 %	0,0 %	- 3,5 %	- 2,1 %	- 1,5 %	- 1,9 %	2,7 %	0,0 %	- 0,6 %
Coût moyen sinistralité AT	7 291	9 824	7 161	4 787	6 333	6 820	6 350	5 784	5 475	/	6 513
	- 5,1 %	4,5 %	- 0,9 %	- 1,6 %	- 19,1 %	- 6,8 %	3,0 %	4,8 %	- 2,4 %	/	- 0,5 %

\* en milliers d'euros

**Tableau 29b - Répartition des principaux indicateurs financiers par secteur d'activité en 2016 - Risque MP**  
(En italique taux d'évolution annuel entre 2015 et 2016)

Sinistralité MP 2016	A	B	C	D	E	F	G	H	I	Z	Île-de-France
Coût IT*	7 300	16 600	9 369	18 058	1 671	3 620	8 294	6 149	14 442	13 355	99 057
	- 1,2 %	12,6 %	5,9 %	6,8 %	3,9 %	- 2,6 %	12,7 %	12,0 %	10,7 %	- 8,3 %	5,5 %
Montant IC recours déduits*	22 340	22 333	13 503	9 971	3 822	2 786	11 025	9 781	9 543	107 220	212 326
	39,9 %	4,7 %	- 5,9 %	- 13,6 %	67,6 %	- 7,6 %	46,1 %	5,9 %	- 11,1 %	- 22,0 %	- 9,0 %
Montant IP recours déduits*	395	856	453	1 052	63	183	450	258	904	993	5 605
	1,8 %	22,6 %	5,5 %	2,4 %	- 7,0 %	- 5,0 %	9,4 %	- 16,4 %	3,9 %	- 24,0 %	- 1,6 %
Montant Capitaux mortel recours déduits*	950	475	950	475	0	951	475	950	0	21 385	26 612
	0,0 %	0,0 %	100,1 %	0,0 %	- 100,0 %	0,0 %	0,0 %	100,1 %	0,0 %	- 11,7 %	1,9 %
Coût IP*	23 686	23 664	14 906	11 498	3 885	3 920	11 950	10 989	10 447	129 598	244 543
	44,8 %	5,1 %	- 2,3 %	- 8,5 %	37,7 %	22,1 %	50,1 %	9,7 %	- 9,9 %	- 20,5 %	- 7,8 %
Calcul total IT IP sinistralité MP*	30 985	40 264	24 275	29 556	5 556	7 540	20 245	17 137	24 888	143 153	343 599
	30,5 %	8,1 %	0,7 %	0,3 %	25,4 %	8,9 %	32,2 %	10,5 %	1,0 %	- 19,4 %	- 4,3 %
Nombre MP en premier versement *	458	891	593	1 289	88	195	539	356	1 156	1 036	6 601
	- 6,7 %	- 0,1 %	3,1 %	1,7 %	- 25,4 %	- 19,1 %	0,4 %	- 12,5 %	3,0 %	- 21,5 %	- 5,3 %
Coût moyen sinistralité MP	67 654	45 190	40 935	22 930	63 133	38 666	37 560	48 139	21 530	138 179	52 053
	39,9 %	8,2 %	- 23, %	- 1,5 %	68,1 %	34,6 %	31,7 %	26,4 %	- 2,0 %	2,6 %	1,0 %

\* en milliers d'euros



**Tableau 29c - Répartition des principaux indicateurs financiers par secteur d'activité en 2016 - Risque Trajet**  
(En italique taux d'évolution annuel entre 2015 et 2016)

Sinistralité Trajet 2016	A	B	C	D	E	F	G	H	I	Z	Île-de-France
Coût IT*	7 014	6 967	19 496	19 483	962	1 703	15 552	29 734	24 579	2 796	128 287
	<i>- 1,0 %</i>	<i>- 8,6 %</i>	<i>8,3 %</i>	<i>8,9 %</i>	<i>- 22,9 %</i>	<i>50,5 %</i>	<i>4,8 %</i>	<i>7,5 %</i>	<i>7,6 %</i>	<i>- 5,2 %</i>	<i>5,8 %</i>
Montant IC recours déduits*	4 638	3 596	5 986	7 058	2 312	77	3 970	11 394	8 027	1 039	48 097
	<i>- 39,0 %</i>	<i>- 17,3 %</i>	<i>- 9,4 %</i>	<i>- 7,7 %</i>	<i>1229,4 %</i>	<i>- 90,9 %</i>	<i>- 38,1 %</i>	<i>- 8,8 %</i>	<i>- 6,3 %</i>	<i>15,0 %</i>	<i>- 13,5 %</i>
Montant IP recours déduits*	145	113	341	313	3	16	311	677	465	75	2 459
	<i>10,6 %</i>	<i>- 15,6 %</i>	<i>- 4,6 %</i>	<i>- 3,2 %</i>	<i>- 91,0 %</i>	<i>- 0,6 %</i>	<i>- 7,2 %</i>	<i>- 2,8 %</i>	<i>- 13,8 %</i>	<i>43,7 %</i>	<i>- 6,0 %</i>
Montant Capitaux mortel recours déduits*	2 851	951	3 327	4 277	0	0	4 278	2 851	3 802	475	22 812
	<i>50,1 %</i>	<i>- 60,0 %</i>	<i>16,8 %</i>	<i>50,1 %</i>	<i>- 100,0 %</i>	<i>- 100,0 %</i>	<i>50,2 %</i>	<i>- 45,4 %</i>	<i>14,4 %</i>	<i>0,1 %</i>	<i>0,1 %</i>
Coût IP*	7 633	4 659	9 653	11 648	2 315	94	8 560	14 922	12 294	1 590	73 369
	<i>- 20,8 %</i>	<i>- 32,0 %</i>	<i>- 1,6 %</i>	<i>7,6 %</i>	<i>240,0 %</i>	<i>- 93,0 %</i>	<i>- 10,8 %</i>	<i>- 18,9 %</i>	<i>- 1,1 %</i>	<i>11,1 %</i>	<i>- 9,4 %</i>
Calcul total IT IP sinistralité Trajet*	14 647	11 627	29 150	31 131	3 277	1 797	24 112	44 656	36 873	4 386	201 656
	<i>- 12,4 %</i>	<i>- 19,7 %</i>	<i>4,8 %</i>	<i>8,4 %</i>	<i>70,0 %</i>	<i>- 27,4 %</i>	<i>- 1,3 %</i>	<i>- 3,0 %</i>	<i>4,6 %</i>	<i>0,1 %</i>	<i>- 0,3 %</i>
Nombre Trajet en premier versement*	1 117	1 145	3 404	3 658	212	252	3 527	6 892	5 645	0	25 852
	<i>- 8,4 %</i>	<i>- 3,4 %</i>	<i>- 0,6 %</i>	<i>- 3,6 %</i>	<i>1,0 %</i>	<i>5,9 %</i>	<i>- 2,9 %</i>	<i>3,2 %</i>	<i>1,1 %</i>	<i>0,0 %</i>	<i>- 0,5 %</i>
Coût moyen sinistralité trajet	13 113	10 154	8 563	8 510	15 455	7 130	6 836	6 479	6 532	0	7 800
	<i>- 4,4 %</i>	<i>- 16,9 %</i>	<i>5,5 %</i>	<i>12,5 %</i>	<i>68,4 %</i>	<i>- 31,5 %</i>	<i>1,6 %</i>	<i>- 6,0 %</i>	<i>3,4 %</i>	<i>/</i>	<i>0,1 %</i>

\* en milliers d'euros

L'examen du détail de la répartition des frais par grand secteur d'activité fournit les indications suivantes :

Concernant les frais « AT » :

- majoritairement liés aux coûts IT (75 %), seule variable en augmentation, atténuant par ailleurs la baisse totale des prestations (-0,1 %),
- les activités des CTN C et I sont les plus impactées, et représentent environ 42 % des frais générés par les interruptions temporaires,
- les métiers du CTN B sont ceux pour lesquels le coût moyen d'un AT est le plus élevé en atteignant presque 10 000 € par AT,

Concernant les frais «MP» :

- la répartition à contre-pied de celle des AT se traduit par des frais pour plus de 2/3 générés par les IP,
- une grande partie de ces frais (41%) est imputée au compte spécial,
- les activités du CTN D sont les plus touchées par les IT MP et celles du CTN A ou B par les IP MP. Nous notons, pour le CTN A, que le coût des IP est deux fois plus élevé en 2016 qu'en 2015.

Concernant les frais « trajet » :

- avec un coût global sensiblement similaire à celui de l'année précédente, les frais générés par les accidents de trajet se répartissent à l'identique des AT,
- le coût moyen d'un accident de trajet dans le CTN E est le double du coût moyen d'un accident de trajet au niveau de la région
- 40 % des frais sont générés par les CTN H et I



## EN CONCLUSION

- le coût des IT liées aux accidents du travail est 5 fois supérieur à celui du coût des IT liées aux maladies professionnelles. Les seuls frais liés à l'indemnisation des IT accidents de travail est équivalent au cumul des frais cumulés des risques accident du trajet et maladies professionnelles.
- le coût moyen d'une maladie professionnelle est 8 fois supérieur à celui d'un accident du travail



**Caisse Régionale  
d'Assurance Maladie d'Ile-de-France**

 17-19 av. de Flandre 75019 Paris

 01 40 05 32 64

 Cramif.fr

 @Cramif

 LinkedIn